

M. Gorbatchev punit ses militaires

M. Gorbatchev n'a apparemment aucun goût pour la plaisanterie. Lorsque la sécurité de l'URSS est en jeu, ce qui avait commencé comme un incroyable fait divers avec l'atterrissage inattendu d'un petit avion blanc sous les murs rouges du Kremlin se termine par une rafale de destitutions. Les plus hauts responsables de l'armée se trouvent mis en cause. Des termes comme « négligence », « hésitation inadmissible », « absence de vigilance », « manquements sérieux » en disent long sur l'irritation qui s'est manifestée lors de la réunion du bureau politique consacrée, samedi, à cette affaire. Si le ridicule tue, il doit être combattu. En conséquence de quoi il convient de renforcer la direction du ministère de la défense de l'URSS.

Le contraste est flagrant avec la manière dont le pouvoir soviétique avait réagi dans le drame du Boeing sud-coréen abattu en mer d'Okhotsk au mois de septembre 1983. Là, déjà, les défaillances des militaires avaient été incroyables. Non seulement l'appareil avait pu survoler pendant plusieurs heures, sans être intercepté, une région particulièrement sensible du territoire de l'URSS mais on s'est plus tard qu'ordre avait été donné de le détruire — au prix de deux cent soixante-neuf victimes qui s'ont pas amélioré la réputation de l'Union soviétique — sans que le cible ait été clairement identifiée et reconnue comme un avion civil.

Aucune excuse n'avait été proposée — du moins publiquement. On laisse entendre dans certains cercles que le départ, un an plus tard, du maréchal Ogarov de son poste de chef d'état-major général des armées était une conséquence de cette tragique bavure. Mais l'ouragan du PC soviétique, couvrant ses militaires en laissant entendre que les services spéciaux américains étaient les premiers responsables.

C'est aujourd'hui l'inverse qui se produit. Ce sont les responsables des forces armées qui sont, sans délai, mis en accusation. On en tire, à ce stade, trois conclusions. La première est que les forces armées soviétiques ne brillent pas par leur efficacité et qu'elles sont loin d'être au premier rang, du moins pour certaines, dans l'entreprise de rénovation lancée par M. Gorbatchev.

La deuxième est que ce dernier a saisi sur l'occasion pour prendre des décisions qui traduisent à l'évidence son peu de considération pour les autorités militaires. La troisième est qu'il avait les moyens de le faire. Seul ou au prix d'un indispensable accord avec le numéro deux du régime, M. Ligatchev ? Le fait est que l'affaire a été jugée et tranchée rapidement, au détriment de maréchaux qui tendent à mettre leurs pendules à l'heure et qui se voient rappeler que leur rôle est celui d'exécutants vulnérables du pouvoir politique.

L'autorité personnelle de M. Gorbatchev ne peut que s'en trouver renforcée, à l'heure où se manifestent de plus en plus clairement des vives résistances à ses projets de « restructuration » du régime. Reste à savoir si ce succès ne s'accompagne pas sur d'autres plans — ceux des statuts du parti ou de la réforme économique par exemple — de concessions notables à ses adversaires. Le prochain plénum du comité central, prévu dès ce mois-ci, devrait permettre d'en savoir un peu plus long.

(Lire nos informations pages 2 et 3.)

A bord de son hélicoptère

Le premier ministre libanais est tué dans un attentat

Le premier ministre libanais, M. Rachid Karamé, a été tué, le lundi 1^{er} juin, dans un attentat contre l'hélicoptère qui le ramenait du nord du pays à Beyrouth. Selon certaines sources, l'appareil a été pris sous le feu de tirs en provenance de positions non identifiées, alors qu'il survolait une zone chrétienne; selon d'autres, il a été endommagé par l'explosion d'une bombe placée sous un des sièges, dans une petite valise.

« Un cabinet de désunion nationale »

L'appareil avait pu se poser en catastrophe sur la piste de Halat (en secteur chrétien). Les trois hommes ont été conduits d'urgence dans un hôpital de Beyrouth-Est (secteur chrétien) où le premier ministre est mort. Le président de la République, M. Amine Gemayel, s'est immédiatement rendu à son chevet. Le pilote de l'appareil et le ministre de l'Intérieur, M. Abdallah Racy, qui accompagnait le chef du gouvernement, ont été grièvement blessés.

Le chef du gouvernement (un musulman sunnite) revenait de Tripoli (dans le nord du Liban, dont il était originaire), où il avait passé une dizaine de jours de vacances, après avoir présenté sa démission le 4 mai dernier.

Cette démission avait pris de court la plupart des observateurs. Harcelé par le camp chrétien, notamment sa milice, les Forces libanaises, mis en cause pour son inaction au sein même du camp musulman, il avait souhaité que son effacement « serve les intérêts du Liban et contribue à la tirer de ses difficultés ».

J. G.

(Lire la suite page 4.)

La préparation de la campagne présidentielle

MM. Chirac et Barre ont eu jeudi un premier entretien

MM. Jacques Chirac et Raymond Barre ont déjeuné en tête à tête, le jeudi 28 mai, à l'Hôtel de Ville de Paris. Ce déjeuner, rendu public lundi, devrait être suivi d'autres rencontres entre les deux principaux présidents de la majorité. Il intervient à un moment où les dissonances se multiplient dans la majorité malgré les appels à la conclusion d'un code de bonne conduite entre les différents candidats potentiels à l'élection présidentielle.

En panne ?

par Jean-Marie Colombani

« Toutes les sensations autoritaires sont passées par le mépris des partis politiques » : ce jugement abrupt est-il autre chose que la trace du procès d'intention permanent qu'une opposition, répétée « sectaire », instruit contre M. Raymond Barre ? Certes non ! Marque-t-il l'ouverture des hostilités entre les partisans officiels du maire de Paris et ceux du député de Lyon ? Pas davantage ! En fait, il émane du principal responsable de la principale composante de l'UDF, à quelques jours d'un rassemblement destiné à en célébrer le dixième anniversaire.

M. François Léotard, puisque c'est de lui qu'il s'agit, brusquement transformé en franco-tirer d'un chiraquisme qui pourtant il résume, prend son tour dans la guérilla lancée par ses amis contre M. Barre, à un moment où celui-ci s'apprête à rompre le silence : il est, le mardi 2 juin, l'invité d'Europe 1, avant de participer, le 25, à l'émission « Questions à domicile » sur TF1. Ce moment est d'autant moins mal choisi que M. Barre paraît aujourd'hui en panne, face à un président qui plane et à un premier ministre qui semble en panne de recueillir un peloton.

(Lire la suite page 6.)

Reprise du procès Barbie

Le poids des témoignages. PAGE 8

La Corse et l'école

La multiplication des attentats contre les enseignants venus du continent inquiète les autorités et les syndicats. PAGE 32

Roland-Garros 87

Les doutes de Lendl. PAGE 10

Préfiguration des « petits boulots »

Cent vingt emplois créés pour aider les personnes âgées. PAGE 27

L'assemblée des protestants

Cris et chuchotements. PAGE 9

Le sommaire complet se trouve page 32

La 3^e conférence internationale sur le SIDA à Washington

M. Reagan sonne l'alarme

WASHINGTON
de nos envoyés spéciaux

M. Reagan a appelé, le dimanche 31 mai, à une multiplication des « tests systématiques » (routine testing) de dépistage du SIDA et notamment demandé au département de la justice de se préparer à en organiser pour « tous les détenus des prisons fédérales ».

Invité d'honneur d'un dîner de collecte de fonds qu'organisait la Fondation américaine pour la recherche sur le SIDA alors que s'ouvrait, le lundi 1^{er} juin à

Washington, la 3^e conférence internationale consacrée à cette maladie, M. Reagan a motivé sa démarche en expliquant que « de même que la plupart des gens ne savent pas qu'ils sont porteurs du virus, personne ne sait jusqu'à quel point le virus a infecté notre société tout entière ».

« Il est temps que nous sachions exactement ce à quoi nous sommes confrontés », a-t-il ajouté avant d'énumérer les directives données à son gouvernement ainsi que les mesures qu'il souhaitait voir adopter par les différents États des États-Unis. Outre

le département de la justice, c'est essentiellement celui de la santé qui est appelé à intervenir en s'attendant à une étude sur les dimensions présentes et potentielles de la maladie mais, surtout, en « ajoutant le virus du SIDA à la liste des maladies contagieuses en raison desquelles les immigrants et les étrangers souhaitent s'installer aux États-Unis de façon permanente peuvent se voir refuser l'entrée ».

BERNARD GUETTA
et FRANCK NOUËL
(Lire la suite page 8, et page 9, l'article du professeur Monodgier.)

Le Monde ÉCONOMIE

Le spectre de la récession

A une semaine du sommet de Venise, les appels à une stratégie de coopération internationale paraissent de plus en plus décalés des réalités. Les États-Unis continuent de vivre au-dessus de leurs moyens et de ponctionner l'épargne du reste du monde. Plus le temps passe, plus le risque d'ajustements brutaux augmente.

Le sort des surplus agricoles

Les grandes puissances, notamment la CEE et les États-Unis, connaissent une très grave crise de débouchés. Mais le tiers-monde ne peut absorber des excédents qui, en outre, nuisent à son propre développement, d'autant que certains pays, comme le Sénégal, s'efforcent de pallier, à l'échelon régional, leurs propres carences.

La chronique de Paul Fabra

Les interventions les plus « scandaleuses »
Pages 23 à 26

La célébration du bicentenaire de 1789

Decaux-Hossein: Ah, ça ira, ça ira !

Six heures pour la télévision, trois heures pour le cinéma, un budget de 200 millions de francs, la Révolution de « Louis XVI à Bonaparte » est en marche.

Les projets de célébration de la Révolution française se ramassent déjà par brassées de bleuettes, marguerites et coquelicots. Si tous ne parviendront pas au port le 14 juillet 1989, il en est un, signé Alain Decaux et Robert Hossein qui vient de recevoir, pendant le week-end, l'imprimatur du grand coordinateur du bicentenaire, le président Edgar Faure, pour qui il a le mérite d'être français, ambiteux et de refuser d'emblée « tout manichéisme ».

Il s'agit de la mise en chantier de six heures de télévision et, simultanément, d'un film de trois heures pour le cinéma. Deux scénarios autonomes, deux versions « originales », anglaise et française, retraceront l'histoire de la Révolution « de Louis XVI à Bonaparte ». Le tournage qui durera sept mois se déroulera en grande partie en France, et le pro-

ducteur exécutif Alexandre Maouchine aura à gérer un budget évalué à 200 millions de francs. Pour le bouclier, des partenaires étrangers, notamment européens, se joindront à Francis Bouygues, Robert Maxwell, et Antoine de Clermont-Tonnerre, PDG des Editions Mondiales. La série télévisée de quatre fois quatre-vingt-dix minutes sera évidemment diffusée par TF1.

Mais la cinquième chaîne — qui s'en étonnera — veut elle aussi faire « sa » Révolution. Il n'y en a pas qu'une (occasion) pour faire la guerre à la une... Et M. Berlusconi s'apprête à annoncer sous quarante-huit heures, lors de la conférence de presse consacrée à la présentation de ses coproductions avec le cinéma français, un autre projet, énorme aussi, bien entendu, initié par Tarak Ben Ammar (le producteur tunisien de Pirates de Roman Polanski), et dont le metteur en scène serait Franco Zeffirelli.

Quel spectaculaire dessein nous réserve encore Prairial ? En attendant, Robert Hossein, qui a une

toute petite longueur d'avance, précise qu'après avoir mis sur les rails son *Affaire du courrier de Lyon*, au palais des Sports, en octobre prochain, il se consacra « corps et âme à la Révolution pour réussir une fresque, où sous des angles différents sera abordée en toute bonne foi la pluralité des opinions ». Il ajoute : « Cette époque lucide sera dédiée aux droits de l'homme si souvent bafoués aujourd'hui... » Cette entreprise, dit encore Hossein, donnera du travail pendant des mois à des centaines de techniciens et de jeunes comédiens.

Les principaux rôles ne sont pas encore distribués. Il y aura bien entendu des « guest stars » comme dans *Si Versailles m'était conté* de Sacha Guitry (on se souvient d'Orson Welles en Benjamin Franklin et d'Edith Piaf en tricoteuse). La référence n'enchantait pas Robert Hossein, qui préférerait le parrainage d'Abel Gance, mais avoue cependant : « Pour moi, la Charlotte Corday idéale, c'est Isabelle Adjani... »

DANIELE HEYMANN.

PRIX ROGER NIMIER 1987

ALAIN DUGRAND

Une tentative symphonique

ICLATTES

Etranger

Les changements à la tête de l'armée soviétique

L'ambassade de RFA à Moscou a reçu des autorités soviétiques l'assurance qu'elle pourrait très prochainement entrer en contact avec Mathias Rust, le pilote ouest-allemand qui a posé son avion de tourisme, le jeudi 28 mai, sur la place Rouge. Le jeune homme est toujours détenu par la police, mais son sort n'inspire pas de graves inquiétudes. Dans une interview au journal *Morgenpost* de Hambourg, le directeur de

l'agence Novosti, M. Valentin Faline, ancien ambassadeur d'URSS en Allemagne fédérale, a, en effet, laissé entendre que Mathias Rust pourrait être prochainement libéré.

« Nous le remercions pour une chose, a dit M. Faline, c'est d'avoir attiré notre attention sur les insuffisances de notre défense aérienne. Il pourrait bien être jugé, ce qui serait normal, mais

je pense que le jeune homme reverra bientôt ses parents et ses amis (...). A nos yeux, c'est une leçon très dure. Je peux dire que l'on a observé cet avion traverser la frontière, et lors de son vol, mais l'on supposait qu'il s'agissait d'un appareil soviétique, et personne n'a testé de l'identifier. »

Cet incident « démontre à quel point sont imparfaits les systèmes mis en place pour contrô-

ler l'espace aérien », a ajouté M. Faline, qui a estimé que l'incident n'assombrirait pas les relations entre Moscou et Bonn.

Répondant à une question sur la couverture médiatique sans précédent de ce type d'événement par la presse soviétique, Faline a déclaré que la politique de glasnost (transparence) ou d'ouverture s'appliquait partout : « Gorbatchev a

LE MARÉCHAL SOKOLOV

Un ministre au profil bas

Le maréchal Sergueï Sokolov apparaît comme un personnage plutôt fâché à la direction du ministère de la défense de l'URSS, où se sont succédés de fortes personnalités comme Frounze, Vorochilov, Timochenko ou Staline (de 1941 à 1947) et, plus tard, Vassilievski et Joukov.

Successeur de Dimitri Oustinov, mort en décembre 1984, qui avait lui-même pris en 1978 la succession du maréchal Gretchko, le maréchal Sokolov apparaît comme un homme de compromis, au profil relativement bas, militaire certes, mais dont les ambitions ne pouvaient d'aucune manière menacer le pouvoir politique. A peine l'avait-on remarqué dans les fonctions de vice-premier ministre qu'il avait exercé pendant dix-sept ans avant sa promotion — sans doute, mais sans qu'on en ait la certitude, avec la compétence particulière d'être chargé de la supervision des ventes d'armements de l'URSS.

Il est né en 1911 en Crimée, dans une famille d'employés et a été, dans son jeune âge, embauché dans une coopérative de consommation. Entré dans l'armée au début des années 30, — et au parti en 1937 — il participe aux combats contre les Japonais en 1938 et, dès 1941, à ceux du front ouest comme chef d'état-major d'un régiment de blindés.

Affaire de tempérament ? On le retrouve par la suite dans des postes plus « administratifs » : sous-chef puis chef de service, enfin chef d'état-major à la direction des forces blindées et mécanisées — ce qui ne l'empêche pas

de commander les troupes appartenant à ces forces sur le front de Crimée en 1944.

Passé ensuite par plusieurs académies, il prend son premier commandement au début des années 50, à la tête d'une division mécanisée. On le signale plus tard dans des fonctions d'adjoint à la région militaire de Moscou, puis à celle de Leningrad — où il se trouve encore lorsqu'il est nommé vice-ministre de la défense au mois d'avril 1967. Il entrera l'année suivante comme membre de plein droit au comité central du parti mais attend dix ans encore pour recevoir en 1978 la titre de maréchal de l'Union soviétique.

On lui prête un rôle actif dans l'intervention des forces soviétiques en Afghanistan à la fin de 1979. Sa nomination comme ministre de la défense en 1984 surprend néanmoins quelque peu, car des personnages d'un autre poids figuraient alors parmi les candidats à la succession d'Oustinov. Le maréchal Sokolov, au reste ne sera jamais — contrairement à ses derniers prédécesseurs — que membre « suppléant » du bureau politique (en 1985).

Il n'a accompagné pas moins fidèlement M. Gorbatchev dans la plupart de ses déplacements d'intérêt militaire. Il était lors de la visite du cosmodrome de Baïkonour par le secrétaire général du Pcus et encore le semaine dernière à Berlin-Est à l'occasion du « sommet » des dirigeants du pacte de Varsovie — à

l'heure où Mathias Rust se posait à Moscou. Sa santé, cependant, était compromise et son absence l'an dernier sur la place Rouge aux cérémonies commémoratives de la révolution d'Octobre avait fait naître le bruit, bientôt démenti, de son décès.

A. J.

LE MARÉCHAL KOLDOUNOV

Le maréchal Alexandre Koldounov, qui a été limogé en même temps que le général Sokolov et pris de jour des privilèges de la retraite, est né en 1923, dans la région de Smolensk. Pilote de chasse pendant la guerre, il entre en 1944 au Parti communiste avant de suivre les cours de l'Académie militaire de l'air puis ceux de l'Académie militaire de l'état-major général. Après avoir exercé divers commandements relevant tout de la défense aérienne, il est nommé en 1978 commandant en chef de la défense anti-aérienne de l'URSS et vice-ministre de la défense. C'est de ces deux fonctions qu'il vient d'être chassé.

Le maréchal Koldounov a été de 1971 à 1976 membre suppléant du comité central ; depuis 1981 il était membre de plein droit du comité central. Il était également député du Soviet suprême depuis 1974.

LE GÉNÉRAL DMITRI IAZOV

Un nouveau venu dans la bureaucratie

La nomination du général d'armée Dmitri Iazov au poste de ministre de la défense constitue une surprise de taille pour le plupart des observateurs occidentaux de l'Armée rouge. Agé de soixante-quatre ans, il n'avait été nommé vice-ministre de la défense qu'en avril dernier ; il n'occupait jusqu'à samedi dernier, qu'une position modeste dans l'organigramme de la haute hiérarchie du ministère puisqu'il était précédé par les trois premiers vice-ministres — parmi lesquels on aurait pu penser que le successeur du maréchal Sokolov serait choisi — et par la plupart de la dizaine de vice-ministres de rigueur.

Le général Iazov n'en était pas moins chargé d'un secteur particulièrement sensible, en ces temps de « restructuration », puisqu'il était responsable des cadres, c'est-à-dire de toutes les nominations importantes. La voilà, grâce à un « fou volant » ouest-allemand, propulsé à la tête de la hiérarchie militaire. Rien ne dit que cette promotion exceptionnelle ait été du goût des trois premiers vice-ministres, désormais sous ses ordres, et qui sont implicitement critiqués, en raison de leurs responsabilités, dans le communiqué du bureau politique diffusé samedi soir : le général Koldounov, commandant des forces du pacte de Varsovie, le général Akhromiev, chef de l'état-major, et le maréchal Louchev, ancien commandant en chef des troupes soviétiques en RDA.



bureaucratie et de ses intrigues. Peut-être est-ce là qu'il faut chercher l'explication de sa nomination.

Si l'on sait que Dmitri Iazov est né en 1923 dans une famille russe ; on ignore où. Sa biographie officielle le fait entrer dans l'armée en 1941, après la rupture du pacte germano-soviétique ; il fait la guerre d'abord comme chef de section puis comme commandant de compagnie sur les fronts

de Volkhov et de Leningrad et adhère au Parti communiste en 1944. La paix revenue, il occupe différentes postes de commandement avant de suivre les cours de l'Académie militaire Frounze, dont il sort en 1956. Quelques années encore de commandements dont on ne sait rien, puis il est envoyé à l'Académie militaire de l'état-major général, passage obligé pour toute grande carrière militaire. Il en sort en 1967.

Ce n'est qu'à partir de 1976 que ses affectations sont connues : commandant adjoint de la région militaire d'Asie centrale (1976-1979), commandant des troupes soviétiques stationnées en Tchécoslovaquie (1979-1980), commandant de la région militaire d'Asie centrale (1980-1984), commandant de la région militaire d'Extrême-Orient (1984-1987). Remarquons que cette dernière nomination ne suit que de quelques mois l'affaire du Boeing sud-coréen abattu en septembre 1983 par la chasse soviétique après qu'il eut violé l'espace aérien extrême-oriental.

La carrière politique du général Iazov est des plus modestes puisqu'il n'est que membre suppléant du comité central (depuis mars 1981) et député d'une circonscription du Kazakhstan au Soviet des nationalités (depuis mars 1984). En février 1986, le général Iazov avait été désigné comme délégué au vingt-septième congrès du Parti communiste.

J. A.

Destruction des armes chimiques

Paris va faire des propositions

La France présentera des « propositions concernant l'échéance de destruction des stocks » d'armes chimiques lors de la reprise des travaux de la Conférence sur le désarmement de l'ONU à Genève le 9 juin prochain, a indiqué le vendredi 29 mai, un porte-parole du ministère des affaires étrangères. Le porte-parole, qui n'a pas fourni d'indications sur la nature de ces propositions, a rappelé que la France était « pour la destruction totale de tous les stocks existants, y compris naturellement les stocks américains et soviétiques » à l'issue de la période de dix ans prévue après la signature d'une convention internationale sur les armes chimiques. Le porte-parole français a rappelé que le premier ministre, M. Jacques Chirac, avait déclaré récemment devant la télévision soviétique que « le jour où il y aura disparition vérifiée des armes chimiques, alors nous serons les premiers à détruire les nôtres ». M. Chirac avait ajouté qu'il pouvait « prendre l'engagement formel » que la France serait « en même temps que les autres au point zéro ».

ATHÈNES de notre correspondant

Deux vers de Paul Eluard : « Et par le pouvoir d'un mot, je recommence ma vie », ont illustré le rapport de M. Andréas Papandréou à la vingt-deuxième session du comité central de son parti, le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), dont les travaux ont pris fin le dimanche 31 mai. Référence poétique unique, mais significative, dit-on à Athènes. Le PASOK, toujours selon son président, a besoin de recommencer sa vie, treize ans après sa création et à treize ans de la fin du siècle, jalon symbolique d'un avenir que M. Papandréou scrutait attentivement en faisant abondamment référence à la « troisième vague » du futurologue américain Alvin Toffler.

Les mots les plus utilisés pendant cette session ont été ceux de

GRÈCE : la réunion du comité central du PASOK

M. Papandréou appelle à une rénovation du mouvement socialiste

« renaissance » et de « refonte », équivalent grec de la « perestroïka » russe. Concrètement, cela se traduit par la dissolution de la structure actuelle du parti, en particulier la suppression de toutes ses instances intermédiaires flétries.

Dans chaque département existait désormais un « comité d'organisation » du congrès du PASOK (qui sera convoqué dans le premier semestre de 1988) et un « conseil de refonte ». Celui-ci essaiera de reconstruire le « courant politique » du PASOK en regroupant notamment les personnes qui ont, à divers moments, été éloignées du mouvement. Au sommet, le seul centre de direction sera, entre deux sessions du comité central, le bureau exécutif et son président, M. Papandréou.

Sur le fond, le « changement de changement », selon l'expression d'un quidam athénien, n'est pas moins important. Si le manifeste du 3 septembre 1974, acte fondateur du PASOK, reste un texte « historique et indépassable », certains de ses thèmes ne correspondent plus aux réalités, estime M. Papandréou. En matière européenne, par exemple, le premier ministre grec a souligné que « notre destin » est lié au devenir européen et a demandé la mobilisation du pays pour affronter

l'échec de 1992. Le parti soutiendra désormais une Europe autonome et disposant de sa propre défense. Cette position représente un retournement radical et traduit le souhait du gouvernement grec d'adhérer à l'Union de l'Europe occidentale.

M. Papandréou a, par ailleurs, recommandé le réalisme en matière d'équilibres internationaux et a affirmé que le tiers-monde et les socialistes n'ont pas de stratégie et ne peuvent pas influencer l'évolution mondiale.

Sur la politique intérieure, le comité central a été avarié de déclarations. M. Papandréou a cependant annoncé que l'accent sera mis, l'année prochaine, en économie, sur la « normalisation du marché du travail », ce qui pourrait conduire à un assouplissement de la législation sur les conventions collectives et les licenciements.

Enfin, à propos des bases militaires américaines, M. Papandréou a laissé entendre au sujet des discussions avec les Etats-Unis qu'un nouvel accord devrait tenir compte des questions grecques sur les questions de la mer Egée, des rapports avec l'OTAN, etc. Si on aboutit à un accord, il n'est pas de stratégie, « celui-ci, avant d'être paraphé, sera soumis au peuple ».

THÉODORE MARANGOS.

POLOGNE : à une semaine de la visite du pape

Nombreuses interpellations d'opposants

A une semaine de l'arrivée du pape Jean-Paul II, la police polonaise a interpellé une série de personnalités de l'opposition dans l'ensemble du pays. Il s'agissait, semble-t-il, de lancer un nouvel avertissement à Solidarité et, vraisemblablement, de tenter de perturber ou d'empêcher de se tenir une réunion de responsables du syndicat disson, qui a tout de même eu lieu dimanche à Varsovie, en présence de MM. Lech Walesa et Zbigniew Bujak.

MM. Bronislaw Geremek, conseiller du président de Solidarité, Adam Michnik et Stefan Bratkowski, ancien président de l'Union des journalistes, comptent parmi les « opposants » interpellés dimanche dans la capitale.

La veille, les policiers de Szczecin, au nord-ouest du pays, avaient interpellé de la même manière MM. Marian Jurczyk et Stanislaw

Wadolowski, anciens dirigeants locaux de Solidarité. De même, à Wrocław, MM. Fraszynski, Pinior, Szamieko et Muszynski, tous dirigeants connus de l'opposition, ont été appréhendés. Des interpellations ont eu lieu également à Lublin, siège de l'université catholique, où le pape doit se rendre.

A Varsovie, un communiqué a été rendu public à l'issue de la réunion — discrète — des dirigeants du syndicat. Il évoque l'atmosphère « de désespoir, de doute et de crainte » dans laquelle se trouve la Pologne, à un moment où « les espoirs de dialogue, d'entente et de réforme sont en train de disparaître ». Ce texte a été signé par une série d'intellectuels, parmi lesquels le cinéaste Andrzej Wajda et le docteur Marek Edelman. On relève aussi parmi les signataires la présence plus inhabituelle du journaliste Ryszard Kapuscinski. — (Reuters, UPI.)

M. Aliiev serait gravement malade

Moscou (AFP). — M. Gueldar Aliiev, l'un des onze membres du bureau politique du PC soviétique, absent de toute manifestation publique depuis trois semaines, aurait été victime d'une grave crise cardiaque, selon d'insistantes rumeurs à Moscou auxquelles accordent crédit plusieurs sources diplomatiques occidentales. Ancien premier secrétaire du Parti communiste d'Azerbaïdjan, M. Aliiev, soixante-quatre ans, est le dernier représentant au sein du bureau politique des Républiques de l'Asie centrale soviétique. Les kroumologues le classent généralement

parmi les membres de la direction qui manifestent leur perplexité face aux projets de réformes de M. Gorbatchev. M. Aliiev a fait l'objet de critiques pour les sévères difficultés constatées l'hiver dernier dans les transports, un secteur qu'il supervise au plus haut niveau. M. Aliiev a été promu membre titulaire du bureau politique en novembre 1982 sous l'autorité de Iouri Andropov. C'est ce dernier, alors chef du KGB, qui avait déjà assuré sa promotion en Azerbaïdjan, en 1969, pour son action à la tête du KGB local.



ECOLE DE GESTION DE PARIS

PARIS SAN FRANCISCO EUROPE ETATS-UNIS

Une double formation universitaire en
MANAGEMENT INTERNATIONAL
préparant au
MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION
MBA
diplôme E.G.P.

Le cursus intensif est de un an à PARIS
et de sept "terms" à SAN FRANCISCO.
Il est associé à un stage intégré et à un projet personnel
professionnel aux Etats-Unis.

Admission 87-88 : sélection exclusive par concours
à Paris. Les candidats doivent justifier d'une année
d'enseignement supérieur.

Remarque : Inscriptions et concours : Ecole de Gestion de Paris.
Etablissement libre d'Enseignement Supérieur.
3, imp. Royer Collard (métro Luxembourg), 75005 PARIS. Tél. (1) 43.25.63.91
Communiqué par European University of America - San Francisco - Californie

E.G.P. : LA FORMATION DES MANAGERS INTERNATIONAUX

Le Monde

**7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 03
Tél : (1) 42-47-97-27
Tél : (1) 42-47-97-27**

**ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 03
Tél : (1) 42-47-98-72**

| | | | |
|--|---------|---------|---------|
| 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
| FRANCE | | | |
| 354 F | 672 F | 954 F | 1 280 F |
| TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE | | | |
| 687 F | 1 337 F | 1 952 F | 2 530 F |
| ÉTRANGER (par mandat) | | | |
| L - BELGIQUE-LUXEMBOURG | | | |
| 359 F | 762 F | 1 089 F | 1 380 F |
| L - SUISSE, TUNISIE | | | |
| 384 F | 772 F | 1 104 F | 1 380 F |

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : les abonnés ont le droit de modifier leur adresse sans frais, mais doivent en informer le service des abonnements avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'écriture
tous les deux ans, par mandat ou chèque.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Types LEMONDE



Reproduction interdite de tous articles
sans l'accord de l'administration

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél : MONDAPUB 286 136 F

Le Monde
TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Types LEMONDE
ISSN : 0395-2037

Le Monde (ISSN 0395-2037) is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde
c/o Speedmaster, 45-46 28th Street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at
New York, N.Y. Postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedmaster U.S.A.,
P.O. Box 48-28 28th Street, L.C.I., N.Y. 11104.

Europe

après l'atterrissage d'un avion de tourisme sur la place Rouge

dit au nom du parti : il n'y a pas de secteur en Union soviétique qui soit au-dessus de la critique. Même ce secteur (la défense), et il n'est pas facile, n'échappe pas à la critique.

Samedi, une réunion du bureau politique du PC soviétique avait été convoquée d'urgence pour examiner l'incident et ses conséquences. Le communiqué publié dans la soirée, à l'issue de cette

réunion, dresse un sévère réquisitoire contre les responsables de la défense aérienne qui n'ont pu « arrêter le vol de l'avion intrus ». En conséquence, le bureau politique décidait de « libérer de ses fonctions » le général Koldonov, commandant en chef des forces de défense aérienne, accusé d'« incurie ». « Il a été décidé, ajoutait le communiqué, de renforcer la direction du ministère de la défense de l'URSS. »

Simultanément, l'agence Tass annonçait le remplacement à la tête de ce ministère du général Sergueï Sokolov par le général Dmitri Iazov.

La plupart des observateurs estiment que d'autres remaniements sont à prévoir dans l'appareil militaire soviétique. Dans un communiqué publié dimanche, le journal de l'armée, *Krasnaya Zvezda*, souligne que, du haut en bas de

la hiérarchie, des officiers ne se sont pas encore adaptés aux exigences d'efficacité de la nouvelle politique du Kremlin.

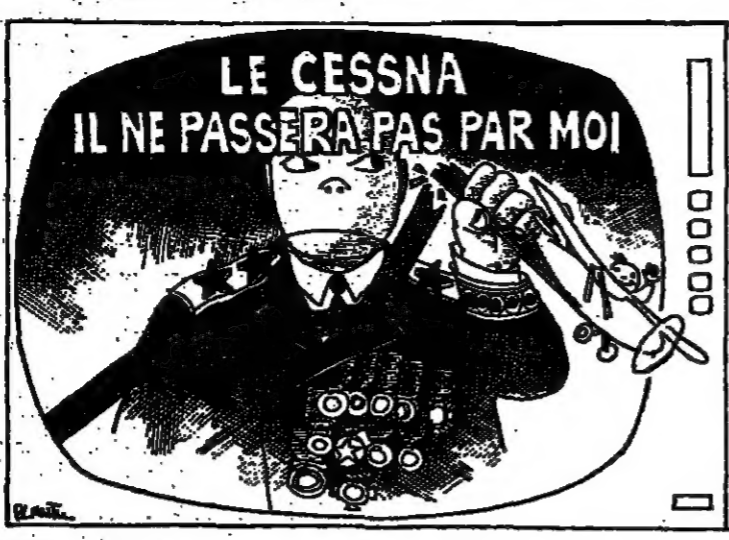
« Malheureusement, observe le journal, les inspections ont démontré que de nombreux officiers, généraux et amiraux n'ont pas modifié leur mode de pensée et de travail pour mener à bien cette tâche prioritaire de reconstruction. »

La loi du parti

LES événements qui viennent d'agiter la chronique moscovite devraient rassurer les tenants de la thèse du danger « bonapartiste », c'est-à-dire ceux qui pensent que tôt ou tard l'URSS sombrera dans les bras de ses militaires puisque l'armée serait le seul corps sain décidé de la société soviétique. S'il y a une leçon à tirer de l'incident de la place Rouge, cette leçon va en effet à l'encontre de cette thèse : une fois de plus, c'est la loi du parti qui prévaut et ce sont des responsables techniques qui sont sanctionnés.

Les têtes qui viennent de tomber sont certes importantes et d'autres suivront, sans doute. Pourtant, aucun responsable politique n'est frappé, comme s'il fallait à tout prix maintenir le parti au-dessus de tout soupçon. La solution retenue rappelle celle qui fut appliquée au lendemain de la catastrophe de Tchernobyl : ce sont des responsables techniques qui ont payé pour leurs erreurs ; et, à part quelques menus freins régionaux, les politiques sont passés au travers des mailles du filet.

Autre certitude, en envoyant à la retraite le maréchal Sokolov, dont la santé, à soixante-quinze ans, commençait à décliner, M. Gorbatchev ne se débarrasse pas d'un adversaire politique mais d'une baderne fatiguée. Le temps n'est plus où des Joukov et autres Gretchko tout auréolés de leurs exploits de la guerre pouvaient espérer peser dans les intrigues de palais. Le maréchal Sokolov, d'ailleurs, ne fut jamais admis à siéger de plein droit au bureau politique. Il sera intrigué de ce point de vue de constater si son successeur sera tenu dans le même statut. S'il en était ainsi, le message adressé aux militaires serait particulièrement clair : faites mieux votre métier et



ne vous mêlez pas de ce qui ne vous regarde pas.

Le message, au demeurant, a peut-être déjà été délivré. En juillet 1985, en effet, à eu lieu à Minsk une réunion secrète de toute la haute hiérarchie militaire devant laquelle M. Gorbatchev a prononcé un long discours. Le nouveau secrétaire général n'a jamais fait publier son texte, et on ignore aujourd'hui encore la teneur exacte de ses propos. Mais si l'on se souvient qu'il a insisté sur la nécessité de « rationaliser » les dépenses militaires au bénéfice de la société civile,

Une surveillance permanente

La comme ailleurs, les nouvelles conceptions ont dû susciter pas mal de grogne. Et puis ? Les militaires soviétiques sont sous haute surveillance permanente puisque toute la hiérarchie est doublée par les officiers « politiques », véritables délégués professionnels dont la tâche

principale est de dénoncer les brebis galeuses. Ils ne doivent pas manquer de travail à lire les multiples attaques, qui ont commencé à apparaître dans la presse, contre les manquements à la discipline et les gaspillages qui agitent la vie des garnisons non seulement en URSS mais aussi en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en RDA, pour ne rien dire de l'Afghanistan. A croire que l'époque est bien revenue où la société militaire soviétique avait réussi à échapper aux maux de la société civile.

C'est là semble-t-il qu'il faille surtout chercher les raisons du coup de force de M. Gorbatchev. En bon joueur d'échecs, il a su exploiter à son profit une affaire qui aurait pu se révéler contre lui. Pour cela il a frappé vite et fort, prenant tous ses risques politiques de vitesse. Aucun, de toute façon, n'aurait pu s'opposer à la règle de la prééminence du parti. Cela ne vaut pas dire qu'ils soient régnés. Ils étaient tout simplement sur un mauvais terrain.

JACQUES AMALRIC.

La République fédérale attend le retour de l'enfant prodigue

Le film de l'atterrissage de Mathias Rust sur la place Rouge, réalisé par un amateur, confirme que le jeune homme était bien seul à bord de son Cessna. Une copie de ce film, rachetée par la chaîne de télévision américaine NBC, sonorisée, a été diffusée le dimanche 31 mai à la télévision ouest-allemande. Le jeune Allemand de l'Ouest, qui est toujours au secret, à Moscou, devait recevoir en ce début de semaine la visite d'un membre de l'ambassade de RFA. Il pourrait être assez rapidement libéré.

BONN de notre correspondant

L'avion pique de l'ailé entre le grand magasin Gumm de la place Rouge et les couloirs de Saint-Basile. Puis on le voit s'immobiliser. Mathias Rust est seul, seul, timide adolescent engoncé dans un imperméable à large col, portant des lunettes de soleil. La foule se presse, ébrouée. On reconnaît parmi elle des uniformes d'officiers. Etouffant un sourire de triomphe, mais sérieux comme un pape, le jeune homme répond aux questions en allemand et en anglais. Oui, il arrive d'Helsinki. Cela a duré cinq heures. Au bout d'une heure, il a vu des chasseurs s'approcher de lui.

Un héros intrépide, Mathias Rust ? Tous les récits de ses proches concordent pour faire de ce grand dadaï, qui n'a dans la vie qu'une seule passion, le pilotage, un adolescent plutôt solitaire et mal dans sa peau. A dix-neuf ans, n'a-t-il pas tout simplement rêvé de prouver au monde, et à lui-même, qu'il était le meilleur ? Il a, en tout cas, produit son effet. Les premières épatées sont bien les

filles de la ville de Wedel, qui ne s'intéressaient guère à ce jeune homme toujours fringué comme « un vieux » et qui ne semblaient avoir aucun goût pour les jeux de son âge. « En mars, Mathias m'a appelée pour me demander de l'accompagner au bal des aviateurs. Ça m'avait étonnée. C'était la première fois qu'il s'intéressait à moi. C'était pas du tout mon type, complètement renfermé. Je l'ai envoyé sur les roses », confie la jolie Jessica, dix-sept ans, dont la photo orne en grand la première page d'un journal du dimanche. « Un marginal total, un peu méchant », renchérit Petra, dix-neuf ans.

Les raisons de cette extraordinaire aventure faisaient, ce week-end outre-Rhin, les délices de tous les boulevardiers. L'histoire de la mystérieuse jeune fille, qu'on aurait cru apercevoir descendant de l'avion après l'atterrissage, ne cachait-elle pas un beau roman d'amour ? Les finiers du groupe de presse Springer, immédiatement chargés de reconstituer le périple de Mathias Rust entre Hambourg, l'Islande et la Finlande, croyaient savoir dimanche que le jeune homme avait retrouvé à Helsinki une belle brune. Que serait-elle devenue ?

La passion de l'aviation

Pas plus la mère de Mathias que son père, ingénieur chez AEG, ni son jeune frère Ingo, n'étaient capables de répondre. Totalement absorbés, assaillis par une meute de journalistes qui n'en finissent pas d'envahir l'appartement, la famille est totalement dépassée par les événements. Mathias s'était pris de passion pour l'aviation il y a trois ans, après un baptême de l'air. Il n'y avait plus que cela qui comptait. Il voulait devenir pilote professionnel. Il avait abandonné un apprentissage

dans la banque et travaillait comme opérateur pour financer ses heures de vol.

Au club, où il avait passé son premier degré à dix-sept ans, ses professeurs le tenaient pour un élève sérieux et doué. On n'avait pas hésité à lui louer, pour quatre semaines un Cessna 441 qu'il allait faire un périple en Scandinavie. Le voyage avait été méticuleusement préparé dans les moindres détails. Mathias avait retiré les sièges des passagers pour faire entrer tout ce dont il avait besoin : sac de couchage, thermos, équipement de survie, etc. Sa mère avait préparé les sandwiches et le cake, et l'on était convenu de s'appeler à chaque étape. De Hambourg, l'appareil avait gagné l'île de Sylt, puis les îles Shetland, l'Islande, la Norvège, la Finlande enfin. A son arrivée à Helsinki, Mathias avait appelé comme prévu et indiqué que tout allait bien.

Devant les premières photos de l'avion sur la place Rouge, M. et M^{me} Rust, qui avaient cru pendant quelques heures leur fils disparu sur la route de Stockholm, ont bien dû se rendre à l'évidence. Personne ne s'explique ce qui a bien pu se passer. On ne connaît au fison aucune aventure féminine. Ingo, quinze ans, assure que son frère ne s'intéresse absolument pas à la politique. « Mon fils n'est pas un aventurier », s'écrit la mère.

Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, qui a déclaré avoir ri à en mourir en entendant l'histoire, estime que le jeune homme n'avait certainement pas de « mauvaises intentions », et que les Soviétiques n'ont pas l'air de vouloir lui en tenir rigueur. On est tout prêt maintenant en RFA à accueillir en héros ce fils prodigue qui a réussi l'exploit non seulement d'atterrir sur la place Rouge, mais de faire tomber un ministre soviétique de la défense.

HENRI DE BRESSON.

Le communiqué du bureau politique

Voici le texte intégral du communiqué publié le samedi 30 mai par l'agence Tass sur la réunion du bureau politique du comité central du PC soviétique :

« Le bureau politique du comité central du PCUS a tenu aujourd'hui une réunion. Il a examiné le rapport du ministre de la défense de l'URSS sur les circonstances liées à la violation de l'espace aérien de l'Union soviétique par un avion piloté par M. Rust, citoyen de la RFA. »

« Il a été décidé pendant l'examen de cette question que l'avion appartenant à un des clubs de Hambourg avait été détecté par les radars de la défense aérienne alors qu'il s'approchait de la frontière de l'URSS. Des avions de chasse ont survolé à deux reprises l'appareil ouest-allemand. »

« Le bureau politique a, en même temps, mis en évidence que le commandement des forces de défense anti-aérienne a fait preuve de négligence et d'hésitation inadmissibles pour arrêter le vol de l'avion intrus sans avoir recouru à des moyens de combat. »

« Ce fait témoigne de graves insuffisances dans l'organisation de l'alerte pour la protection de l'espace aérien du pays, de l'absence de vigilance et de discipline nécessaires de commandement majeurs dans la direction des forces de la part du ministère de la défense de l'URSS. »

« Le bureau politique a jugé nécessaire de libérer de ses fonctions Alexandre Koldonov, commandant en chef des forces de défense aérienne, pour incurie et manque d'organisation dans les actions visant à mettre fin à cette violation, pour le manque de contrôle nécessaire des actions des forces de défense anti-aérienne. Il a été décidé de renforcer la direction du ministère de la défense de l'URSS. »

« Le bureau politique du comité central du PCUS a de nouveau souligné l'importance fondamentale de la tâche visant à un renforcement résolu du niveau de préparation au combat et à la discipline des forces armées, à garantir un efficace commandement des troupes et à obtenir l'assurance de leur capacité à mettre à tout moment un terme à toute

atteinte à la souveraineté de l'Etat soviétique.

« Le bureau politique a pris acte du fait que les services du procureur de l'URSS mènent une enquête sur toutes les circonstances liées à cette violation de l'espace aérien de l'URSS et les actions entreprises par les responsables face à cette situation, ainsi que sur la responsabilité des citoyens de la République fédérale d'Allemagne. »

« La télévision soviétique puis l'agence Tass ont alors annoncé la « nomination d'un ministre » sous la forme du communiqué suivant :

« Le présidium du Soviet suprême a nommé le général d'armée Dmitri Iazov ministre de la défense de l'URSS. Le maréchal de l'Union soviétique Sergueï Sokolov a été relevé de ses fonctions de ministre de la défense de l'URSS et appelé à faire valoir ses droits à la retraite. »

Les gardes-frontières sur la brèche

Moscou (Reuters). — Une centaine de gardes-frontières ont été arrêtés dans le parc Gorki à Moscou, le jeudi 28 mai, jour de célébration nationale de leur corps d'armée, au moment même où le jeune pilote ouest-allemand Mathias Rust trompait les défenses aériennes soviétiques pour atterrir sur la place Rouge.

Le quotidien moscovite *Moskovskaïa Pravda* affirmait, samedi, que les gardes, comptant parmi eux plusieurs soldats démobilisés, ont eu un comportement scandaleux après avoir arrosé à la vodka ce jour de fête, et que les attractions du parc ont dû être fermées. Ils ont passé la nuit au poste en attendant de retrouver leurs esprits. « Certains ont grimpé dans les nacelles de la grande roue, en se bousculant, de manière dangereuse pour eux et pour les autres », écrit le journal.

Les unités de gardes-frontières dépendent du KGB, mais comprennent également des jeunes gens faisant leur service militaire.

Le vrai avion « furtif »

Aucun pays n'est à l'abri d'une telle mésaventure. Les Etats-Unis, malgré le modernisme de leur défense aérienne et l'utilisation des avions-radars AWACS au-dessus de leur territoire, n'immobilisent pas toujours les avions de contrebande en provenance du sud, au travers des frontières du Rio Grande ou du golfe du Mexique. En France même, des avions de tourisme se posent subrepticement sur les Champs-Élysées, à deux pas de la présidence de la République, et un hélicoptère est venu enlever un prisonnier de la Santé, en vol stationnaire au-dessus du toit de la prison.

En Union soviétique, la veille même du jour où Mathias Rust se promenait en Cessna, à 200 km/h pendant 850 km au-dessus du territoire soviétique, un ressortissant soviétique réussissait à s'enfuir en direction de la Suède à bord d'un petit monomoteur de travail agricole.

A basse altitude, parce que les radars, gênés par la courbure de la Terre, sont aveugles ou présentent des zones d'ombre profitables à l'importation de contrebande, tous les pays sont désarmés pour faire respecter l'inviolabilité de leur espace national. En dépit de l'accumulation de ces moyens, qui conjugués jusqu'à mille cinq cents avions d'interception, sept mille avions d'alerte (du satellite au radar fixe, en passant par l'avion-radar Moss) et dix mille missiles anti-aériens servent par environ cinq cent mille hommes, la défense aérienne soviétique n'a aucune raison technique d'être plus opérationnelle que d'autres réseaux étrangers.

Mais, à la différence de ce qui

peut se passer ailleurs, en Occident ou au Japon, par exemple, l'Union soviétique n'a pas pour elle l'excuse d'un trafic aérien civil, essentiellement de tourisme ou de liaison pour affaires, tellement dense qu'il en devient difficile à surveiller en permanence. Les pilotes du dimanche, comme on les appelle souvent à l'Ouest, ne sont pas si nombreux en Union soviétique qu'ils ne puissent être contrôlés de près.

Un avion militaire soviétique a approché le Cessna de Mathias Rust par hasard ou par routine : pour être efficace, encore fallait-il que le jeune pilote connaît les signaux d'interception OACI, en vigueur dans le trafic aérien international ou qu'il fût à l'écoute constante des fréquences dites d'appel d'urgence.

En temps de crise et, à plus forte raison, en période de conflit, les Soviétiques ajoutent à tout leur dispositif du temps de paix un corps de réserves de l'ordre de trois cent mille hommes qui pratiquent le guet à vue, jumelles vissées aux yeux.

On peut estimer qu'un tel réseau parviendrait à détecter, même au dernier moment, un missile de croisière, du type GLCM américain, comme il en existe en Europe. Cet avion sans pilote vole plus haut, à vitesse plus élevée et, surtout, il est lui-même contraint, pour sa navigation, d'émettre des ondes électromagnétiques qui sont identifiables par les radars adverses. En revanche, le Cessna est un avion léger, qui ne se met pas en valeur, puisqu'il n'émet pas. Mathias Rust a peut-être inventé le vrai avion « furtif ».

J. L.

M. BRZEZINSKI : un exemple à suivre

Washington (AFP). — Le limogeage du ministre de la défense et du chef de la défense aérienne de l'URSS après l'atterrissage de l'avion intrus sur la place Rouge a été cité sans aucun commentaire dimanche à Moscou par l'agence Tass.

M. PASQUA : dommage que ce ne soit pas un Français

Interrogé sur l'affaire de l'Allemagne de l'Ouest qui s'est posée, le jeudi 28 mai, sur la place Rouge à Moscou avec son monomoteur, le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, a regretté, le dimanche 31 mai, qu'il ne s'agisse pas d'un Français. « S'il était ministre de l'intérieur soviétique, a-t-il dit lors du « Forum RMC-FR 3 », il serait « furieux ».

Il n'a toutefois pas caché « un petit regard admiratif », relevant que cela prouvait que « la race des aventuriers n'a pas disparu ».

dont on détermine les responsabilités.

[Les propos de M. Brzezinski ont été cités sans aucun commentaire dimanche à Moscou par l'agence Tass.]

Dans une brève déclaration, le samedi 30 mai, à la presse américaine, M. Brzezinski a déclaré que « les Soviétiques avaient fait ce que le haut commandement et la direction politique des Etats-Unis n'ont pas eu le cran de faire : renvoyer les responsables militaires en cas d'échec significatif ».

« Nous avons perdu des « marines » à Beyrouth, le Stark a été torpillé et près de quarante marines tués, nos « marines » à Moscou ne se sont pas bien comportés, nos diplomates n'ont pas été vigilants et personne n'a été mis à la porte », a-t-il constaté.

« Je pense, a conclu M. Brzezinski, que les Soviétiques nous ont montré l'exemple de la manière

LE MESSAGER EUROPEEN

Revue annuelle publiée avec le concours de la Fondation Saint-Simon

Depuis l'aube des Temps Modernes, l'unité européenne a reposé sur la culture. Or aujourd'hui en Europe, la culture est tombée en désuétude, tantôt trivialisée. Le Messager européen voudrait être le rendez-vous annuel de tous ceux qui ne se résignent pas à cette double déperdition.

Alain Finkielkraut / directeur

HEIDEGGER
Entretien avec le *Spiegel* commentaire de Jan Patocka
Article de Elisabeth de Fontenay

FELLINI
Entretien avec Alain Finkielkraut et articles de Milan Kundera
Federico Fellini, Daniele Sallanave et Petr Král

L'EUROPE PROBLÉMATIQUE
L'Europe centrale : articles de Joseph K., Vaclav Bolehradsky, Danilo Kis
L'Europe hors d'Europe : article de François Ricard

ARCHIVES DE LA BARBARIE

P.O.L.

Proche-Orient

LIBAN : les affrontements dans le Sud

Les intégristes ont lancé plusieurs centaines d'hommes à l'assaut de PALS

Près de vingt morts et sept heures de duel d'artillerie : le Liban sud a connu, dimanche 31 mai, une des plus rudes batailles jamais livrées entre extrémistes chiites pro-iraniens et les hommes de l'Armée du Liban sud (ALS), la milice pro-Israélienne en charge de la « zone de sécurité » établie à la frontière de l'Etat hébreu. Faute d'informations du côté israélien, les bilans établis « de sources concordantes » au Liban indiquent qu'au moins onze miliciens du groupe Résistance islamique (les extrémistes chiites, proches du Hezbollah) ont été tués en lançant leur assaut, dans la région de Jezzine, contre des positions de PALS, qui aurait, elle, eu huit morts dans ses rangs. Enfin, six soldats israéliens auraient été blessés dans la bataille.

Cette dernière a commencé dans la matinée lorsque les intégristes ont mené une véritable offensive « à l'iranienne » contre trois positions de PALS et de l'Armée israélienne situées sur les collines de Boushaya, de Roumaneh et celle dite du Radar, à proximité de la ville chrétienne de Jezzine (à environ 70 kilomètres au sud de Beyrouth). Selon un communiqué de Résistance islamique, quatre « compagnies », soit près de quatre cents hommes, ont été engagés, par vagues successives, contre les positions adverses, au cri de « Ya Ali » (le gendre de Mahomet).

Résistance islamique assure que l'opération lui a permis de détruire neuf canons, plusieurs véhicules de transport, cinq Mercedes et un avion israélien sans pilote de type MK, ainsi que de saisir « une grande quantité d'armes ».

Il s'agit de la plus importante attaque menée par les intégristes depuis le 18 avril dernier, date à laquelle un assaut contre des positions de PALS avait fait vingt-cinq morts dans les rangs du Hezbollah. Cette fois encore, la réplique de Jérusalem ne s'est pas fait attendre. Peu après l'attaque, l'artillerie et des hélicoptères israéliens ont bombardé et mitraillé durant plus de sept heures les villages avois-

nants, notamment Iklim-at-Touffah, Nabatiyé et Zarhani.

Ces dernières semaines, l'Armée israélienne avait achevé deux bataillons dans la région de Jezzine de crainte d'une attaque d'envergure des intégristes à l'occasion de la fin du Ramadan. A vrai dire, les Israéliens attendaient une opération la semaine dernière, lorsque les chiites du Liban célébrèrent la « journée de Jérusalem », une fête instaurée par l'imam Khomeiny pour appeler les musulmans du monde entier à lutter contre l'Etat hébreu. Ce qui frappe donc, dans la bataille de dimanche, c'est, surtout, le nombre de combattants engagés et le côté suicidaire de leur tactique d'assaut.

Pour faire face à la détermination des intégristes — ils lancent une attaque par mois environ — Israël est de plus en plus souvent obligé d'acheminer des hommes afin de venir en aide à l'ALS. Cette milice de deux mille combattants libanais a été armée et financée par Israël pour contrôler une bande territoriale de 850 kilomètres carrés établie à l'extrémité sud du Liban — la « zone de sécurité » — afin d'empêcher toute infiltration de commandos. — (AFP, Reuters.)

Cheikh Fadlallah demande la libération des otages

Beyrouth. — Cheikh Mohamed Hussein Fadlallah, chef spirituel du Hezbollah pro-iranien du Liban, a préconisé, le samedi 30 mai, la libération immédiate de tous les otages « innocents » du pays. « Tous les otages innocents en nos mains devraient être relâchés, qu'ils soient ou non étrangers, enlevés dans le pays ou à l'étranger, parce que la volonté d'Allah est que nous recherchions la justice », a déclaré Cheikh Fadlallah à la mosquée Bir-el-Abed, dans la banlieue sud de Beyrouth. Il a lancé cet appel au moment où les musulmans du monde entier célèbrent le Eid-el-Fitr, la fête qui mar-

La tension dans le Golfe

Téhéran se dit prêt à combattre toute intervention étrangère

L'Iran a affirmé, le dimanche 31 mai, être capable d'empêcher les grandes puissances d'intervenir dans le Golfe et être prêt à le démontrer.

« L'Iran, qui est (le pays) le plus puissant du Golfe (...), ne permettra pas aux deux grandes puissances ni à d'autres forces étrangères de s'ingérer dans la région », a déclaré, à Abu-Dhabi, où il se trouve, le ministre des affaires étrangères iranien, M. Ali Akbar Velayati, lors d'une conférence de presse.

« Notre intention est d'éliminer les éléments de tension dans la région et de nous opposer à ceux qui veulent menacer nos intérêts », a-t-il répondu comme on lui demandait s'il considérerait un accroissement de la présence des navires de guerre étrangers dans le Golfe comme un acte d'agression, et si l'Iran s'y opposerait. « Mais notre position ferme et définitive est de ne permettre à personne de transformer le Golfe en un jouet entre ses mains. Nous réagirons à tout incident, selon les circonstances et la situation, sur la base de cette ferme position ».

M. Velayati avait auparavant remis un message sur les récents développements dans le Golfe au président des Emirats arabes unis, Cheik Zaid ben Sultan el Nahayan. Il a dit que l'Iran avait « la capacité

et les moyens » d'empêcher les forces étrangères de s'ingérer dans le Golfe.

M. Velayati a affirmé, par ailleurs, que M. Reagan, qui projette d'augmenter la présence navale américaine dans le Golfe pour y défendre la sécurité des pétroliers, était « dérangé mentalement par les choix et les défaites subis à la suite du scandale de l'« Irangate ». Il a également affirmé que l'Iran rejette toute action qui pourrait entraver le Conseil de Sécurité de l'ONU pour sauvegarder la sécurité dans le Golfe, en disant que certains des membres du Conseil étaient partiaux à l'égard de l'Iran. « Les pays de la région doivent discuter de leurs problèmes tout seuls », a-t-il souligné.

Comme on lui demandait quelle serait l'attitude de l'Iran si une confrontation militaire avec les Etats-Unis survenait, il a répondu : « Les Etats-Unis ont essayé de s'en prendre à l'Iran plusieurs fois dans le passé, mais ils ont toujours échoué. Ni les Etats-Unis ni un autre pays ou un autre gouvernement ne peuvent causer du tort à l'Iran sans subir un échec ».

D'autre part, le radio de Téhéran a annoncé, dimanche, que les forces armées iraniennes avaient arraisonné « récemment » sept embarcations koweïtiennes dont les équipages espionnaient pour le compte de l'Irak. Il s'agit, selon le radio, de sept « vedettes rapides qui, sous le couvert de la pêche, rassemblaient des renseignements au profit de l'Irak ».

L'arraisonnement a eu lieu, selon le radio iranien, dans le chenal de Khor-Abdallah, bras de mer situé à l'extrémité sud-ouest du Golfe, entre l'île koweïtienne de Boubyane et la péninsule irakienne de Fao. Une portion stratégique de cette péninsule est occupée depuis février 1986 par l'armée irakienne, qui contrôle ainsi une partie de la rive irakienne du chenal. Ce bras de mer mène à Oum-Qasr, la seule base navale opérationnelle d'Irak depuis la chute de Fao. — (Reuters, AFP.)

Asie

SRI-LANKA : les combats dans le Nord

Les forces régulières pourraient mettre fin à leur offensive

Les quelque trois mille soldats sri-lankais engagés depuis le 26 mai dans une offensive contre les séparatistes tamouls dans la péninsule de Jaffna ont consolidé, le samedi 30 et le dimanche 31 mai, leurs positions dans la région de Vadamarachchi, vois d'approvisionnement en armes pour les bases insurgées, mais plusieurs personnalités gouvernementales ont évoqué la possibilité que l'opération « Libération » prenne fin dès lundi. Le général Cyril Ranatunga, qui commande les opérations, a indiqué à des journalistes, à la base aérienne de Palaly, dans le nord du pays, que l'armée n'avait pas pour objectif de s'emparer de Jaffna-ville. Un autre responsable militaire a précisé que les forces régulières cherchaient seulement à « s'implanter » à Point-Pedro, localité située à l'extrémité septentrionale de l'île, près de laquelle le chef des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) insurgés, Velupillai Prabhakaran, se serait réfugié en compagnie de plus de deux cents combattants. Les progrès de l'armée sri-lankaise sont ralentis par les mines posées en quantités importantes par les séparatistes, reconnaissent les autorités.

A Madras, en Inde, un porte-parole des Tigres a affirmé que les séparatistes avaient abattu, vendredi, un petit avion des forces régulières, alors qu'il bombardait des objectifs civils dans la péninsule. Le gouvernement sri-lankais a démenti le même jour cette affirmation. Selon les séparatistes, un millier de personnes, en majorité des civils, auraient trouvé la mort au cours des bombardements effectués par l'aviation gouvernementale. — (AFP, Reuters.)

● CAMBODGE : bombardement d'un camp de réfugiés. — Trois réfugiés cambodgiens ont été tués et vingt autres blessés par des tirs d'artillerie vietnamiens contre un camp de réfugiés situé en Thaïlande, ont affirmé, le samedi 30 mai, des responsables militaires thaïlandais. Trois salves d'artillerie ont touché, vendredi, le camp Site 2 à environ 250 kilomètres à l'est de Bangkok et à 10 kilomètres à l'intérieur de la Thaïlande, ont précisé ces sources. Le camp abrite plus de cent cinquante mille Cambodgiens et trois mille quatre cents Vietnamiens. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Iran

L'incident avec Londres n'est pas clos

Londres. — Le gouvernement de M^{me} Margaret Thatcher s'est affirmé, le 30 mai, déterminé à obtenir des « explications » sur l'interpellation pendant vingt-quatre heures à Téhéran d'un diplomate britannique (le Monde daté 31 mai-1^{er} juin).

Les milieux officiels à Londres sont désormais convaincus que le numéro deux de la section des intérêts britanniques en Iran, M. Edward Chaplin — relâché vendredi après interrogatoire — a bel et bien été la victime d'une opération de représailles, après l'arrestation pour vol d'un vice-consul iranien à Manchester (Nord de l'Angleterre).

Sir Geoffrey Howe a dénoncé samedi les explications jusqu'à présent « totalement insatisfaisantes » des Iraniens, en ajoutant : « Le gouvernement britannique considérerait comme parfaitement inadmissible et intolérable la moindre tentative pour nier le cas de M. Chaplin » à celui du vice-consul iranien, M. Ali Ghassemi. Un porte-parole du Foreign Office a fait valoir que l'implication des autorités iraniennes « ne faisait plus aucun doute pour personne ». La preuve est que le diplomate britannique a été « enlevé » à Téhéran par les hommes d'une milice islamique placée sous l'autorité du ministère de l'Intérieur.

Les autorités britanniques reconnaissent par ailleurs qu'« une certaine menace » plane encore sur la tête de M. Chaplin. En sortant du Foreign Office, où il avait été convoqué pour la deuxième fois en l'espace de vingt-quatre heures, le chargé d'affaires iranien à Londres, M. Akhbarzadeh Basti, a, en effet, précisé que, aux yeux de Téhéran, M. Chaplin demeurait un « suspect ».

Mozambique

Un journaliste italien tué

Un photographe-caméraman italien, Almerigo Griz, âgé de trente-quatre ans, a été tué par balle alors

qu'il filmait un affrontement entre les maquisards de la Résistance nationale du Mozambique et les forces gouvernementales mozambicaines, a-t-on appris, le dimanche 31 mai, auprès de l'agence de presse Albatros de Trieste, pour laquelle il travaillait.

Ancien militant du Mouvement social italien (MSI, néo-fasciste), qu'il avait quitté en 1982, Almerigo Griz avait travaillé en Afghanistan, au Cambodge, en Angola et aux Philippines.

L'autre part, les forces mozambicaines de sécurité ont capturé des membres du commando sud-africain auteurs de l'attaque, de vendredi contre quatre maisons à Maputo (qui a fait trois morts, tous Mozambicains), a annoncé samedi l'Agence mozambicaine de presse (AIM), citant une source officielle (le Monde daté 31 mai-1^{er} juin). — (AFP.)

Tchad

M. Hissène Habré accepte un allègement du dispositif Epervier

N'Djamena. — Le président Hissène Habré accepte l'allègement du dispositif Epervier mis en place au-dessous du seizième parallèle, indiquent-on le samedi 30 mai de source française à N'Djamena, après la visite de M. Michel Aurillac, ministre de la coopération (le Monde du 30 mai).

En ce moment, la principale mission militaire des hommes du dispositif Epervier est le déminage des villages abandonnés par les Libyens, au nord du seizième parallèle. Deux zones sont particulièrement dangereuses : l'ouest de Faya-Largeau et les pistes du Tibesti, dans le nord-ouest, où, en dehors des champs de mines déminés, des engins ont été posés par les Libyens dans le plus grand désordre. A Ouadi-Doum, un stock de 15 tonnes de mines a été trouvé intact par les Français. Environ 130 hommes du 17^e régiment de génie parachutiste de Montauban doivent arriver cette semaine au Tchad pour rejoindre un détachement préexistant de 20 éléments déjà à pied d'œuvre. L'un d'eux a eu le pied arraché par une mine-prise de Zouar, le mois dernier. — (AFP.)

Le premier ministre libanais est tué dans un attentat

(Suite de la première page.)

Il avait précisé qu'il avait pris sa décision en raison de l'impuissance de son gouvernement « à faire face à la crise économique ». Le président Gemayel avait cependant semblé hésiter à entériner cette démission, ce qui lui avait valu d'amers reproches de la part des Forces libanaises. M. Karame, qui avait constitué, le 30 avril 1984, un gouvernement que certains ont qualifié de « cabinet fantôme » — il avait même cessé de se réunir à partir d'octobre 1985, — avait déjà été amené à retirer une première démission — en avril de la même année — à la demande des autorités syriennes. Cette fois-ci, cependant, le premier ministre avait maintenu sa démission en exigeant, en outre, un partage du pouvoir entre chrétiens et musulmans dans un sens plus favorable à ces derniers.

Vieux routier de la classe politique libanaise, celui qu'on avait appelé à plusieurs reprises l'« homme de la dernière chance » était âgé de soixante-six ans. Fils d'un prestigieux chef de l'aristocratie sunnite de Tripoli, Abdel Hamid Karame — un des pères de l'indépendance, — il avait été premier ministre au total pendant dix années entre

1955 et 1976. Très respecté dans son fief politique de Tripoli, il avait dirigé, en 1958, l'opposition armée contre le président Chamoun au cours de la première guerre civile. Il avait, par la suite, réussi à résorber les séquelles de la première guerre civile libanaise, en septembre 1958, à la tête d'un cabinet de « salut public ».

Allié à la Syrie au cours de la guerre de 1975-1976, il avait tenté dès le début du conflit de jouer un rôle modérateur, aux côtés de son allié maronite, M. Raymond Eddé. Il sera par la suite l'un des artisans de l'élection à la présidence, le 8 mai 1976, de M. Elias Sarkis, qui était alors le candidat de Damas. Mais, en 1977, il reprochait à ce dernier son immobilisme et se rapprochait de M. Soleyman Frangé, le dirigeant maronite du Nord, après que celui-ci fut entré en conflit avec ses partenaires du Front libanais.

En constituant, le 30 avril 1984, son dernier cabinet, en principe pour mettre fin à la guerre civile au Liban, M. Karame avait demandé en vain des « pouvoirs exceptionnels ». En butte aux multiples querelles dans les deux camps chrétien et musulman, il n'avait pu à la longue que « gérer » la guerre civile à la tête d'une équipe surnommée rapidement « le gouvernement de désunion nationale ».

J. G.

Afrique

CENTRAFRIQUE : verdict le 12 juin

Le président Kolingba est pressé d'en finir avec le procès de Bokassa

BANGUI de notre envoyé spécial

Sauf coup de théâtre, ce n'est plus qu'une question de jours : M. Jean-Bedel Bokassa, ex-empereur de Centrafrique, sur lequel pèsent quatorze chefs d'accusation, devrait connaître son sort le 12 juin, au terme d'un procès marathon qui aura duré près de six mois. Sans pour autant que l'on ait beaucoup plus appris sur cette folle et triste époque que l'on ne sache déjà. Prévu cette semaine, le réquisitoire l'avocat général et les plaidoiries de la défense vont-ils réveiller l'intérêt, voire les passions, qu'avaient suscités les premières audiences devant la cour criminelle de Bangui ?

Tout porte à croire que M. Gabriel-Faustin Mbodou, l'intraitable avocat général, requerra la peine de mort et que les six jurés le suivront dans ses conclusions. M. André Kolingba, le chef de l'Etat centrafricain, exerce sans doute son droit de grâce, comme il l'a toujours fait en pareille occasion depuis qu'il est au pouvoir. En attendant, dans sa cellule du camp Deroux, l'ex-empereur connaît, paraît-il, des lueurs changeantes : l'idée de retrouver la France l'agite un moment, vite chassée par la seule obsession d'avoir la vie sauve.

Les Banguisois, qui ont suivi le procès sur les ondes, ne sont probablement pas prêts à se satisfaire d'une version des faits trop simpliste qui ferait « porter le chapeau » à l'ex-empereur. Certes, depuis

l'ouverture de ces assises, dix témoins appelés à la barre ont été inculpés et arrêtés séance tenante pour divers motifs : outrages à magistrat, faux témoignages, complicité d'assassinat, détournements de deniers publics.

Le cour criminel n'a pas hésité à inculper à la mi-mai M. Alphonse Koyamba, ancien ministre de M. Bokassa, aujourd'hui directeur de banque. Ces à-côtés du procès ont fait sensation dans la capitale centrafricaine. En revanche, M. Henri Maidou, l'ex-premier ministre du despote, lui aussi cité comme témoin, a échappé à pareille infamie.

M. Kolingba et les siens semblent pressés d'en finir avec ce procès-Bokassa, d'enterrer le passé une bonne fois pour toutes pour se consacrer, l'esprit serein, à la « démocratisation » du régime, marquée en juillet par l'organisation d'élections législatives. Or, selon des rumeurs fortement incontrôlables, des pétitions circulent dans les « quartiers » de la capitale en faveur de l'ex-empereur. Le gouvernement s'apprêterait même, dit-on, à décréter un couvre-feu le jour du verdict.

Il est vrai qu'aux yeux de beaucoup de Banguisois ce procès n'est pas seulement celui de Jean-Bedel Bokassa, c'est aussi celui du pouvoir en général et de tous ceux qui, aujourd'hui comme hier, en usent et en abusent. Parler du passé, c'est peut-être une manière détonnée d'évoquer le présent.

JACQUES DE BARRIN.

الحوار

AL HIWAR

- le magazine international des Arabes, dans les kiosques à partir du 5 juin.
- Au sommaire du n° 1, un dossier spécial à l'occasion du vingtième anniversaire de la guerre des six jours.
- Un document inédit : les révélations explosives de l'ex-chef d'Etat-major de l'armée égyptienne, le général Chadi.

Pour tout renseignements, écrire à :
DAR AL HIWAR,
25, rue Saint-Augustin
75002 Paris

Le Monde sur minitel

PROCÈS BARBIE

Interview exclusive de Harlem Desir

36.15 TAPEZ LEMONDE et BAR

(Publié)

GORBATCHEV LE MAGICIEN D'ORIENT

Le dynamique numéro un soviétique réunit les Palestiniens, veut rassembler les Arabes, se concilier Israël. Objectif : une paix soviétique en Orient. Les analyses de Michel Robert, Jean Deudé, Paul-Marie le Goffec.

Dans le numéro de juin d'ARABES, en kiosques et en librairies, 78, rue Joffroy, 75017 Paris. Tél. 46-22-34-14.



Tout le monde peut lire REFORME

pour l'essayer 1 mois gratuitement
Tél. : (1) 43.20.32.67
ou écrire :
53-55 av. du Maine,
75014 PARIS

Diplomatie

La visite en France du président du Costa-Rica

M. Arias défend son plan de paix pour l'Amérique centrale

M. Oscar Arias, président du Costa-Rica, devait, dans le cadre d'une tournée européenne, commencer le lundi 1^{er} juin, à Paris, une visite officielle de travail de quarante-huit heures. But essentiel de cette visite : présenter et défendre son plan de paix pour l'Amérique centrale. M. Arias, accompagné de plusieurs de ses ministres, en particulier de M. Madrigal, chargé des relations extérieures, doit être reçu à déjeuner à l'Élysée par M. Mitterrand mardi, et il doit auparavant s'entretenir avec M. Jacques Chirac.

Le Costa-Rica, petite nation de tradition démocratique et sans véritable force armée, est de plus en plus dangereusement impliqué dans les conflits complexes d'Amérique centrale. Luis Alberto Monge, président du Costa-Rica, a été assassiné par des membres du groupe de Contadora et du groupe d'appui (1). Ce constat pessimiste reste sans doute valable, et le blocage de la situation politico-militaire dans la région demeure entier.

« C'est la volonté politique qui manque le plus » : telle était la conclusion amère de la délégation de haut niveau qui s'était rendue au début de cette année en Amérique centrale, et qui était composée des secrétaires généraux des Nations unies et de l'Organisation des États américains, ainsi que des huit ministres des affaires étrangères des pays membres du groupe de Contadora et du groupe d'appui (1). Ce constat pessimiste reste sans doute valable, et le blocage de la situation politico-militaire dans la région demeure entier.

Amnistie générale et large dialogue

Pour tenter de le briser, M. Arias propose pour l'essentiel une réconciliation impliquant une amnistie générale et l'ouverture d'un large dialogue entre les gouvernements de la région et les groupes d'opposition

internes non armés et non combattants ». Il suggère que le cessez-le-feu coïncide avec l'ouverture de ce dialogue, une manœuvre importante puisque les États-Unis envisagent le cessez-le-feu comme une conséquence d'éventuelles négociations politiques. Autre différence notable : Washington continue officiellement de réclamer le dialogue entre le gouvernement sandiniste et tous les groupes d'opposition, y compris ceux armés de la Contra. Le plan Arias ne contraint pas le gouvernement de Managua à négocier immédiatement avec la Contra, dont les unités seraient désarmées (dans l'hypothèse où les propositions du Costa-Rica seraient adoptées par tous les intéressés). Le plan de paix Arias implique en revanche l'acceptation par Managua d'une libéralisation politique immédiate et la mise en route d'un processus démocratique au cours duquel tous les groupes politiques auraient librement accès à la télévision, à la radio et aux médias. Il préconise encore la sus-

pension de toute aide militaire « extérieure » aux groupes insurgés, et la réduction des armements dans la région.

Washington ne paraît pas disposé à renoncer à sa politique d'aide à la Contra et reste tout à fait hostile à tout plan qui implique un retrait militaire complet des États-Unis de la région. Un obstacle de taille pour le plan Arias, qui a suscité au départ certaines réserves (notamment au sein du groupe de Contadora), mais qui bénéficie aussi de chaudes sympathies en Europe et en Amérique latine. Il reste à savoir si un soutien encore plus net de la Communauté européenne est de nature à jouer un rôle décisif dans le débat, aux États-Unis sur une révision de la politique centro-américaine.

M. N.

(1) Le Mexique, la Colombie, le Venezuela et Panama sont membres du groupe de Contadora. Le groupe d'appui comprend le Brésil, l'Argentine, le Pérou et l'Uruguay.

Amériques

ÉTATS-UNIS

Appel d'Amnesty International en faveur de douze condamnés à mort

Londres. — Amnesty International a lancé, le lundi 1^{er} juin, un appel aux autorités américaines pour que soit « épargnée la vie de 12 condamnés à mort qui doivent être exécutés au cours des trente prochains jours » aux États-Unis.

L'organisation de défense des droits de l'homme craint que le nombre des exécutions aux États-Unis ne double cette année par rapport à l'année dernière. Selon elle, 40 prisonniers pourraient être gazés, électrocutés ou empoisonnés par des injections mortelles en 1987, alors que 18 prisonniers ont été exécutés dans les mêmes conditions en 1986.

Ces craintes s'appuient sur une décision de la Cour suprême rendue en avril dernier, qui a estimé que la loi sur la peine de mort en Géorgie ne constituait pas une violation des garanties constitutionnelles de l'égalité raciale, explique Amnesty. Au moins la moitié des 12 prisonniers qui doivent être exécutés ce mois-ci en Louisiane et au Texas ont été condamnés à mort selon les termes de cette décision, ajoute l'organisa-

tion, précisant que, sur les 1 901 prisonniers actuellement condamnés à mort aux États-Unis, 787 sont de race noire.

Amnesty a demandé aux instances juridiques de la Louisiane et du Texas de mener une enquête systématique sur l'influence de la discrimination raciale sur les peines infligées, et de reporter toutes les exécutions jusqu'à l'issue de l'enquête. — (AFP.)

● PÉROU : M. Barrantes abandonne la direction de la Gauche unie. — M. Alfonso Barrantes, ancien maire de Lima, a annoncé, le dimanche 31 mai, qu'il démissionnait de son poste de dirigeant de la coalition de la Gauche unie, formée de six petits partis, qu'il occupait depuis 1980. Il a expliqué que ce retrait est motivé par les violentes attaques portées contre lui par certaines personnalités de la coalition, qui lui reprochent d'être trop lié au chef de l'État, M. Alan García. — (Reuters.)



aerospatiale

Caravelle c'était nous. Concorde aussi. Airbus aussi... Tous Aerospatiale !

Ces noms prestigieux ont propulsé la France au premier rang de l'aéronautique mondiale.

10 ans après, Concorde a toujours 20 ans d'avance et 500 Airbus volent sous les couleurs de plus de 60 compagnies. Le petit dernier, l'A 320 ? Vendu à plus de 400 exemplaires avant son premier vol : record du monde !

A Aerospatiale, nous sommes fiers de nos avions. Parce qu'ils sont beaux bien sûr... Parce qu'ils pèsent lourd dans la balance commerciale de la France. Et parce qu'ils font avancer l'Europe !



aerospatiale

En visite en Israël

M. Raimond se dit « encouragé » par la position de Moscou sur les refuzniks

Arrivé le dimanche 31 mai à Jérusalem pour une visite officielle de trois jours, le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a réaffirmé la volonté de la France de contribuer aux efforts de paix au Proche-Orient. Il l'a fait — à l'occasion d'un entretien avec la télévision israélienne — sans toutefois rappeler expressément la position française, qui, à l'instar du ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, défend le principe d'une conférence internationale, projet dont le premier ministre, M. Itzhak Shamir, ne veut pas entendre parler.

M. Raimond, qui a été accueilli par M. Pérès, a également indiqué qu'il avait été « encouragé » par ses entretiens récents avec des refuzniks à Moscou, laissant ainsi entendre que le Kremlin pourrait adopter une attitude plus souple à l'égard des juifs soviétiques souhaitant émigrer.

M. Raimond, qui doit s'entretenir avec l'ensemble des dirigeants israéliens et certains responsables palestiniens, a souligné qu'il éprouvait « une profonde émotion à l'occasion de sa première visite [en Israël] », un pays, dit-il, qui est « la source de notre culture et fait appel à l'intelligence, à l'imagination et à la sensibilité ». « Les rapports franco-israéliens », a-t-il ajouté, « sont empreints d'un esprit d'amitié et de sympathie ». — (AFP, Reuter.)

INÉDIT
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE
3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, diplomatique, économique, scientifique et dans les armées. Défense, sécurité de l'Europe : les armes chimiques et nucléaires. Défense : les armées françaises. Défense (sans nuire) : DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 90 F. France des Éditions.
FRANÇOIS DE PREUIL
85500 NUEL-SUR-LAYON
En vente à Paris :
Librairie OGMOS / 42-86-99-20
10, rue des Pyramides (1^{er})
Librairie Dauphine / 45-55-57-55
27, rue Dauphine (7^e)

Tout le monde peut lire REFORME même les protestants.

Politique

Les présidentiables de la majorité entre UDF et RPR :

Le pavé de M. Léotard

« POUR le PR il n'y a que deux positions : soit le soutien à Raymond Barre, soit le soutien à François Léotard. Toute autre hypothèse est exclue. » Après l'Express, c'est dans l'hebdomadaire le Point daté du 1^{er} juin que M. François Léotard expose ses intentions pour l'élection présidentielle de 1988. Constatant qu'il ne prendra sa décision définitive qu'à la fin de l'année 1987, le secrétaire général du Parti républicain explique qu'il sera attentif à trois indicateurs : « La remontée du PS et de François Mitterrand, les mauvais reports de voix au second tour et la montée en puissance de Le Pen. »

M. Léotard n'exclut donc pas l'hypothèse de sa propre candidature.

Favorable à des primaires au sein de l'UDF et s'inspirant des exemples étrangers — « Gonzalez en Espagne et Gandhi en Inde », — M. Léotard avoue « n'avoir pas une conception sacrée de la fonction présidentielle ». « Si je décide d'être candidat en 1988, affirme-t-il, ce sera pour être élu. J'ai alors jusqu'au bout et je sais faire. »

L'hypothèse Barre ? Soulignant qu'il ne se sent personnellement « ni chiraquien ni bariste », M. Léotard ne veut de la même façon « ni négociation ni chèque en blanc ». Le Parti républicain devant voter les 6 et 7 juin son dixième anniversaire, M. Léotard annonce qu'à cette occasion il dressera « le cahier des charges » de cette campagne présidentielle. « Si le cahier des charges est respecté, ajoute-t-il, je m'engagerai sans réserve. Si ce n'est pas le cas, je resterai à la maison. »

M. Pasqua : le pied marin

Pour l'heure, M. Léotard réitère ses inquiétudes concernant « la stratégie de l'ambiguïté » entretenue par les responsables de la majorité. « Si le cahier des charges est respecté, ajoute-t-il, je m'engagerai sans réserve. Si ce n'est pas le cas, je resterai à la maison. »

M. Charles Pasqua a pu apprécier cette remontrance. Participant le dimanche 31 mai au Forum FR 3-RMC, le ministre de l'Intérieur a affirmé que le RPR « n'a aucune position dominante ». « Le RPR, a-t-il encore déclaré, occupe les postes de combat, ceux auxquels on prend facilement des coups. Et d'autres occupent des postes également très importants mais où l'on est mieux placé pour être mieux vu par l'opinion publique (...). En ce qui nous concerne, nous avons le pied marin et nous ne sommes jamais autant à notre aise que lorsqu'il y a des vagues. »

D'une extrême prudence par rapport aux affaires internes de l'UDF, M. Pasqua a souligné que, pour la désignation d'un candidat à l'élection présidentielle, « ce ne sont pas les partis qui font élire le président de la République » et que « ce n'est pas parce que tel parti prendra position pour X ou pour Y qu'un candidat aura plus de chances d'être élu ».

Invité également le dimanche 31 mai, au « Club de la presse » d'Europe 1, le numéro deux du Parti républicain, M. Alain Madelin, a livré une véritable explication du texte de l'entretien de M. Léotard avec le Point, qui n'avait pas été transmis avant sa parution à M. Chirac. Se retranchant derrière le principe de la solidarité gouvernementale, M. Madelin s'est montré moins sévère que son secrétaire général à l'égard du RPR : « On ne reproche rien du tout au RPR (...). Nous ne reprochons absolument rien à Jacques Chirac », a-t-il affirmé.

La PR et l'élection présidentielle ? « M. Léotard a dit simplement, a commenté M. Madelin, que quelque soit le candidat, lui-même, Jacques Chirac ou Raymond Barre, l'essentiel c'est l'unité de la majorité, l'essentiel c'est de gagner (...). On ne gagnera pas les uns sans les autres. On ne gagnera pas les uns contre les autres. » Et d'expliquer encore : « François Léotard, s'il est candidat, ce sera pour gagner. Est-ce qu'aujourd'hui les conditions sont réunies pour qu'il gagne l'élection présidentielle. Est-ce que la fenêtre est suffisamment ouverte pour qu'il dise : je suis candidat ? La réponse à l'évidence est non. »

Une élection cantonale...

HAUT-RHIN : cantons de Murs-ter (2^e tour).
Inscr., 11 198 ; vot., 6 176 ; suffr. expr., 5 896. MM. Jean-Georges Ham, div. d., c.m. de Grunbach, 3 021 voix, ELU ; Christian Wollbrecht, UDF, m. de Murs, 2 875.

M. Ham a finalement remporté cette élection partielle organisée à la suite du décès d'Alfred Monhardt (UDF), conseiller général de Murs-ter depuis 1967. En recueillant 51,23 % des suffrages, le conseiller municipal de Grunbach a battu M. Wollbrecht qui bénéficiait pourtant de l'inventaire officielle du RPR et du CDS et de l'appui de la moitié des maires du canton.

[Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 11 098 ; vot., 6 567 ; suffr. expr., 6 417. MM. Wollbrecht, 2 186 ; Ham, 1 560. Départ. div. d., 1 063 ; M. Roelens, Verts, 643 ; MM. Schepfer, FN, 453 ; Chastin, PS, 376 ; Baecher, PCF, 118 ; Fleck, CNL, 28.]

Au deuxième tour du scrutin de 1985, Alfred Monhardt, seul en lice, recueillait la totalité des 3 368 suffrages exprimés, sur 4 160 votants et 11 049 électeurs inscrits.]

...et une municipale

LA RÉUNION : Les Avirons (2^e tour).

Inscr., 3 389 ; vot., 3 028 ; suffr. expr., 2 969. Liste (div. d.) conduite par M. Michel Denneumont, 1 602 voix, 23 ELUS ; liste (div. d.) conduite par M. Joseph Lacaille, m. sort., 1 367, 6 ELUS.

[En recueillant 53,96 % des suffrages, la liste emmenée par M. Denneumont, soutenue par l'UDF et le RPR, a remporté cette élection partielle. Ce scrutin était organisé parce que dix conseillers municipaux, dont M. Denneumont, s'étaient démis de leur mandat pour protester contre la « mauvaise gestion » du maire, M. Lacaille. Au premier tour, la liste de M. Denneumont avait obtenu 86 voix, celle du maire sortant, soutenue par l'UDF et le RPR, M. Lacaille ayant alors refusé de se désister, la majorité a décidé d'apporter son soutien à la liste concurrente, tandis que le Parti communiste réunionnais se prononçait en faveur de celle du maire sortant.]

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 3 389 ; vot., 2 890 ; suffr. expr., 2 845. Liste conduite par M. Denneumont, 1 154 ; liste conduite par M. Lacaille, 1 068 ; liste conduite par M. Langelier (PCR), 613.]

Dans un an, l'élection présidentielle sera jouée. Qu'il la perde, et M. Raymond Barre partagera son temps entre arrosage des rosiers dans sa propriété de Saint-Jean-Cap-Ferrat, ou cultiver à l'étranger son image de « Kissinger français ». Adieu, microcosme : le cher professeur s'en retournera à ses chères études. Mais les baristes ? « Contrairement à d'autres, certifie M. Philippe Mestre, on n'a pas se suicider si ça ne marche pas. » Pour un peu, ils feraient de ce serment le gage de leur sérénité et de leur désintéressement.

Mais si ça marche ? Ce serait alors le temps des incertitudes. Avec qui gouverner ? Quel premier ministre ? Quel gouvernement ? Quelle majorité ? Dans l'entourage de l'ancien premier ministre, les avis sont partagés. D'aucuns assurent que M. Barre a déjà tout cela dans la tête. D'autres sont beaucoup plus circonspects, jugeant selon la terminologie bariste que les réponses à toutes ces questions ne pourront évidemment être apportées « que le moment venu ».

Le moment venu ! Dans un entretien publié par le magazine L'Expansion de septembre 1985, M. Barre définissait ainsi la ligne de conduite du vrai-faux candidat à l'Élysée qu'il entendait encore être à l'époque. « Je ne me suis jamais qualifié de présidentiable, remarquait-il notamment. Je n'anticipe jamais les échéances, car je ne suis pas un homme pressé. Le moment venu, je prendrai la décision d'être ou non candidat à l'élection présidentielle, en fonction de la situation. Je ne serai candidat que si j'ai le sentiment que je peux obtenir la confiance des Français. Si je suis candidat, je le serai en dehors des partis et je ne ferai de promesses à personne. »

Vingt mois plus tard, qu'en est-il ? Lui-même assure en privé qu'il sera candidat « quoi qu'il arrive » et que, de toute façon, « il ferait toujours aussi bien que M. Barbu » (1). Cette décision étant arrêtée, il reste le calendrier et l'annonce. Les tergiversations de

l'UDF ou les états d'âme de M. François Léotard importent en définitive moins à M. Barre que le comportement de « son concurrent », M. Chirac, et de celui de l'adversaire qu'il prend en fait le plus au sérieux, M. Mitterrand. Par peur de « se faire piller les idées » par le RPR, les baristes ne désirent pas trop vite se découvrir avant le vote du budget 1988 par le Parlement, à l'automne.

Jusqu'à cette date et comme il l'a entrepris depuis bientôt un an, M. Barre continuera donc de traiter d'une façon thématique les grands sujets qui constitueront le support de sa plateforme de candidat. Après le personnelisme social, la défense, les relations Est-Ouest, la culture et les médias, les droits de l'homme, la politique fiscale, la liste sera complétée après les vacances par deux discours ex cathedra sur l'agriculture et l'éducation qui, comme les autres, seront imprimés à plusieurs milliers d'exemplaires, expédiés par le biais des associations baristes aux responsables politiques et aux décideurs socioprofessionnels.

Ainsi, selon M. Mestre, « le gros de la matière est-il déjà livré », susceptible d'être discuté et corrigé « à condition que les partis politiques en prennent l'initiative ». Le reste du travail sera question de mise en forme et de détails plus concrets. « Mais si on attend les cent dix propositions, prévient M. Mestre, on peut encore attendre longtemps. »

Compte tenu de toutes ces prévisions nourries dans le camp de la majorité, le fait que M. Mitterrand ait récemment laissé accroire qu'il attendrait personnellement le dernier moment pour se prononcer n'est pas pour déplaire aux baristes.

Au risque d'entretenir bien des suspensions, comme on l'a vu il y a peu à propos des prises de position par rapport à M. Jean-Marie Le Pen, la stratégie du silence leur semble toujours la plus appropriée. Ainsi M. Charles Millon n'hésite-t-il pas à dire que « la meilleure campagne pour M. Barre serait une campagne silencieuse ». A défaut

d'innover dans l'originalité et plus sérieusement, un autre lieutenant bariste, M. Pierre-André Wiltzer, annonce que « M. Barre n'a pas l'intention de faire une campagne longue », mais plutôt « une campagne ramassée, bien conçue et enlevée ».

Jusqu'à l'annonce officielle de sa candidature, M. Barre va par conséquent être tenté de continuer le plus longtemps possible son petit jeu de la forme. Interventions au comptegoutte ; déplacements limités et si possible discrets en province : en Corse les 22 et 23 juin, en Bretagne début juillet, puis un bref détour par l'université d'été des adhérents directs de l'UDF.

Un cercle de qualité

Mais l'homme patient cache un courage qui ne perd plus de temps. Au fil des semaines, se met en place un dispositif de campagne qui, dans ses grands traits, devrait être définitivement bouclé avant cet été. Au 176, boulevard Saint-Germain, siège de l'actuel état-major de M. Barre, seront fixés une cellule technique approchée sous la responsabilité de M. Wiltzer, chargée de la gestion de l'emploi du temps et des déplacements du candidat, un cercle non politique formé de socioprofessionnels tenus pour l'heure à la discrétion et surtout un cercle politique appelé à aller sur le terrain, et que l'opinion devra rapidement connaître pour casser l'image d'un Raymond Barre solitaire.

Ce dernier cercle comprend une vingtaine de personnalités : responsables de partis, comme MM. Pierre Mchabguerie, Jacques Barrot et François Léotard — s'il n'est pas candidat ; barons de province, comme MM. Jean-Claude Gaudin, Daniel Hoefel, Dominique Baudis ou Jean-François Poncet ; et des hommes qui ont participé régulièrement aux déjeuners politiques mensuels autour de M. Barre : MM. André Rossi, Jacques Puech, Edmond Alphandery, François Bay-

ron et, bien sûr, les fidèles MM. Philippe Mestre, Charles Millon et Bruno Durieux. « Un cercle de qualité plutôt qu'un cercle de partis », espère M. Barrot, chargé aussi de réguler la campagne au niveau départemental et susceptible, si second tour il y a, « de faire place aux autres familles de la majorité ».

Un peu plus loin, au 196 du même boulevard Saint-Germain, quatre étages ont déjà été loués pour abriter ce qui devrait être « la ruche » de la campagne. Le grand patron en sera M. Mestre, à charge pour lui d'éviter les sureffectifs et de préserver une certaine souplesse de fonctionnement. Le syndrôme de la rue Marignan, siège de l'état-major giscardien de la campagne présidentielle de 1981, est encore trop présent dans les mémoires pour que l'on sache ce qu'il ne faut pas faire.

Quatre départements vont être mis en place. Un département « communication » sous l'égide de M. Jacques Billé. Un département « idées » dirigé par MM. Jean-Claude Casanova et Durieux. Un département « terrain » confié à M. Millon et un département « conseil » (multimédecin, socioprofessionnels), sous la responsabilité de M. Daniel Doustun.

Quelques cellules spécialisées s'y ajouteront : celle de l'outre-mer gérée par M. Jean-Pierre Solson, celle des Français de l'étranger animée par MM. Jacques Trucchi et le sénateur Jean-Pierre Cantegrit, sans oublier la trésorerie des grandes œuvres baristes : M^{me} Gilberte Beaux.

Un travail tout terrain

Mais une campagne présidentielle ne se gagne pas à Paris. Four confier et entretenir « cette confiance des Français » dont veut se réclamer M. Barre, M. Millon et M^{me} Sylvie Demaine ont entrepris en province depuis juillet 1986 un travail tout terrain destiné, dans un premier temps, à sélectionner les associations

M. Barre en panne ?

(Suite de la première page.)

Trois facteurs expliquent cette situation pour lui préoccupante : le temps, qui a permis à M. Chirac de se refaire une santé ; la critique dont il est l'objet ; et les apparences de la cohabitation.

M. Barre a connu, au début de l'année, dans la foulée de sa prestation à « L'heure de vérité », un moment rare d'engouement et d'osmose avec l'opinion. Cette performance l'avait placé en tête, au point qu'il paraissait avoir pris une sérieuse option en creusant l'écart avec M. Chirac. L'ancien premier ministre était alors face à un gouvernement impérial, qui sortait à peine de ses difficultés de décembre, tandis que le président redevenait silencieux, non sans avoir auparavant encouragé, ou fait rêver, étudiants et grévistes.

Aujourd'hui, ce même président perçoit les bénéfices de son offensive de printemps, tandis que s'estompent le souvenir des journées agitées qui avaient ébranlé le premier ministre. Si bien que M. Barre paraît s'être contenté d'une performance médiatique, donc éphémère.

Dans le même temps, un patient, et parfois spectaculaire, travail de sappe a été entrepris au sein même de l'UDF. Après le doux qualificatif de « général Boulanger », lancé par M. Longuet, c'est au tour de « Léo » de payer de sa personne : le secrétaire général du PR, à travers son entretien au Point, tente de susciter une levée en masse des notables de l'UDF contre les réseaux baristes.

Tous se passe comme si la « bande à Léo » rejoignait, à quelques variantes près, le même numéro qu'avant mars 1986. A l'époque, M. Chirac avait obtenu la route de Matignon soit formée à M. Chaban-Delmas par défection de quelques députés PR. M. Léotard et ses amis ont été en retour, comme on dit, bien servis au gouvernement. Cette fois, ils semblent proposer aux attaques contre M. Barre, permettant à M. Chirac de rester au-dessus de tout soupçon. L'objectif de ces attaques est de ressusciter l'image d'un Barre diviseur. Au reste, pourquoi M. Toubon évoque-t-il l'idée d'une candidature unique de la majorité qui serait, bien évidemment, celle de M. Chirac, « chef de la majorité », comme dit M. Lecanuet ? M. Barre apparaît comme l'homme qui empêche l'union que les électeurs de la majorité appellent de leurs vœux.

Il est d'autant plus dommageable pour M. Barre d'être ainsi enfermé dans les contradictions de l'UDF que la question du report des voix au second tour est devenue, à droite, la préoccupation dominante.

Le bon fonctionnement apparent de la cohabitation, enfin, n'est guère susceptible de lui faciliter la tâche. MM. Mitterrand et Chirac semblent s'être accordés au moins sur la nécessité de donner le change. S'il reste probable que le pays sera tenté, dans un an, de mettre fin à la cohabitation, il est possible qu'il ne veuille pas la condamner. M. Barre avait fait, contre cette expérience, un pari risqué.

S'il marque le pas, l'ancien premier ministre reste cependant bien placé. Car il garde un atout majeur : il est constamment certifié d'une meilleure capacité à exercer la fonction présidentielle. Or ce paramètre-là, dans un contexte politique qui fait la part plus belle aux caractères qu'aux combats idéologiques, pourrait bien être décisif. Si l'on suit les courbes de la « dimension présidentielle » des dirigeants établie par la SOFRES, M. Barre garde une confortable avance sur M. Chirac (52 % contre 39 %), alors qu'il n'était qu'à 45 % à la fin de 1986 (avec une « pointe » à 57 % après son passage à « L'heure de vérité »).

Cette capacité présidentielle lui est reconnue au moment où M. Chirac entretient le doute sur ses capacités à exercer la fonction gouvernementale, au moins au niveau politique : à preuve le désordre qui règne au gouvernement, où les prises de parole peu orthodoxes se succèdent malgré les appels à l'ordre du premier ministre.

A cet avantage stratégique s'ajoute un bénéfice tactique inattendu. Car M. Barre peut très bien profiter du projet de code de conduite majoritaire lancé par M. Balladur. Les stratégies du RPR, inquiètes de l'ampleur des mauvais reports dans l'état actuel de l'opinion, n'avaient certainement pas conçu que ce projet profiterait à leur rival. Mais le fait est que M. Barre s'est immédiatement plié à cette opération : le tête-à-tête qu'il a eu avec M. Chirac contribue à éloigner l'image de « diviseur » ; de même, comp. l'attitude de MM. Léotard,

Madelin et Longuet se heurte à la désignation, par M. Chirac, de M. Barre comme seul candidat sérieux, en dehors de lui-même.

A l'évidence, le jeu de M. Barre est particulièrement délicat à mener. Qu'il attaque trop directement le gouvernement, et le spectre de la division réapparaît. Qu'il se range sous la bannière gouvernementale, et le RPR n'aura qu'un seul cri : pourquoi en changer ? Toute la question est donc de savoir si M. Barre apparaît ou non porteur d'un projet non seulement cohérent, mais susceptible de créer l'adhésion autour de lui. Jusqu'à présent, sa popularité était, pour une bonne part, le résultat d'un phénomène de vase communicant : il était le recours d'une droite déçue par les siens. Or la prudente gestion des affaires courantes à laquelle s'attache M. Chirac et la position de président qui se pose en recours suprême obligent M. Barre à une attitude plus positive. Jusqu'à présent, l'ancien premier ministre a posé des jalons, et défriché quelques grands thèmes. Mais sans que l'opinion comprenne la force de l'ensemble et surtout son adéquation aux aspirations d'une société qui a peine, aujourd'hui, à les percevoir elle-même.

Même s'il est vrai, comme le dit M. Pasqua, que le scrutin présidentiel met en jeu une relation entre un homme et un pays, au-delà des partis, M. Barre devra pourtant éviter d'apparaître comme un homme seul. Or fort du seul soutien du CDS, ce qui revient au même.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

LES INVITÉS
d'EUROPE 1

RAYMOND BARRE

UNE INTERVIEW EXCLUSIVE DE
JEAN-PIERRE ELKABBACH
EN DIRECT DE LYON
MARDI 2 JUIN DE 8 H A 9 H

EUROPE 1
DE GRANDS MOMENTS, A CHAQUE INSTANT.

Politique

les dissonances s'accroissent barristes s'accroissent

se réclamant de l'ancien premier ministre, puis à la fédération au niveau départemental sous la bannière de REEL (réalisme, efficacité, espérance, liberté), le plus souvent sous la présidence d'un notable local.

Sur le papier, tout paraît presque parfait. Quarante-cinq départements couverts ; quarante mille abonnés à la lettre bimensuelle de REEL ; des fichiers de sympathisants ; un catalogue d'une centaine de conférences, chiffre qui sera doublé à la rentrée. Parmi ceux-ci des parlementaires (MM. Edmond Alphandery, Pascal Clément, François d'Aubert, Jean Cluzel, Michel Souplet), des anciens ministres (MM. Lionel Stoleru, Jean-Pierre Fourcade, Christian Bonnet, Jean-Philippe Lecat), des militaires (les généraux Étienne Copel et Alain Baer), des journalistes (Michel Drancourt, Henri Amouroux), des intellectuels et des experts socio-

gic paraît se dessiner. Attendre au premier tour que les transferts s'opèrent naturellement si les sondages placent M. Chirac, confortablement devant M. Chirac. Les provoquer, si les deux hommes sont « dans un mouchoir ».

Quelle serait alors la nouvelle majorité barriste ? On est nombreux à y réfléchir, reconnaît un barriste, mais bien malin qui pourrait apporter maintenant la bonne réponse.

N'ignorant pas les difficultés et les convoitises et ne voulant surtout pas inquiéter avant l'heure le RPR, les barristes jouent donc sur ce terrain l'apaisement. Sans trop y croire, M. Mestre pense qu'il « pourra se contenter de l'UDF telle qu'elle existe, que ce sera un moindre mal ». M. Milon imagine « un grand parti retrouvant les traditions de de Gaulle, Robert Schuman et des indépendants paysans ». Mais, pour



professionnels (MM. Yves Camus, Jean-Marie Domenach, Hervé Serleyx, M^{me} Hélène Carrère d'Encausse...).

Pour densifier cette toile d'araignée, des succursales de REEL ont été créées : REEL jeunes (M. François Ivernal), REEL entreprises (M. René Riollu), REEL initiatives sociales (M. Claude Huriez), REEL et tout récemment REEL élus locaux (MM. André Rami et Jean-Dominique Giuliani). Tous ces responsables auront pour mission à l'automne de passer progressivement de la stratégie de la rache d'huile à celle du feu d'artifice. D'ores et déjà sont programmés pour l'automne à Paris de grands rassemblements d'élus locaux de toute la France, de jeunes et de chefs d'entreprise, afin de faire monter progressivement la pression.

Toute cette entreprise ne saurait pourtant cacher un certain malaise apparu dans bon nombre d'endroits entre les comités de coordination de REEL et les formations politiques traditionnelles. Chacun selon son style, MM. Méhaignerie et Léotard ont fait valoir qu'il n'est pas question de demander à leurs militants de mettre la clé sous la porte durant la campagne électorale.

D'autres ont dénoncé cette ambiguïté barriste consistant « à vouloir bénéficier des partis politiques tout en les méprisant ». D'autres enfin, tel M. Barrot, ont clairement dit « que le choix d'une structuration anticipée risquerait de gêner l'ouverture nécessaire » au lendemain de l'élection présidentielle. Eux-mêmes bien obligés de constater que leurs associations ont une fâcheuse tendance « à capter les mécontents, les algiris, les fatistes pour-compte », les responsables barristes multiplient depuis plusieurs semaines les assurances en direction des formations politiques tant pour le déroulement de la campagne que pour les lendemains de l'élection. On fait savoir que l'on s'interdit de « casser ou même de concurrencer les structures militantes ».

On déclare publiquement que REEL se transformera en comité de soutien au lendemain de la candidature de M. Barrot, qu'elle se dissoudra après l'élection présidentielle. Bref, les barristes semblent avoir pris conscience que les partis politiques leur seront bien utiles avant et après l'élection présidentielle. Le fait d'ailleurs que M. Barrot ne va plus répéter qu'il « dissoudra dans la minute » l'Assemblée nationale paraît également s'inspirer de ce retour aux réalités de la politique quotidienne. « Mieux vaut ne plus en parler, reconnaît M. Mestre, seul le président en exercice pourra le faire ».

Le CDS, au lendemain de l'élection, rêve d'un grand rassemblement pour le centre, dont il serait le pivot. M. Léotard et le PR n'imaginent pas d'autre destin que celui du pôle dominant de cette nouvelle majorité. Et que fera le RPR ? Entre barristes et gaullistes, les cils d'œil se multiplient. « Moins on en parle, mieux ça vaut », tel est de part et d'autre la consigne. Mais une straté-

MM. Chirac et Lecanuet à Rouen Les contraintes de l'union

ROUEN

de notre correspondant

M. Jacques Chirac a effectué, le samedi 30 et le dimanche 31 mai, une visite à Rouen, invité par M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, maire de la ville, pour les fêtes commémorant la mort de Jeanne d'Arc le 30 mai 1431...

M. Chirac a assisté, samedi soir, sur les quais de la Seine, face à la cathédrale, à un grand spectacle historique sur la vie de Guillaume le Conquérant dont la Normandie célèbre cette année le neuf centième anniversaire de la mort. Le premier ministre a été accueilli par une vague de sifflets lors de son apparition à la tribune officielle, puis a subi les protestations continuelles de plus de la moitié des cinquante mille spectateurs massés sur les quais. La scène adossée à la Seine ne réservait l'histoire de Guillaume qu'à quelques trois mille privilégiés installés sur les tribunes. Sur la rive opposée ou sur les ponts, le public rouennais était, quant à lui, privé de spectacle. Dimanche matin, l'évocation de Jeanne d'Arc et de son supplice, place du Vieux Marché, a replongé le premier ministre dans l'actualité quotidienne. M. Lecanuet a tout d'abord évoqué les « divisions » qui engendrent « les dispersions et parfois, hélas, les perversions ».

M. Chirac a surtout relevé l'exemple de l'héroïne qui « nous rappelle que nous devons, au-delà de la différence légitime de nos opinions et de nos préférences, retrouver les convictions, les certitudes, qui nous ont fait, qui ne nous ont pas fait, si d'un bord ni de l'autre ». Le premier ministre a appelé le pays à l'unité : « Il n'est pas possible de réussir la nécessaire entreprise du redressement national dans un environnement difficile s'il n'y a pas un élan, une mobilisation des hommes et des femmes de notre pays, si nous ne mettons pas un terme aux vaines querelles, si nous ne travaillons pas ardemment à l'unité de notre nation ».

Puis, avant de passer à table, le président de l'UDF a plongé l'assis-

tance au cœur des interrogations électorales : « Je souhaite que le président de la République soit issu du camp de la majorité dont vous êtes le chef, a-t-il dit à M. Chirac. Ceux qui dans les rangs de la majorité se présenteront pour solliciter l'appui des Français seront, le soir du premier tour, unis pour assurer la victoire de la France dans l'esprit de concorde que nous avons fêté aujourd'hui à Rouen ».

Si le premier ministre a exprimé son adhésion sans réserve aux propos du président de l'UDF, son regard s'est porté bien au-delà, vers « le grand Marché européen qui sera une heure de vérité, un grand défi » et qui impose, « quels que soient les aléas de la vie politique, une continuité dans l'effort qui ne saurait en aucun cas, indépendamment de toute considération partisane, se satisfaire d'une rupture ». La garantie du succès incombe donc, selon M. Chirac, « à l'ensemble des membres d'une majorité qui doit à la fois assumer les chances et les contraintes de l'union, avec sérénité, avec un sens des responsabilités indispensables ».

ÉTIENNE BAUZET.



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard du Sébastopol Paris 3^e
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République 69001 LYON



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard du Sébastopol Paris 3^e
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République 69001 LYON

(1) Candidat à l'élection présidentielle de 1965, M. Marcel Barbu obtint au premier tour 279 683 voix.

OISE

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH
agréée par le British Council

21, rue Théobald-Deschamps
75015 PARIS, Tél. : 45-33-13-02
Ann. tel 1981 - 45 33 13 02

L'ANGLAIS A OXFORD

Stages individuels intensifs à Oxford, toute l'année, toute durée, pour adultes et étudiants

IAE INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Université Paris I - Panthéon Sorbonne
102 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

FORMATION PERMANENTE

UN DIPLOME D'UNIVERSITE

• AGENTS DE MAÎTRISE DEPUIS 3 ANS

• TITULAIRES DU BAC (ou d'un diplôme équivalent)

Vous souhaitez élargir vos connaissances en GESTION

Nous vous proposons une formation de GENERALISTE

• 4 à 5 jours par mois pendant 2 ans

☎ Michèle GRAFFIN 45.58.02.28 - 45.57.28.41

L'élection présidentielle à l'extrême gauche

M. Alain Krivine, candidat s'effacerait devant M. Juquin, si...

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a décidé, le dimanche 31 mai, au terme de son huitième congrès (le Monde du 30 mai), que M. Alain Krivine sera son candidat à l'élection présidentielle de 1988. Le porte-parole de l'organisation trotskiste, qui revendique deux mille adhérents, se désistait au second tour en faveur du candidat de la gauche le mieux placé, mais il pourrait surtout se retirer de la course avant le premier tour, dans l'hypothèse d'une « candidature mitraire du courant révolutionnaire » souhaitée par le congrès.

Les amis de M. Krivine au sein de la tendance majoritaire (48 % des voix au congrès) continuent de placer leurs espoirs dans une candidature de la mouvance « rénovatrice » du PCF. La LCR serait partie prenante de cette campagne, si les rénovateurs présentaient un candidat se battant sur les thèmes qui nous sont propres », a déclaré le chef de file de la LCR.

Pendant les quatre jours qu'a duré ce congrès, à Cligny (Hauts-de-Seine) puis Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), en présence de deux cent cinquante délégués environ, c'est essentiellement autour de la question des « rénovateurs » communistes que les débats ont tourné. Lors de la préparation du congrès un petit psychodrame s'était joué sur la question de l'avenir de l'organisation : dissolution ou pas.

Très en pointe sur la défense de l'appareil trotskiste, la Tendance pour l'unité ouvrière (TUO, 21 % au congrès), conduite par M. Gérard Filoche, soupçonnait la tendance majoritaire de vouloir dissoudre la LCR au profit des « rénovateurs ».

« Il n'est pas question de dissoudre la Ligue », a affirmé M. Krivine - rassurant par là-même une frange de sa propre tendance - en indiquant que le congrès avait adopté « à près de 70 % » un accord sur

l'élection présidentielle signé principalement par la tendance majoritaire et la TUO. Seule parmi les quatre autres tendances, celle conduite par dix membres du comité central défendant des thèses proches de Lutte ouvrière (LO) et baptisée JBLM (14 % au congrès) aurait, semble-t-il, marqué une irréductible hostilité au possible rapprochement avec les « rénovateurs ».

Il est vrai que ces dirigeants sont nostalgiques d'une candidature commune avec LO (1) et ne comptent pas beaucoup sur le « rôle historique » que M. Krivine voit jouer aux « rénovateurs » communistes, qui, selon lui, « peuvent être un des leviers de la recomposition du mouvement ouvrier ».

Estimant que « des dizaines de milliers de gens ne se reconnaissent plus dans le PC et le PS », M. Krivine soutient qu'ils sont « en attente d'une force révolutionnaire, antipoliticienne et internationaliste ». En attendant ce moment, la Ligue a décidé de porter une attention soutenue à la Sécurité sociale « pour opérer le même type de rassemblement que contre le code de la nationalité », ainsi que sur le Front national, « véritable chance », en vue de créer un « front unitaire antifaçiste ». M. Krivine et la LCR participent à une manifestation dans ce sens le 13 juin à Marseille, convoquée par des partis et organisations de gauche.

La Ligue communiste a réélu quarante-cinq membres (au lieu de soixante) à son comité central selon la proportionnelle intégrale (six tendances représentées). Parmi les invités, le représentant du FLNKS (Nouvelle-Calédonie) a été longuement applaudi et un message envoyé de Prague par M. Petr Uhl, signataire de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, a été lu aux délégués.

O. B.

(1) La direction de Lutte ouvrière a déjà décidé de présenter M^{me} Arlette Laguiller à l'élection présidentielle.

LE JOURNAL DES FINANCES

AGIR ET GAGNER EN BOURSE

En kiosque ou chez votre marchand de journaux à partir du 23 Mai.

Bourse. Mode d'action.

Aujourd'hui la Bourse exerce une formidable attraction sur le public. Mais le palais Brongniart est un monde à part avec son jargon, ses règles, sa hiérarchie et ses portes. Sans clés, beaucoup de néophytes risquent de se casser le nez.

C'est pourquoi le Journal des Finances édite "Agir et gagner en Bourse", un guide qui répond à toutes les questions fondamentales qui peuvent se poser aux nouveaux boursiers et aux autres.

Un guide qui donne les clés du royaume. Comment manipuler la Bourse, comprendre son rôle, apprécier la valeur de chacun des intervenants, connaître les produits boursiers, leurs marchés, ses techniques et ses stratégies, sa fiscalité et ses abréviations barbares OPCVM, FCP, COB et co...

Comprendre c'est gagner, alors achetez et lisez "Agir et gagner en Bourse" et mettez-vous la Bourse dans la poche.

LE JOURNAL DES FINANCES
JE LE LIS, J'AGIS.

Au procès de Klaus Barbie

Le poids des témoignages

LYON
de notre envoyé spécial

Après une trêve de quatre jours, le procès de Klaus Barbie reprend son cours et son rythme, le lundi 1^{er} juin. Depuis le 11 mai, date de son ouverture devant la cour d'assises du Rhône, deux événements en ont ponctué le déroulement. Ce fut d'abord, le 13 mai, l'annonce par l'accusé de sa décision de ne plus paraître à l'audience en faisant valoir qu'il tenait pour illégitime sa détention par la France, consécutive à son expulsion de Bolivie, pays dont il avait obtenu la nationalité. Ce fut ensuite, le 26 mai, son retour dans le prétoire, ordonné par la cour, pour permettre à cinq témoins auxquels il n'avait jamais été présenté durant l'instruction de dire s'ils reconnaissent bien en lui l'homme qui les tortura à Lyon en 1943 ou en 1944. Tous ont été affirmatifs, tandis que Klaus Barbie se bornait à répéter qu'il n'avait « rien à dire », ce qui, dans son esprit, signifiait qu'il n'entendait pas répondre, se considérant comme toujours « juridiquement absent ».

Si ces deux épisodes ont en la vedette, ils resteront pourtant de simples épisodes. D'ores et déjà, les débats de Lyon ont montré que les réalités de l'époque où Klaus Barbie occupait les fonctions de chef de la section IV du SIPO-SD pouvaient être dites sans lui. Et si c'était là un des buts de ce procès, on a pu mesurer, avec l'audition des quarante premiers témoins ou parties civiles, qu'il était déjà largement atteint. Ces hommes et ces femmes ont tous connu les locaux du SIPO-SD de Lyon, qu'ils aient été rafés au siège de l'Union générale des israélites de France, le 9 février 1943, ou arrêtés à d'autres dates comme résistants. Ils ont tous vu Klaus Barbie. Ils ont tous connu la prison de Montluc et sa « baraque aux juifs » pour être ensuite envoyés à Drancy ou à Compiègne et, de là, embarqués pour la déportation en Allemagne.

Tous ont raconté ce que cela signifiait de tragédies vécues, d'horreurs resurgies. Tous ont décrit les conditions qui furent les leurs, le système qui avait pour objectif leur anéantissement à plus ou moins long terme, les moyens employés pour les

réduire à une condition animale. Autant de récits, autant de détails donnés pour parler de cet « inimaginable » à des jurés et à un public qui, dans sa majorité, les recevaient pour la première fois. Ils pèseront plus que les péripéties à venir qu'elles puissent être.

Sans doute, il s'agira, au moment de juger, de dire si Klaus Barbie savait à quel il vouait ceux qui passaient entre ses mains en décidant leur déportation. Il conviendra alors d'apprécier la valeur de phrases rapportées par certains de ces témoins qui ont entendu l'ancien SS dire, par exemple : « Fusillé ou déporté, c'est la même chose », ou encore : « Vous ne reverrez jamais la France ». Il faudra aussi se souvenir des deux années de formation dans cette école de Bernau, près de Berlin, où Barbie fit ses classes de SS, comme des appréciations élogieuses dont il fit ensuite constamment l'objet de la part de ses supérieurs. C'est cela, le procès, et le président André Carlini, par les questions qu'il pose, montre constamment qu'il ne le perd pas de vue.

Le système
et les dénonciations

Face à cette situation, M^{re} Jacques Vergès ne peut pas grand-chose. Les témoignages des rescapés de la déportation ont été tels qu'il a bien mesuré l'incongruité qu'il y aurait eu, pour lui, à tenter de les contredire. Certes, il n'a pas renoncé à soutenir que la guerre d'Algérie fut l'occasion de crimes et de tortures que l'on peut aussi, selon lui, appeler aussi à des crimes contre l'humanité, alors que ceux qui en furent coupables ont été amnistiés. Sur ce chapitre, son dialogue avec M. André Frossard ne tourna pas à son avantage. D'autant moins que ces crimes et ces tortures-là furent dénoncés, en leur temps, que ce soit par un Hubert Beuve-Méry ou par un Paul Teitgen, soucieux de l'honneur de leur pays, alors que dans l'Allemagne nazie on ne put jamais rien constater de semblable.

Jamais non plus il ne fut avancé que les camps de l'armée française en Algérie pouvaient être comparés à Auschwitz. M^{re} Vergès a aussi, maintes et maintes fois, répété qu'il

ferait du procès Barbie celui de la France collaboratrice, celui de la trahison, de la délation. Les témoins entendus à ce jour lui ont, si l'on ose dire, coupé l'herbe sous le pied. Nombreux sont ceux qui, en effet, ont été les premiers à dire que leur arrestation avait eu pour origine une dénonciation. On pense même qu'il en fut ainsi pour la rafle des enfants juifs d'Izieu, le 6 avril 1944.

C'est là une triste réalité que les victimes connaissaient depuis longtemps et dont il ne fut jamais fait mystère. Mais c'est aussi une réalité que Barbie ne retire rien au rôle joué par Klaus Barbie, et l'un des avocats des parties civiles a même pu faire observer, la semaine dernière, que le chef de la même section IV du SIPO-SD de Lyon était aussi celui de la section des renseignements, autrement dit que l'usage de la dénonciation faisait lui-même partie du système.

Ainsi, ceux qui attendaient un procès dont M^{re} Vergès, parce qu'il l'avait tellement clairement, serait le dominé, l'homme des révélations et des ruptures, restent, au bout de vingt jours, sur leur faim. De plus, s'il y avait à révéler — et l'on pense bien sûr à l'affaire Jean Moulin — le seul à pouvoir le faire n'est-il pas Klaus Barbie lui-même ? En décidant de ne plus paraître, celui-ci n'y a-t-il pas, du même coup, renoncé ?

Il est vrai que M^{re} Vergès a fait savoir aux impatients qu'il comblerait leur attente au moment de sa plaidoirie, qu'il doit faire à partir du 1^{er} juillet. Il doit pourtant bien savoir qu'un procès d'assises ne gagne dans le débat. Un témoignage discuté (et, sur la présence de Barbie aux lieux de la rafle de la rue Sainte-Catherine, comme sur ceux de la rafle d'Izieu, on peut — le dossier étant ce qu'il est — effectivement discuter) doit être démontré comme tel devant son auteur. Mais peut-être, pour M^{re} Vergès, s'agit-il moins de gagner le procès Klaus Barbie que de ne pas perdre l'occasion qu'il pourrait offrir d'en faire autre chose.

En attendant, il lui faut le subir, tel qu'il est, tel qu'on y a vu pleurer, de savoir ce que nazisme voulait dire.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

La 3^e conférence internationale

M. Reagan sonne l'alarme

(Suite de la première page.)

Cette formulation semble viser non seulement les personnes chez lesquelles la maladie s'est développée mais aussi les porteurs sains, et M. Reagan a, enfin, ordonné que soient étudiées les possibilités de dépistage systématique dans les autres institutions et administrations relevant de l'autorité fédérale — notamment, a-t-il dit, les hôpitaux d'anciens combattants.

Militaires et diplomates partant en poste à l'étranger sont déjà soumis à cette obligation, a rappelé, au passage, le président américain, avant d'« encourager les États à proposer le dépistage systématique des personnes désirant se marier, ainsi que de celles qui vont consulter dans les cliniques pour maladies sexuellement transmissibles, et usage de drogues ». « Encouragez les États, a encore dit M. Reagan, à requérir le dépistage systématique dans les prisons (dépendant de leur juridiction) ».

Mise en garde
contre les réactions
de rejet

Bien qu'il n'ait pas une seule fois parlé de dépistages « obligatoires », tout son propos indique, comme l'a confirmé la Maison Blanche, que c'est bien de cela dont il s'agit, et M. Reagan vient ainsi de donner tort, dans le débat qui faisait rage jusque parmi ses collaborateurs, au docteur Koop, chirurgien général des États-Unis et plus haut responsable, à ce titre, des problèmes de santé.

A l'indignation de ses amis de la droite religieuse, le docteur Koop avait, en effet, pris position, comme la grande majorité des responsables de son secteur, contre les dépistages obligatoires en faisant valoir qu'ils conduiraient les malades ou les personnes craignant de l'être à éviter de consulter. En avril dernier, le Centre

pour le contrôle des maladies d'Atlanta s'était également prononcé contre les dépistages obligatoires en proposant d'encourager plutôt les tests volontaires par l'adoption de mesures législatives garantissant leur confidentialité et interdisant toute forme de discrimination contre les malades du SIDA.

M. Reagan n'a en rien repris cette idée à son compte, mais il a toutefois pris soin, en s'attachant visiblement à ne pas sortir des limites de la raison, de mettre en garde contre toute réaction de rejet social envers les malades du SIDA. La situation « appelle un sentiment d'urgence », a-t-il déclaré, mais pas la panique. Elle demande la compassion, par la condamnation, et requiert de comprendre et non pas d'ignorer. « Il est aussi important, a-t-il poursuivi, que l'Amérique ne rejette pas ceux qui souffrent de cette maladie mais prennent soin d'eux avec tendresse et dignité [car] il s'agit d'une bataille contre une maladie et non pas contre d'autres Américains ».

« Nous devons ne pas permettre que ceux qui souffrent du virus du SIDA, a-t-il encore dit, souffrent de la discrimination [car] si dangereux et mortel que soit le SIDA beaucoup des peurs qui l'entourent sont infondées [et] les services de santé ont spécifié qu'il n'y avait pas de raison médicale d'empêcher une personne porteuse du virus de normalement fréquenter l'école ou un lieu de travail ».

Si l'on en juge par l'état de débâcle et d'abandon dans lequel sont souvent précipités les malades du SIDA et par les batailles juridiques que peuvent susciter les inscriptions scolaires d'enfants atteints du virus, M. Reagan s'est donc refusé à épouser les sentiments instinctifs de la majorité. Il n'en reste pas moins vrai que sa prise de position n'aura pu que plaire aux Américains, favorables à 77 % (83 % des Français) au dépistage précoce et à 74 % (même proportion chez les

Français) aux tests pour les immigrants.

Sur la scène internationale, en revanche, M. Reagan prend le contre-pied des ministres européens de la santé, qui s'étaient prononcés à l'unanimité, le 15 mai dernier, contre tout dépistage systématique et tout contrôle aux frontières. Avec l'importante place qu'il doit accorder à la lutte contre le SIDA, le sommet de Venise pourrait en conséquence souligner de réels désaccords en ce domaine entre les pays les plus industrialisés. Mais la démarche de M. Reagan est cependant loin d'être totalement isolée.

Comme la Bavière,
la Corée du Sud et le Japon

Le ministre ouest-allemand de l'Intérieur avait ainsi récemment autorisé la police des frontières à refuser toute personne « suspecte » d'avoir été infectée. Le Land de Bavière avait peu après décidé d'exiger un certificat de séroactivité pour toute personne (sauf les ressortissants de la CEE, des pays scandinaves, de la Suisse et de l'Autriche) demandant un permis de séjour. La Corée du Sud impose un test de dépistage à tous les étrangers ayant le statut de résident. Le Japon prévoit désormais la possibilité de refuser l'accès de son territoire aux malades du SIDA et enfin, seul au monde, le Swaziland a opté pour le dépistage de toute sa population.

Deux mille deux cents scientifiques avaient pris part, il y a deux ans, à Atlanta, à la première conférence internationale sur le SIDA. Il y en avait, l'année dernière, presque trois mille pour le deuxième et l'on en attendait plus de cinq mille, lundi, à Washington — cinq fois plus seulement que de journalistes, mobilisés comme pour un sommet sino-américain.

BERNARD GUETTA
et FRANCK NOUHL.

La Société des Lecteurs du Monde vous invite à participer au développement du Monde

LE secteur de la communication est en profonde mutation. Le Monde se doit donc de saisir toutes les chances nouvelles de développement. Dès la fin de l'année prochaine, il mettra en service une nouvelle imprimerie — l'une des plus modernes d'Europe, — ce qui lui permettra de diversifier sa production et d'accroître ses possibilités tant rédactionnelles que publicitaires. Il trouvera aussi sa place dans le paysage audiovisuel français et européen en créant un département audiovisuel.

Constituée il y a deux ans, la Société des Lecteurs du Monde s'est donné pour mission d'accompagner Le Monde dans son développement en consolidant son indépendance, et notamment son indépendance financière. Elle entend l'aider aujourd'hui à relever avec lui le défi de la modernisation.

Elle procédera bientôt à une augmentation de capital pour fournir au Monde une partie des ressources nécessaires à cette entreprise et l'aider à bâtir un grand groupe de communication moderne.

Visa n° 87.181 du 26 mai 1987. L'attention du souscripteur est attirée sur l'absence de marché organisé des titres. Tout actionnaire nouveau doit être agréé par le Conseil d'administration. L'exercice du droit de vote en Assemblée générale est limité à dix voix.

Note d'information de la Commission des Opérations
de Bourse et dossier de souscription dans

Le Monde

Jeudi 4 Juin 1987

(numéro daté vendredi 5 juin)

Société

sur le SIDA à Washington

L'éveil des virus endormis

par le professeur
Luc Montagnier
de l'Institut Pasteur

D'un certain point de vue, l'épidémie de SIDA ressemble à celle du passé, moins à la peste et au choléra, qu'à la syphilis à l'époque de la Renaissance. Mais, par d'autres côtés, les circonstances sont uniques et sans précédent : plus de cinq milliards d'habitants sur notre planète dont l'accroissement démographique touche en premier lieu les régions tropicales et subtropicales ; des concentrations humaines vertigineuses dans les mégapoles ; une extraordinaire mobilité des populations, des distances quasiabolies par les transports aériens, et en même temps, un état d'avancement scientifique et technologique inconnu jusqu'alors touchant également la biologie et la médecine. Tous ces facteurs réunis ont entraîné des bouleversements dans les mentalités, les structures familiales et sociales et la disparition des tabous concernant la sexualité.

Deux rythmes de progression

Mais l'homme est resté un être biologique complexe et fragile, soumis aux dures lois de la compétition entre les êtres vivants. Certains des parasites, des virus qui l'ont accompagné en silence dans son évolution trouvent aujourd'hui une heure favorable à leur développement. Alors que les virus transmis par la respiration, par l'eau et les aliments ont été vaincus grâce aux vaccinations, ceux transmis par voie sexuelle trouvent leur âge d'or. Parmi eux, le virus du SIDA qui, en plus, ont trouvé — par une sorte de machiavélisme de la nature — le talon d'Achille de leur hôte en s'attaquant aux cellules mêmes du système immunitaire. Ces virus existaient sans doute depuis longtemps. L'un d'eux, qui est proche d'un virus du singe, provient probablement du passage accidentel d'une espèce de singe, son réservoir naturel, à l'homme.

Mais l'origine du premier virus associé au SIDA, qui est le plus répandu, reste mystérieuse. Il peut avoir évolué avec l'homme venant d'Afrique ou d'ailleurs. Ce sont les

circonstances que nous avons évoquées plus haut qui ont fait un moment redoutable. Notre civilisation a la capacité de vaincre ces virus comme elle a vaincu les autres. Mais quand ? Comment ? Et à quel prix ?

La solution ne peut venir que de la recherche. Le problème est que celle-ci, après des résultats rapides et brillants, semble marquer le pas. Ce n'est naturellement qu'une apparence mais, après l'isolement des principaux types de virus et la suppression quasi totale de la transmission par transfusion sanguine dans les pays développés, nous sommes toujours sans thérapeutique pouvant amener une guérison. Aucun vaccin ne permet d'enrayer la diffusion du virus et les problèmes du tiers-monde s'aggravent.

Il reste encore beaucoup de questions sans réponse. Des réponses que la science va apporter progressivement, patiemment, mais peut-être trop lentement. Pourquoi y a-t-il, semble-t-il, deux rythmes de progression de l'infection ? Dans certains pays d'Afrique centrale, l'infection est transmise principalement par voie hétérosexuelle et aussi par le sang (transfusions avec des instruments non stériles). Elle touche très vite les groupes de villes à haute promiscuité sexuelle et à partir d'eux diffuse à l'ensemble de la population. A Kinshasa 10 % des donneurs de sang de certains hôpitaux sont séropositifs. En revanche, dans les pays développés du nord de la planète, la progression, très forte d'abord dans les groupes d'homosexuels à haute promiscuité et chez les toxicomanes, semble s'effectuer beaucoup plus lentement dans le reste de la population, avec un rythme d'ailleurs très difficile à évaluer.

Pourquoi ces différences ? Un bas niveau d'hygiène, des infections des muqueuses génitales sont des facteurs favorisant l'affection dans les pays d'Afrique. Mais peut-être ne sont-ils pas les seuls.

Nous ne pouvons pas non plus répondre pour le moment à la question : combien de séropositifs feront-ils le SIDA et quand ? C'est tout le problème du terrain génétique, des cofacteurs qui précipitent la multiplication du virus et des altérations du système immunitaire. Mais tout cela reste vague. Le virus possède à

la fois la capacité de « dormir » dans les cellules infectées et de s'y réveiller de façon explosive. Nous connaissons le mécanisme de ce réveil, mais pas celui du sommeil, crucial pour expliquer la période d'incubation parfois très longue de la maladie, cinq ans, dix ans, voire vingt ans.

En attendant des progrès dans ces domaines, les autorités sanitaires des différents pays se sont préoccupées du problème et tentent de le résoudre avec les moyens existants : campagnes d'information, utilisation de préservatifs, emploi de seringues non contaminées par les toxicomanes.

Le dépistage aux frontières

Mais certaines autorités sanitaires et politiques pensent aller plus loin. Faut-il pratiquer un dépistage systématique de la population ? Fermer les frontières aux séropositifs ? Certains pays ne sont pas ou sont très peu infectés. Ils seraient en droit, comme devant toute épidémie, de se protéger. Mais dans un monde de communications, de voyages, de tourisme, il faut bien réfléchir aux conséquences de mesures restrictives. Non seulement les étrangers mais aussi les nationaux revenant de l'étranger devraient être testés. L'apparition d'anticorps contre le virus — à la base des tests actuels — peut prendre de quelques semaines à un an après l'exposition au virus. Plusieurs tests seraient donc nécessaires pour chaque individu à son retour. Imposera-t-on aux voyageurs une « quarantaine » d'un an à leur retour ? Quant aux pays les plus infectés — Afrique centrale et États-Unis — ils devraient logiquement s'abstenir d'envoyer à l'étranger leurs séropositifs, mais, pour cela, entreprendre un dépistage de tous leurs candidats au voyage.

Quel gouvernement est prêt à imposer de telles mesures à ses ressortissants ? De telles perspectives paraissent actuellement irréalistes, mais elles pourraient devenir plus menaçantes dans le futur si l'épidémie progressait et si la recherche, elle, ne progressait pas. Actuellement, l'appel à l'esprit de responsabilité et la persuasion nous semblent être beaucoup plus efficaces que des mesures autoritaires.

● Les Français favorables au dépistage pour tous. — Le SIDA inquiète 67 % des Français ; 82 % sont favorables au dépistage annuel obligatoire pour tous, mais 94 % n'ont rien changé à leurs habitudes sexuelles et 72 % se prononcent contre les « sérotests » préconisés par M. Le Pen, dont les propos sont jugés « mensongers » par 45 % des Français.

Selon le sondage Figaro-SOFRES publié lundi 1^{er} juin par ce quotidien, 54 % des mille personnes représentatives de la population française interrogées estiment être à l'abri de

la maladie. 71 % considèrent qu'un individu séropositif doit pouvoir continuer à travailler dans son entreprise et 69 % qu'un enfant dans la même situation doit continuer à fréquenter son école.

Enfin, les Français ne sont pas très optimistes en ce qui concerne la découverte d'un vaccin ou d'un traitement, qu'ils ne situent guère avant cinq à dix ans d'ici.

● Les Américains autorisent la fabrication de la DDC. — La filiale américaine des laboratoires suisses Hoffmann-La Roche vient de recevoir

l'autorisation exclusive de la fabrication et de la commercialisation ultérieures d'un médicament, la didanosyline (ou DDC), qui semble, d'après les premiers essais, être plus efficace encore que l'AZT contre le SIDA. Le gouvernement américain vient d'accorder cette autorisation dans le cadre du nouveau dispositif visant à raccourcir les délais d'obtention des traitements semblant prometteurs contre la maladie, et à accélérer les procédures d'expérimentation clinique. Le DDC n'est encore qu'à la phase de cette expérimentation, qui pourra donc être élargie.

En assemblée générale à Strasbourg

Les protestants français entre cris et chuchotements

Trois cents délégués et invités ont participé, les 29, 30 et 31 mai à Strasbourg, à la dix-huitième Assemblée générale du protestantisme français sur le thème « Conviction et tolérance ». Organisée tous les quatre ans, cette assemblée réunit les représentants de toutes les Eglises, institutions, œuvres et mouvements de la Fédération protestante de France.

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

L'histoire, chez les protestants, sert de pédagogie. En 1985, la commémoration de la révocation de l'édit de Nantes avait rappelé le lourd tribut payé par les réformés à l'immobilité monarchique et catholique. Les protestants s'estiment bien placés pour condamner aujourd'hui les nouvelles formes d'exclusion dont seraient, selon eux, victimes ou menacés d'être les travailleurs immigrés, les chômeurs, les réfugiés politiques, les Kanaks ou les « stériles ».

Servis par l'actualité et par le rappel de la « double vocation » des protestants à la conviction et à la tolérance, ils se sont exprimés pendant trois jours dans leur registre favori, celui de la protestation sociale, de la défense instinctive du droit et de la justice, de la solidarité avec les plus déshérités.

Dès l'ouverture de cette Assemblée du protestantisme, qu'il présidait pour la dernière fois, le pasteur Jacques Maury avait donné le ton, disant, « au nom de l'amour de Dieu », la pauvreté qui, dit-il, s'étend en France « comme une lèpre », puis le commerce des armes, la « torture de l'angolaise » subie par les otages au Liban, « l'exclusion d'un peuple entier en Nouvelle-Calédonie », ainsi que toute proposition d'isolement des malades du SIDA.

Reprenant une tradition abandonnée depuis plus de vingt ans, l'Assemblée protestante avait même mandaté quelques-uns de ses figures les plus marquantes, comme les professeurs Jacques Robert et Elisabeth Labrousse, les théologiens Max-Alain Chevalier et Marc Lienhardt, pour rédiger un message final. « Il appartient à chacun d'entre nous d'être vigilant, affirme ce texte, de désigner, d'analyser et

de combattre tout ce qui écrase et asservit : chômage, éhéc, exclusion du faible, de l'immigré, de certains malades (...); de dire et de manifester l'espérance de vie dans les situations qui sont un démenti à l'espérance ».

Ce « message » a été adopté, mais son style a été jugé trop général, et sa diffusion, qui sera limitée aux paroisses, trop timide par la partie la plus progressiste de l'Assemblée. Secrétaire général de la CIMADE (service œcuménique d'entraide), Marc Brunschweiler a exprimé en termes vifs sa déception.

Aussitôt après et en moins de deux heures, les responsables du protestantisme français votaient six vœux, demandant en particulier au gouvernement que soit « préservé l'exercice du droit d'asile », de ne pas « modifier l'accès automatique à la nationalité française des jeunes nés en France de parents étrangers » et de « tout mettre en œuvre pour que le peuple Kanak ne se sente plus exclu et ne soit pas marginalisé dans son propre pays ».

« Improvisation » sur la politique

Cette avalanche de textes ont été adoptés à une très large majorité. S'il y a bien un débat au sein de la Fédération protestante de France, il porte moins sur le contenu de ces interventions à caractère social et politique que sur leur fréquence, leur précipitation et même leur « improvisation ». Chacun avait encore en tête le vœu voté à la dernière, lors de la précédente assemblée générale à La Rochelle, demandant au gouvernement français le « gel » de ses armements nucléaires.

Les protestants seraient-ils plus habiles à faire des déclarations qu'à gérer leurs rapports avec l'opinion ? Plusieurs orateurs ont mis en évidence le fait que plus les protestants parlaient, moins on les entendait.

Par des voix diverses — Jean Baudouin, historien et sociologue, le pasteur Roger Mehl, Pierre-Patrick Kaltenbach, président des Associations familiales — la revendication a été exprimée d'un aménagement des règles de délibération interne et d'une rigueur plus grande des procédures, permettant au protestantisme de « moins s'époumoner » et de se faire mieux entendre. Celle des vœux, en particulier, déposés plus ou moins spontanément au cours de l'assemblée souveraine et votés sans véritable discussion, ne fait plus l'unanimité.

Ce débat à fleur de mouche sur l'expression du protestantisme dans l'opinion cache une insatisfaction plus ou moins grande sur le fonctionnement de l'institution protestante. Précédant de peu l'arrivée du nouveau tandem constitué par les pasteurs Jacques Stewart, président, et Louis Schweitzer, secrétaire général, l'assemblée de Strasbourg n'a pas levé l'équivoque.

On attend de la Fédération protestante qu'elle donne « un témoignage unique », mais on lui demande d'être en même temps le garant de la diversité du protestantisme français. On ne veut pas d'une « coexistence molle et paresseuse

entre les Eglises », pour reprendre un mot de Marc Lienhardt, mais on se méfie de toute « super-Eglise ». On veut limiter la Fédération à un simple rôle de porte-parole, mais en même temps, à Strasbourg, certains ont souhaité qu'elle se lance dans un travail de « clarification théologique », au sein d'un protestantisme dont l'équilibre interne, sous la poussée des Eglises évangéliques et baptiste, est en pleine évolution. Signe des temps : pour la première fois à ce niveau ont été évoquées les divergences sur la conception du baptême entre les luthériens et les réformés d'un côté, et les baptistes de l'autre, qui n'acceptent pas le baptême des petits enfants.

Née en 1965, la Fédération protestante de France en a vu d'autres. Mais les paris sont ouverts sur son avenir. Les uns regrettent l'époque où un leader charismatique comme le pasteur Marc Boegner faisait l'unanimité et représentait presque à lui seul le protestantisme (1). Les autres pensent que le départ de la présidence de Jacques Maury, dont tout le monde salue pourtant le courage et l'ouverture, va faciliter un « recentrage » sur l'identité protestante.

Il a été fort peu question à Strasbourg des états généraux du protestantisme, dont les promoteurs estiment qu'ils pourraient traiter ces questions d'avenir à partir d'une réflexion de la « base ». Si elles servent à débattre des structures de pouvoir, a dit Jacques Maury à la presse, de telles assemblées ne sont pas souhaitables. Mais si c'est pour « revenir à nos convictions fondamentales », pourquoi pas ?

HENRI TINCO.

(1) Le pasteur Roger Mehl vient de publier, sous le titre *Une humble grandeur*, la biographie du pasteur Boegner (1881/1970), président pendant plus de trente ans de la Fédération protestante de France. (Chez Plon, 346 pages, 130 francs.)


Manifestation de SOS Racisme contre l'apartheid à Draguignan

Un millier de personnes ont assisté, samedi 30 mai, à Draguignan (Var), à une manifestation organisée par SOS Racisme contre l'apartheid en Afrique du Sud. Cette manifestation avait été interdite, le 11 mai, par le maire de la ville, M. Max Pisselli (div. dr.) qui déclarait craindre des affrontements.

Plusieurs orateurs se sont succédé sur un podium installé devant la sous-préfecture. Après Martin Gray, Bernard-Henri Lévy dénonçant les thèses d'extrême droite et la politique de M. Le Pen. Quant à Harlem Désir, il a annoncé : « Nous allons faire la démonstration qu'il y a dans ce pays une majorité de gens qui refusent la haine. Pas plus aujourd'hui qu'hier, les immigrés ne quitteront la France. » (Corresp.)

EN VACANCES JE PENSE POUR MOI

Sélectionnés pour vous
et lus dans l'Entreprise



Le temps des vacances, c'est aussi lire dans le calme les ouvrages importants que vous n'avez pas eu le temps de consulter durant l'année.

Avec les ouvrages DUNOD, vous apprenez et vous vous enrichissez, vous approfondissez vos connaissances. Pour vous-même.

Les "DUNOD" des vacances...
Enfin penser pour soi-même.

Rendez-vous chez votre libraire où vous trouverez la liste complète de ces ouvrages.

Dunod
pour aller plus loin

JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIERES



**LE VOL.
PARIS ATHENES
ALLER RETOUR
A PARTIR DE 990 F**
166 BD DU MONT-PARNASSE 75014 PARIS 42 73 10 64

**NOUVELLES
FRONTIERES**



ROLAND GARROS

Les Internationaux de France étaient guettés par une douce somnolence. Tarik Benhabib et Jimmy Connors samedi, André Gomez et Joachim Nystroem dimanche, se sont chargés de garder éveillé Roland-Garros. Le match Ivan Lendl-Joachim Nystroem interrompu par la nuit devait reprendre lundi.

C'était l'heure du film dominical à la télévision. Une grande partie du public de Roland-Garros avait déjà cédé à l'appel de Brigitte Bardot. Les spectateurs qui restaient sur les gradins n'allaient pas résister très longtemps au chant des sirènes cathodiques. Pourquoi, d'ailleurs, seraient-ils restés vissés sur leur siège ? Le tennis que leur servaient Ivan Lendl et Joachim Nystroem était un véritable régal. Or, malgré cette purge, tous attendaient finalement la nuit pour quitter le stade.

C'est que le moment était rare, sinon exceptionnel : Ivan Lendl passait, en effet, un rude quart d'heure sur cette brique pilée où il avait été le maître absolu l'an passé. Et quand on écrit « quart d'heure », c'est précisément vingt-neuf minutes. Une petite demi-heure durant laquelle on assiste à une formidable entreprise de sappe psychologique.

Lendl est une forteresse. Le Tchèque avait naguère des faiblesses. Il était devenu numéro un

TENNIS : Les Internationaux de France

Ivan dans le doute

mondial en 1985 et il l'était resté en 1986 en bétonnant tous les compartiments de son jeu. Pour la condition physique, il s'est astreint à un régime de fakir. Pour la tactique, il a suivi les conseils de l'ancien champion australien Tony Roche. Au bout du compte, cela a donné un tennis sans faiblesse, mais sans faille, car le Tchèque n'a pas de doute même plus de sa puissance.

Eh bien, dimanche soir, Nystroem a réussi à réintroduire le doute dans la tête d'Ivan, ce poison qui rongé les hommes les mieux trempés comme un acide répandu sur le métal. Sur le papier, c'est l'enfance de l'art : il suffit d'empêcher Lendl d'utiliser sa force pour faire la faute. Sur le court, c'est une autre paire de manches. Il fallait un Nystroem dans des dispositions exceptionnelles pour arriver à appliquer cette tactique. Mais le Suédois ne manquait ni de sang froid ni de patience. Inextinguiblement, point après point, Lendl s'est donc enfoncé dans les sables mouvants jusqu'à ce neuvième jeu du troisième set qui restera dans les annales comme la double faute sur une balle de set lors de la finale de 1983 des Internationaux des Etats-Unis.

Le roi

A ce moment, les joueurs sont à un set partout et le Tchèque l'avance à 5-3 pour le gain de la manche. Pourtant, le roi va se trouver nu. Neuf fois il aura l'avantage. Mais ce sera à la manière d'un nageur en train de se noyer. Il ne sortira la tête de l'eau que pour mieux boire la

tasse. En l'occurrence il s'agira de balles de break dont la septième sera fatale à Lendl. Tout ce qu'il aura essayé pour accélérer, pour reprendre l'avantage se sera tourné contre lui, tandis que le Suédois n'aura pas connu la moindre faute directe. Après avoir effacé deux nouvelles balles de set, il s'adjugera ainsi la manche : 7-5.

Les « gros bras »

Cela ne préjugait pas de l'issue de la partie, interrompue peu après 4-40 en faveur de Lendl par l'obscurité. Mais pour la première fois depuis deux ans, le Tchèque l'avantage a laissé entrevoir une étrange incapacité à résoudre un problème. Cette faiblesse était-elle particulière à la nature du jeu sur terre battue dont la lenteur a favorisé l'entreprise de Nystroem, ou est-elle plus générale ? On devrait le savoir prochainement car le début de saison battant du champion du monde a permis à l'opposition de relever la tête avec de nouveaux arguments.

En tout cas, personne n'aura été fâché de voir Lendl ainsi accroché. Car après les mauvaises surprises du premier tour - l'élimination de John McEnroe notamment - on avait l'impression que les « gros bras » avaient décidé de verrouiller la situation. La manière dont Jimmy Connors avait éliminé le jeune espoir argentin Franco Davin montrait bien la fermeté du ton avec laquelle les grands étaient désormais décidés à parler aux petits. Le seul dans ce cas qui ait trouvé la réplique fut Karal Novacek.

Quart de finaliste l'an passé, l'Argentin Jaite n'était pas disposé à

se laisser faire par le dernier des déménageurs tchécoslovaques. Il semblait avoir repris le contrôle des opérations après avoir sauvé, à 5-4, une balle de match dans la troisième manche qu'il devait s'adjuger d'un cinglant tie-break (7-0). Mais le Tchèque l'avantage a dans le poignet toute la gamme des coups, de l'amorti au missile. Dans le quatrième set, il perdit trois fois son service mais parvint à prendre quatre fois celui de l'Argentin, pour avoir le droit de rencontrer, en quart de finale, son ancien camarade de jeu, Meir. La confrontation devait être intéressante. Elle permettra au moins de voir si, en plus d'indéniables qualités athlétiques, Novacek est capable de varier le jeu face au spécialiste du contre-pied et du faux-semblant.

C'est cette capacité à changer de tactique qui a sauvé, dimanche, André Gomez, d'une situation désespérée. L'Equatorien s'était emparé comme un papillon dans la toile d'araignée patiemment tissée par Emilio Sanchez. Et l'Espagnol était tout prêt à le dévorer après avoir entortillé deux sets dans son lift infernal. Il a eu une balle de match au dixième jeu de la troisième manche, balle qu'il expédia dans le filet. Il dira que, voyant bouger Gomez, il avait voulu changer son coup au dernier moment. Il a ainsi gâché une occasion unique car l'Equatorien ne l'a plus jamais laissé respirer. Mais Gomez aura peut-être du mal à se remettre de ces cinq sets lors des quarts de finale qu'il disputera ici pour la troisième fois de sa carrière.

ALAIN GIRAUDO.

BOXE : championnat du monde des lourds

Tyson l'invincible



Le jeune Américain Mike Tyson, vingt ans, a conservé son titre mondial de champion du monde des lourds WBA-WBC, en dominant son compatriote Pinklon Thomas (arrêté de l'arbitre à la sixième reprise) samedi 30 mai à Las Vegas. Pour le titre unifié de la catégorie, il rencontrera le 1^{er} août prochain son compatriote Tony Tucker, devenu champion du monde IBF au cours de la même réunion en battant James Douglas.

CYCLISME : le Critérium du Dauphiné

Mottet en dauphin

BARCELONNETTE de notre envoyé spécial

D'une manière générale, le Critérium du Dauphiné libéré nous a donné une image assez significative de l'après-Hinault. En l'absence du champion breton à la retraite, de Fignon qui se cherche, de Kelly qui se soigne, de LeMond qui va à la chasse et perd sa place, le peloton manque d'un patron. Il en résulte une compétition débridée, qui a le mérite d'être ouverte. Et pas seulement parce qu'elle est open.

Déjà vainqueur du Tour de l'Avenir et du Grand Prix des Nations, Charly Mottet, habilement dirigé par Cyrille Guimard, a profité de la situation pour s'installer aux commandes et pour devenir, en quelque sorte, le dauphin du Dauphiné. Alors que Bruno Cornillet s'écroulait dans la montée de Val-Frèjus, que Roman Pensec évoluait un peu au-dessous de son régime habituel et que Joop Zoetemelk (trente-neuf ans) mesurait les effets de l'âge, Mottet parvenait à contenir les assauts du Colombien Henry Cardenas, un routier ardent, avantagé de surcroît par ses qualités de grimpeur. J. A.

RUGBY : Coupe du monde

Cap sur les îles Fidji

La Nouvelle-Zélande a sévèrement battu l'Argentine (46 à 15) lundi 1^{er} juin, à Wellington. L'ultime espoir que les Pumas conservaient de se qualifier pour les quarts de finale à été balayé par la puissance des All Blacks qui menaient déjà 19 à 9 à la mi-temps. Pour se qualifier, les Argentins devaient marquer au moins trois essais. Ils n'en ont inscrit qu'un seul contre six aux Néo-Zélandais.

Ce sont les îles Fidji que la Quinze de France rencontrera en quart de finale, le 7 juin à Auckland. Le Zimbabwé, que la France doit affronter mardi 2 juin, ne doit pas être, en effet, un obstacle pour les tricolores qui se présenteront dans la composition suivante : Didier Camberabero (18), Marc Andrieu (14), Eric Bonneval (13), Denis Charvet (12), Patrick Esteve (11), Franck Mesnel (10), Rodolphe Modin (9), Laurent Rodriguez (8), Jean-Luc Joinel (7), Alain Carminet (6), Jean Condorn (5), Alain Lorieux (4), Pascal Onders (3), Daniel Dubroca, cap. (2), Jean-Louis Tolot (1).

Le courage à deux mains

Peu avant 21 heures, samedi, Tarik Benhabib, joueur ultra-légerement motorisé, s'est posé sur la piste ocre du central. Un peu comme on atterrirait à l'aérodrome de Kramlin récemment inauguré sur la place Rouge. La nuit tombée, et sous l'œil incrédule d'un douanier soviétique qui s'était fait une tête de mort, avec tout de chaque, le Français, passé entre les passants et les turbulences d'un voyage en long cours, a envoyé un baiser à la France. L'ai-je bien descendu ?

On en sourit, bien sûr. Mais sans le moindre moquerie, ni pour l'un ni pour l'autre. Ni pour André Chesnokov, garçon fort sympathique, joueur très doué et suffisamment sportif pour ne pas invoquer une bronchite qui faillit nous priver de lui encore plus prématurément. Ni, à plus forte raison, pour Tarik Benhabib, qui, lancé dans ce match comme l'on part à l'aventure, s'en est sorti à sa manière, toute de ténacité et de courage.

Le courage, maître mot de ce week-end. Il en faut pour tenir le choc dans de pareilles rencontres. Et Tarik Benhabib a probablement plus que quiconque cette foi en la victoire, cette volonté permanente de repartir à la bataille. En un mot, l'art de pratiquer la remonte en ligne. Comme si chaque point perdu, chaque faute, chaque erreur, était l'occasion de rebondir et le prétexte à revanche.

De ce match, de cette victoire (5-7, 6-4, 7-3, 6-3) déjà passée à l'épreuve du feu, on retiendra surtout que lorsque ces lignes paraîtront Benhabib sera déjà aux prises avec Mats Wilander en huitièmes de finale - il faut donc retenir l'essentiel plutôt que la chronologie : le Français gagne ses rencontres parce qu'il le veut vraiment, absolument et de façon presque obsessionnelle.

Il suffit de le regarder entre deux échanges, la démarche infatigable du coureur de terre battue, la jambe légèrement en cerceau, et ces discours qu'il se tient en permanence, monologue à strict usage personnel. Et finalement, un mot d'ordre unique : « Vas-y, vas-y... »

Tarik Benhabib (47^e joueur mondial) a battu successivement Mikael Pernfors (14^e), Anders Jarryd (26^e), André Chesnokov (36^e). Rude semaine, mais qui ne peut rien devoir au hasard ou à la seule chance. Il les a battus sans aucun doute parce qu'il croyait d'abord possible de le faire. Possible de sauver trois balles de match contre Jarryd. Et possible de revenir sur Chesnokov chaque fois que celui-ci, samedi, prit le large. Malgré le coup d'assommoir d'un premier set perdu qui eût pu être gagné, malgré les breaks réalisés par le Soviétique au deuxième et au quatrième set.

Etouffante et enviable faculté de Benhabib : il s'accroche aux moulins de l'adversité, même plus grande, même plus forte, et pas question de lâcher prise. Le sport use d'un mot pour cela : le mental,

l'art, en somme, de pratiquer la résistance.

Le doute, pourtant, aurait pu effleurer l'esprit de Benhabib devant l'impassibilité apparente de son adversaire. « Chesnokov, dirait-il, est surnommé « le petit Borg » parce qu'il ne laisse rien apparaître. On ne sait jamais ce qu'il pense, s'il est fatigué, s'il a le moral en baisse... Bref, Chesnokov pratique tout, sauf le glassnost, la transparence des sentiments. Il faut donc le battre pour vérifier qu'il n'est pas invincible.

Les adieux de Kuchna

Le courage encore, mais suicidaire cette fois. Celui d'une joueuse canadienne, Helen Kalesi, opposée à Steffi Graf, deuxième joueuse mondiale, la cousine surdouée de Boris Becker. Helen Kalesi, dix-huit ans, petit bout de femme en fusion, avait décidé de vivre son match comme on fait tapis au casino, tout son capital de santé d'emblée sur le Central. Cela nous valut, samedi, un premier set flamboyant, le plus beau de la semaine chez les dames. Helen Kalesi, cela se voyait, se sentait, allait au-dessus de ses moyens, un va-tout magnifique, à toute allure, dure ce que cela dure.

Cela a duré un set jusqu'à ce qu'un coup de dés la laisse, bras en croix, battue, sur la terre ocre. Elle avait tenté l'insurrection, fleur à la raquette. Et Steffi Graf, rien moins que la reine à venir, le lui fit payer au second set (7-6, 6-2).

Le courage toujours, mais inutile. Sur le court numéro un, dimanche après-midi, Kaminagrobis Meir a dévoré en trois coups de dent rapides (6-0, 6-1, 6-3) le Français Patrice Kuchna. Une exécution sans haine ni violence, mais sommaire. Un peu l'histoire de deux joueurs qui ne joueraient plus au même jeu. Avec son courage pour seul argument, Patrice Kuchna craint d'avoir été, c'est lui qui le dit, « ridiculisé ». Même pas. Meir, indifférent et superbe, a simplement tenu son rang. Il en ridiculiserait bien d'autres. Et, de plus renommés.

Alors, Patrice Kuchna, très intelligemment, a fait sa conférence de presse d'adieu. Il a remercié le public « de n'être point parti avant la fin » de l'exécution. Il a remercié la presse pour tout le bien qu'elle pense de lui. Il a remercié les organisateurs pour le central bis et les places de parking. Il a surtout remercié le ciel pour sa réussite exemplaire dans ce tournoi.

Il a ajouté : « Dans le tennis, il y a les cinquante premiers, ceux qui gagnent des montages d'argent. Je n'y serai jamais. Et puis, il y a tous ceux qui sont derrière, et qui s'efforcent simplement de gagner leur vie. C'est ma place. J'ai choisi le tennis. Et je vais m'efforcer d'en vivre. Merci à tous... On a connu de pires sorties.

PIERRE GEORGES.

AUTOMOBILISME : le Grand Prix de Monaco

La bonne « assiette » de Senna

Le 45^e Grand Prix de Monaco de formule 1 automobile a été gagné, dimanche 31 mai, par le Brésilien Ayrton Senna (Lotus-Honda), qui a devancé son compatriote Nelson Piquet (Williams-Honda) de 38 secondes et l'Italien Michele Alboreto (Ferrari) de 1 minute et 12 secondes. Alain Prost, vainqueur des trois années précédentes, a dû s'arrêter, moteur cassé à deux tours de l'arrivée, alors qu'il occupait la troisième place. Le champion du monde des conducteurs en titre conserve toutefois la tête de ce classement avec trois points d'avance sur Senna. Au-delà du double des pilotes brésiliens et du moteur Honda, qui ne s'était jamais imposé sur le circuit urbain de la principauté, le Grand Prix de Monaco a été marqué par un événement technologique : la première victoire de la suspension « active », qui équipe les Lotus depuis le début de la saison.

MONACO de notre envoyé spécial

« Le jour où notre suspension « active » sera parfaitement fiable, Ayrton Senna deviendra intouchable pour les autres pilotes. » Souvent raillé pour son optimisme un peu excessif - on parle en plaisantant du coefficient de confiance de la formule 1 - Gérard Ducarouge, le directeur technique français de l'écurie Lotus, était encore plus enthousiaste qu'il l'était depuis le début de la saison. « Le monopole des pneus et la limitation de la puissance des moteurs vont resserrer les valeurs, explique-t-il. Le moindre détail peut faire la différence. Notre suspension originale peut jouer ce rôle. »

Ce jour tant attendu par l'écurie britannique est arrivé plus tôt que prévu, à Monaco, où Ayrton Senna, qui n'avait plus gagné depuis le Grand Prix de Detroit, en 1986, a pu signer son cinquième succès en formule 1 pour la cinquantième course de sa carrière. Comme à son habitude, le Brésilien n'avait rien négligé pour mettre tous les atouts de son côté. Alors que la plupart des pilotes avaient profité de l'absence d'essais le vendredi pour satisfaire leur passion pour le golf ou les bateaux offshore, il était le seul à être resté au paddock avec ses mécaniciens.

« J'ai connu des pilotes très près de leur équipe, mais jamais comme lui, raconte Gérard Ducarouge. Il veut toujours comprendre ce qui se passe sur sa voiture, son moteur ou le pourquoi de ses fautes. Il aime analyser à froid les situations et pense sans arrêt à son travail et au prochain essai. C'est un jeune professionnel qui a déjà la maturité de quelqu'un qui aurait quinze ans de formule 1. »

Comme un chien

Avec son ruban de bitume exigé, entre des rails de sécurité saccadant toute l'axe de conduite au prix maximal, le circuit urbain de Monaco se prêtait au pilotage folle et précis du Brésilien. C'est en participant qu'il était d'ailleurs révisé en 1984, en terminant deuxième d'un grand prix écourté par la pluie, derrière Alain Prost, auquel il a souvent été comparé pour sa viruosité au volant.

Si l'on se réfère à son arrêt tardif pour changer ses pneus (quarante et même des soixante-dix tours), alors qu'il était déjà en tête depuis

l'abandon du Britannique Nigel Mansell (Williams-Honda) dont le turbo avait cassé au trentième tour, Ayrton Senna a sans doute été particulièrement bien servi par la suspension « active » de sa Lotus. Beaucoup plus que les suspensions classiques, cette suspension « active » a été conçue pour limiter, en particulier, l'assure des pneus en supprimant théoriquement tous les mouvements qui leur sont néfastes : cabrage en accélération, piquage en freinage, roulis dans les virages.

« Cette suspension « active », explique Gérard Ducarouge, pourrait être comparée au comportement d'un chien dont le corps et surtout les jambes absorbent les irrégularités de la piste. Comme les pieds, les pneus enregistrent des sensations et les transmettent au cerveau qui est l'ordinateur. Celui-ci réagit instantanément et envoie ses ordres au système hydraulique, qui joue le rôle des muscles. »

L'étude de cette suspension « active », entreprise à l'Institut de technologie de Cranfield (Angleterre), et développée depuis le début des années 80 par une équipe de vingt-quatre ingénieurs de Lotus pour une utilisation ultérieure sur des voitures de série, a permis de doter les monopoles de Senna et du Japonais Satoru Nakajima de mini-ordinateurs embarqués, reliés à des « senseurs » placés à chaque articulation de roue.

Outre son rôle actif dans la protection de l'« assiette » de la voiture, ce système permet d'enregistrer au stand plusieurs dizaines de paramètres, contrôlés en permanence en course ou lors des essais. L'extrême sophistication du système constituait son talon d'Achille. Ainsi, il a été très délicat d'isoler des importantes vibrations de la voiture le système électronique placé près du siège du pilote.

Pendant quelque temps encore, la suspension « active » de Lotus ne se révélera peut-être pas toujours aussi fiable qu'à Monaco, mais la réussite d'Ayrton Senna va sans doute inciter d'autres écuries à poursuivre leurs recherches dans le même sens. Williams a déjà testé, en effet, une suspension hydraulique moins sophistiquée sans amélioration de performances. « Nous avons dans ce domaine trois ou quatre ans d'avance sur les autres écuries », estime Gérard Ducarouge. Lotus et Ayrton Senna ont, semble-t-il, les meilleures raisons de croire à leur avenir en formule 1.

GERARD ALBOUY.

Les résultats

Athlétisme

RECORDS DU MONDE ET D'EUROPE

Le Tchèque l'avantage Jan Zeleny, a battu, dimanche 31 mai à Nitra (Tchécoslovaquie), le record du monde du javelot avec un jet de 87,66 mètres. A Sofia, le Bulgare Klavdie Markov a amélioré son record d'Europe du triple saut en franchissant 17,81 mètres.

Automobilisme

CHAMPIONNAT DU MONDE DE FORMULE 1

Grand Prix de Monaco. Classement. - 1. Senna (Lotus-Honda) 259,584 km en 1 h 57 mn 54 s ; 2. Piquet (Williams-Honda) 1, 33 s ; 3. Alboreto (Ferrari) 1 h 1 mn 12 s. Championnat du monde des pilotes. - 1. Prost, 18 pts ; 2. Senna, 15 ; 3. Johansson, 13.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Deuxième division (premier tour). Cannes b. Caen 2-1 Lyon b. Mulhouse 4-3 Comtes et Lyon se rencontreront en barrage, mardi 2 et vendredi 5 juin, le vainqueur devant affronter le deuxième de première division pour l'accession parmi l'élite.

Jeu à XIII

DU CHAMPIONNAT DE FRANCE

XIII Catalan b. Le Pontet 11-3

Tennis

SIMPLE MESSIEURS

Seizièmes de finale. Samedi 30 mai. • Troisième quart de tableau. - K. Karpas (Sud, 11) b. Yannis (Arg, 94), 7-5, 6-2, 6-1 ; Benhabib (Fr, 41) b. Chesnokov (URSS, 36) 5-7, 6-4, 7-5, 6-3 ; Wilander (Sud, 4) b. Krickstein (EU, 30), 6-1, 6-7 (3-7), 6-0, 6-2 ;

Nash (Fr, 6) b. Skapers (PB, 85), 6-3, 6-3, 6-2.

• Quatrième quart de tableau. - Connors (EU, 8) b. Davin (Arg, 106), 6-3, 6-4, 6-3 ; Oudinot (RFA, 48) b. Kalesi (RFA, 68), 6-4, 5-7, 6-2, 4-4 ; Becker (RFA, 2) b. Sundström (Sud, 70), 6-1, 3-6, 6-3, 6-1 ; Aris (EU, 39) b. Arrese (Esp, 129), 4-6, 7-6 (7-4), 6-2, 4-6, 6-2.

Deuxième 31 mai

Huitièmes de finale

• Premier quart de tableau. - Gomez (Equat, 10) b. Sanchez (Esp, 19), 5-7, 1-6, 7-6 (7-4), 7-5, 6-4 ; Lendl (Tch, 1), Nystroem (Sud, 18), 1-6, 6-1, 5-7, 4-0 (match interrompu par la nuit).

• Deuxième quart de tableau. - Novacek (Tch, 48) b. Jaite (Arg, 15), 7-6, (7-4), 6-4, 6-7 (0-7), 6-3 ; Meir (Tch, 3) b. Kuchna (Fr, 325) 6-0, 6-1, 6-3.

SIMPLE DAMES

Huitièmes de finale

• Premier quart de tableau. - C. Kohde-Kilsch (RFA, 10) b. Tanziat (Fr, 31), 6-1, 3-6, 6-0 ; M. Navratilova (EU, 1) b. S. Hanika (RFA, 19), 6-0, 6-2.

• Deuxième quart de tableau. - C. Evert (EU, 3) b. K. Maleeva (Bulg, 17), 6-3, 6-1 ; R. Reggi (It, 22), b. H. Sukova (Tch, 5), 6-3, 4-6, 6-2.

• Troisième quart de tableau. - G. Schiavone (Arg, 8) b. K. Schlimper (Af. Sud, 66), 6-4, 6-1 ; A. Sanchez (Esp, 74) b. C. Karlsson (Sud, 146), 6-1, 6-4.

• Quatrième quart de tableau. - S. Graf (RFA, 2) b. H. Klesli (Cau, 37), 7-6 (7-3), 6-2 ; M. Maleeva (Bulg, 9) b. S. Rabe (EU, 25), 7-6 (7-3), 6-2.

Tennis de table

CHAMPIONNATS DE FRANCE

Patrick Rembert a remporté, dimanche 31 mai à Bagueres (Moules), le titre de champion de France en battant Patrick Bouchaud en finale (3 sets à 1). Chez les femmes, le titre est revenu à Nadine Pennes.

Culture

MUSIQUES

La semaine du mélomane

Choqué des intentions fantaisistes qui lui ont été prêtées, ici, la semaine dernière, le mélomane exige, en vertu du droit de réponse, la publication de ce qui suit à la même place et dans les mêmes caractères.

Lundi. — Malgré Maurizio Pollini à Pleyel, Mieczyslaw Horowitz à 21 heures, à la Comédie des Champs-Élysées, et Christa Ludwig à l'Athénée, j'ai écouté la symphonie Lobegans de Mendelssohn à Saint-Roch à 20 h 30, sous la direction de Jean Perissin.

Mardi. — J'ai regardé passer les vedettes du concert universel du Monde la Musique, salle Gaveau à 20 h 30 : Casadeu, Dalberto, Dumay, Egorov, Freire, Heiser, Meyer, Poulet... Je vous fais grâce des prénoms, ils sont sur toutes les lèvres. Tél. : 45-63-20-30.

Je prendrai ensuite mes quartiers au TMP-Châtelet, où l'Orchestre de Paris (mercredi), l'Orchestre national de France (jeudi) et l'Orchestre national de

Lyon (vendredi) joueront Ravel tous les soirs : j'espère comprendre enfin pourquoi l'Orchestre de Paris n'est pas national, comme celui de Lyon, et pourquoi l'Orchestre national de France n'avoue pas qu'il réside à Paris : quant aux œuvres, elles changent tous les soirs, mais qu'importe, Ravel c'est tout bon. Tél. : 42-61-19-53.

Samedi enfin, Mendelssohn toujours : l'ouverture des Hébrides et la Symphonie écossaise, par le Nouvel orchestre philharmonique dirigé par Maximiano Valdes, avec en prime le Concerto en fa de Chopin par Youri Egorov, à 20 h 30, à l'auditorium 104 de Radio-France. Tél. : 42-30-15-18.

Quant à Alys de Lully, au Théâtre Gabriel du château de Versailles, dans la production de l'Opéra-Comique (les 4, 5 et 10 juin à 20 h 30. Tél. : 39-50-71-18), c'est très beau mais je l'ai déjà entendu.

GÉRARD CONDÉ.

DANSE

Duo à La Rochelle

Les harmonies détonantes

A La Rochelle la maison de la culture lance sa saison d'été avec un ensemble de manifestations qui se sont terminées dimanche 31 mai.

Il est grand et bien carré, elle est toute neuve. Ils sont passés par l'école Béart et en sont sortis. Jackie Plançat et Tom Crocker dansent en duo. Ils ont dansé à La Rochelle, à la maison de la culture. Elle reste ouverte douze mois sur douze et a profité du long week-end de l'Ascension pour lancer sa saison d'été, avec un programme appelé justement « Duo », qui comprend des films classiques comme *Elle et lui* de Leo Mac Carey, une rareté : *Doublepente* et *Patacho*, le chef-d'œuvre de Sternberg et de *Marlene l'impératrice rouge*. L'enjeu de Capra clôturera la manifestation après un autre duo celui de Wilfride Pliet et Jean Guizot, sur des chorégraphies de Balanchine, Cunningham, De Groot.

rel et gastronomiques avec San Francisco.

Comme toutes les maisons de la culture — et en général les organismes du service public — celle de La Rochelle subit les conséquences des réductions de budget. Quant aux élus locaux, ils se préoccupent de chômage et des finances de la ville, celles de la culture viennent ensuite. Claude Hudelot affiche pourtant un optimisme agressif. Il a dû en trois ans licencier vingt-cinq personnes, mais il a pu équilibrer ses comptes. Equilibrer la fréquentation est autrement délicat. A La Rochelle comme partout ailleurs, le public attend de savoir pour aller voir.

Mais enfin il y avait du mouvement le jeudi de l'Ascension pour l'ouverture du programme *Duo*. Au premier étage, des objets disposés — par Sarkis — sur le plancher sont censés jouer avec douze costumes de Domènica Kadort, suspendus à un rideau qui délimite un espace ovale. Plus intéressante est l'exposition de Michel Diezmaide : il a rassemblé des photos par couples. Des sujets simples, pas trafiqués, qui se répondent ou se contredisent, qui forment un ensemble graphique, à moins que leur rapprochement arbitraire ne raconte une histoire mystérieuse, comme cette statue d'éphèbe grec au bras levé surgi, nu, d'un feuillage scintillant et au-dessus un escabeau qui se perd dans l'ombre.

Couple encore, celui des comédiens Hugues Roche et Francis Lebarbier. Ils se maquillent en clowns et donnent leur version de *la Divine Comédie*, œuvre légendaire très peu connue. Leur spectacle qui s'appelle *la Diviner Clownerie*, commence avec une joyeuse insolence, mais ne tient pas la distance — presque deux heures — et les allusions à Dante relèvent des pages roses.

Après quoi, il restait peu de spectateurs pour Jackie Plançat et Tom Crocker. Pourtant, ils forment un vrai duo de gens qui se connaissent, jouent totalement ensemble de leur accord et de leurs contrastes. Sur-tout, ils possèdent le talent du méliage. Ils jouent comme ils s'habillent, en harmonisant des mélanges détonants. Ils font du rap en français, de la bossa nova en espagnol, décalent les rythmes, jonglent avec les allusions, les citations. C'est très sophistiqué, et plus encore réjouissant.

COLETTE GODARD.

Genesis à Bercy et à l'hippodrome de Vincennes

Le travail bien fait

Donnant le coup d'envoi d'une série de concerts avec les grands noms du rock (Peter Dinklage, U2, Prince, David Bowie), Genesis sera le mardi 2 juin à Bercy et le mercredi 3 à l'hippodrome de Vincennes avec Paul Young en première partie.

De tous les dinosaures, façon Pink Floyd ou Supertramp, Genesis est celui qui a su le mieux se renouveler et maintenir une exigence musicale en évitant les pesanteurs.

On ne donnait pourtant pas cher de sa peau, lorsque, en 1973, Peter Dinklage, qui tient le devant de la scène, annonce son départ en période de gloire. Phil Collins, le batteur, lui succède au chant avec une voix au timbre similaire, et l'on découvre alors que, sous la signature Genesis, le travail de composition est bien celui d'une équipe. Si le groupe perd de son éclat et de sa vigueur, son inspiration est peu entamée. Deux ans plus tard, ce sera au tour du guitariste Steve Haskett de plier bagage, cette fois encore sans incidence sur le parcours du groupe qui titre l'album suivant : *And Then There Were Three* (Ainsi donc nous voilà trois). Aujourd'hui ce sont toujours ces trois-là qui mènent la danse au sommet des hit-parades internationaux : Phil Collins au chant et à la batterie, Tony Banks aux claviers, Mike Rutherford à la basse et à la guitare.

Pourtant, il n'y a plus grand-chose en commun entre le Genesis des débuts et celui du nouvel album, *Invisible Touch*. Prototype typiquement anglais de ce que l'on appelait pompeusement le « rock progressif » dans la première partie des années 70, le groupe a évolué tranquillement vers une musique carrée, teintée funky. C'est là avant tout l'influence de Phil Collins, touche-à-tout inspiré et curieux, qui mène parallèlement une carrière solo avec succès qui prête régulièrement ses talents de batteur et de producteur

aux musiciens les plus divers sans distinction de style.

S'il y a une leçon à tirer, c'est celle du travail bien fait. Production à l'équerre, maîtrise parfaite des instruments et des techniques de studio, mélodies bien ficelées, sens de la synthèse, on est musicien avant tout chez Genesis. Ni au-devant ni à la traîne, on n'invente pas : on s'adapte. Et sans déchaîner les passions, le groupe correspond à chaque fois aux standards des époques qu'il traverse.

ALAIN WAIS.

★ Le 2 juin à Bercy ; le 3 à l'hippodrome de Vincennes ; le 14 à Nancy ; le 23 à Nantes. Disques chez Virgin.

A l'occasion de la parution des Anthologies de Nouvelles et de Poésie Japonaises Contemporaines aux Editions Gallimard

CONCOURS D'ESSAIS POUR UN SÉJOUR AU JAPON

THÈME

"Impressions de lecture des Anthologies de Nouvelles et de Poésie Japonaises Contemporaines"

Tre catégorie : Nouvelles - 2ème catégorie : Poésie. La fondation Konishi pour les relations internationales et la Maison d'Éditions Gallimard organisent ce Concours sous le patronage du Ministère français des Affaires Étrangères et de l'Ambassade du Japon en France. Les candidats doivent être de nationalité française et âgés de 18 à 35 ans. Date limite de dépôt des essais : le 31 Août 1987.

PRIX

Un premier prix dans chaque catégorie : une invitation pour un séjour d'une semaine au Japon pendant les vacances de Pâques en 1988 plus 10.000 F. pour frais de séjour. Un second prix dans chaque catégorie d'un montant de 7.500 F.

Pour obtenir un dossier d'inscription et le règlement de ce concours, écrire à la Fondation Konishi C/O Service Culturel et d'Information de l'Ambassade du Japon - 7, rue de Tilsitt, 75017 PARIS, avec enveloppe timbrée à vos nom et adresse pour la réponse. Aucun renseignement ne sera donné par téléphone.

THEATRE MONTPARNASSE

avec Paul Borge Jean-Michel Dupuis

CON-VERSIONS

Lucienne Hamon Jean-Paul Roussillon Caroline Sthol

APRES UN ENTERREMENT.

Patrick Kerbrat une pièce de

Yasmina Reza

PREMIER DE LA FONDATION KONISHI

MOLIERE

DU MEILLEUR AUTEUR

43227774

ou foyer des 18 h assiettes gourmandes et vins choisis

Communication

L'introduction de la publicité politique à la télévision

La CNCL semble réticente avant l'élection présidentielle

Après des consultations menées depuis plus d'un mois, la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) ne semble guère pressée de voir la publicité politique s'introduire sur les écrans de la télévision comme l'autorise la loi de septembre 1986. Elle souhaite en effet une période probatoire d'un an « compte tenu des incidences d'une telle innovation dans le débat démocratique ».

Cette expérimentation peut-elle commencer avant l'élection présidentielle de mars 1988 ? La CNCL pose la question sans la trancher. Elle fait néanmoins remarquer que les débats semblent bien courts, la publicité politique étant interdite pendant la campagne électorale pour laquelle elle souhaite une « période de neutralisation » avant le début de celle-ci.

La prudence de la CNCL reflète l'indécision de l'opinion. Publicitaires et partis politiques restent très divisés et, selon de récents sondages, les téléspectateurs sont réticents. Dans un document de réflexion rendu public le 1^{er} juin, la CNCL met à plat l'ensemble des problèmes

déontologiques encore sans solution. Qui a le droit de faire des spots politiques à la télévision ? Toute personne physique et morale, les seuls partis ou les formations représentées au Parlement ?

Faut-il limiter l'accès d'une même personne à dix minutes par an de publicité par exemple ? Le diffuseur peut-il refuser une publicité politique ? Faut-il limiter le nombre de spots politiques dans un même écran ? Peuvent-ils interrompre le journal télévisé, une émission politique, et utiliser des stars de la télévision ?

La CNCL fait état de « sa plus extrême réserve » sur la publicité négative et comparative, largement pratiquée aux États-Unis, et estime qu'elle doit être contrôlée « avec la plus grande prudence » pour éviter l'injure et la diffamation. Sur le problème-clé des tarifs, la Commission évoque la gratuité totale comme le prix commercial normal et semble préférer la formule d'un abatement semblable à celui consenti pour la publicité collective.

J.-F. L.

Les salaires des stars

73 % des Français sont scandalisés par la surenchère

Les chiffres sont sans appel. Selon un sondage réalisé pour le *Journal du Dimanche* par l'Institut IPSOS auprès de neuf cents personnes interrogées du 19 au 22 mai, les Français dans leur très grande majorité se disent scandalisés par les salaires payés aux vedettes de la télévision, lors des transferts d'une chaîne à l'autre ou de la signature de nouveaux contrats : 73 % sont choqués par les rémunérations des animateurs (Colliard, Sabatier, Sébastien...) et 65 % lorsqu'il s'agit de journalistes (Ockrent, Mourou, Sinclair...).

Les rétributions « sages et honnêtes » devraient, selon le quart des personnes interrogées, être de 15 000 F au maximum. A peine 6 % admettent qu'elles puissent se situer

dans une fourchette de 36 000 à 50 000 F mais, curieusement, ils sont 18 % à juger que la barre des 50 000 F peut être dépassée. Il ressort aussi de l'enquête que le salaire moyen devrait tourner autour de 36 000 F. La réalité est tout autre. Ainsi les revenus globaux (salaires et prestations diverses) atteignent des sommets : 230 000 F pour Christine Ockrent, 130 000 F pour Yves Mourou, 130 000 F pour Patrick Poivre d'Arvor, etc.

Autre élément intéressant ressortant du sondage, l'importance des salaires ne correspond pas à la popularité de ceux qui les perçoivent. Ainsi, Michel Drucker et Anne Sinclair viennent en tête du hit-parade, et sont restés fidèles à leur chaîne d'origine.

MAISON DE LA POESIE

Association internationale pour la Poésie de Paris 10, rue de Valenciennes (75) - M° Balais - Tél. : 01-36-27-33

Hommage à SAINT-JOHN PERSE

« EXIL »

de Saint-John Perse

mise en scène : Michèle Lonsdale

interprétation : Ewène Moerli

mardi 2, mercredi 3, jeudi 4,

mardi 9, mercredi 10,

vendredi 12 juin, à 20 h 30

FESTIVAL DE SAINT-DENIS

PERGOLESE

« Stabat Mater »

KATIA RICCIARELLI

NATHALIE STUTZMANN

ODIF/MERCIER

SAINT-DENIS

Basilique - 4 juin - 20 h 30

Loc. 42.43.06.61 - FNAC

Partenariat par le C.T. Paris

Le Monde sur minitel

ROLAND-GARROS

Faites vos pronostics et gagnez des livres

36.15 TAPÉZ LEMONDE



TOUTES LES EMOTIONS
POUR 1,38 F PAR JOUR

C'EST ÇA LA REDEVANCE TELEVISION

VOTRE TICKET D'ENTREE DANS LE MONDE DE L'AUDIOVISUEL

MULTICOM

Lundi 1^{er} juin

20.35 Cinéma : La petite. ■ Film américain de Louis Malle (1978). Avec Brook Shields, Keith Carradine, Susan Sarandon, Frances Faye, Antonio Fargas. *La fille d'une prostituée, est initiée, à son tour, au métier de sa mère. Elle se lie d'am-*

FRANCE-MUSIQUE

20-30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 25 avril 1985 à Philadelphie) : Luisa Miller, ouverture de Verdi ; Symphonie n° 3 de Copland ; Concerto pour piano et orchestre n° 5 en mi bémol majeur, op. 73 de Beethoven, par l'orchestre de Philadelphie, dir. Riccardo Muti ; Entrée : chansons de noces de Balakirev ; à 22.35, Scherchen et Dallapiccola ; à 23.10, feuillettes : Mahler ; à 23.40, l'expressionnisme suédois. 24.00 *Parité natales*. Les mères fêtes.

14.00 Documentaire : L'encyclopédie audiovisuelle du cinéma. 14.30 Magazine *Paris-choc* (rediff.). 15.00 Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant. 15.50 Documentaire : Meubres de style. 16.00 Documentaire : Mer du Nord, mer Baltique. 16.53 Jazz clip. 17.00 Feuilleton : Madame et son fantôme. 17.25 Citoyennes. 17.30 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Dîner animé : Les 18 ans de la France. 18.15 *Le grand jeu*. 18.57 Jesse clip, petit bonhomme. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, Actualités régionales. 19.55 Dessin animé : Ulysse 31. 20.05 Jeux X. La classe. 20.30 L'accord, pas d'accord. 20.35 La dernière séance. **Présentoir film : Les chevaliers de la Table ronde.** ■ ► Film américain de Richard Thorpe (1955). Avec Robert Taylor, Richard Widmark, Robert Strauss, Robert Taylor, dans une manière hollywoodienne : brillantes scènes d'aventures et de batailles, amour romantique. Du spectacle. 22.30 Dessins animés : Tom et Jerry, Tex Avery. 22.55 Journal. 23.20. *Pauline film : La porte du diable.* ■ Film américain de Robert Taylor (1950). Avec Robert Taylor, Louis Calhern, Paula Raymond, *La porte du diable* : «... à chasser aux sorcières... ce western, très courageux - et bouleversant -, est un contrat implacable du sort fait aux

20.30 Concert (donné le 14 octobre 1986 à Leipzig) : Novollettas, Concerto pour violoncelle et orchestre, Symphonie n° 3 de Lutoslawski, par l'Orchestre symphonique de la radio de Leipzig, dir. Witold Lutoslawski. 23.00 Les soires de France-Musique. A 23.10, Jazz-club, en direct du Magnetic Terrace.

Programmes du dimanche 31 mai, à 20 h 30. TF1 : la Revanche (film) ; A2 : - Le sang des Atrides - (téléfilm) ; FR 3 : - Sur la piste du crime - [série] ; Canal Plus : Officier et gentleman (film) ; la 5 : l'Ous et la poupée (film) ; M6 : - Les yeux de la mort - (téléfilm).

Education

Le congrès des parents d'élèves de la PEEP

Douche écossaise pour M. Monory

La présence de M. René Monory à l'ouverture du sixième congrès de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), qui s'est tenu à Blois du 28 au 30 mai, a été l'occasion pour la seconde organisation nationale de parents (1) de réaffirmer de façon spectaculaire sa volonté d'indépendance à l'égard du pouvoir politique.

BLOIS
de notre envoyé spécial

Alors que tous les ministres de l'éducation boudaient depuis dix ans l'invitation traditionnelle de la PEEP à son congrès, M. Monory est venu saluer les adhérents d'une fédération considérée comme son allié. Car les parents de la PEEP, s'ils refusent l'étiquette « de droite », ne se situent pas précisément « à gauche ».

Le ministre n'a pas été déçu de son voyage qui lui a réservé quelques émotions fortes. C'est par un discours amer que l'a accueilli M. Jacques Hui, président de la PEEP depuis un an. En évoquant « l'absence de concertation douloureusement ressentie depuis un an », M. Hui a exprimé les états d'âme d'une fédération qui supporte d'autant plus mal d'être écartée des réflexions ministérielles, qu'elle approuve nombre de orientations prises par M. Monory (offensive contre la FEN, statut des maîtres directeurs, projet de loi sur l'apprentissage).

« Nous ne sommes pas satisfaits... nous ne sommes pas satisfaits », a martelé le président de la PEEP, qui a expliqué par le défaut de dialogue la colère des lycéens et étudiants de l'automne, survenue « alors que l'on avait fait fi de toutes les remarques ».

présentées par les différents par-tenaires au cours des mois qui précèdent » à propos du projet de loi Devaquet. Enfin le calendrier scolaire fixé par M. Monory pour 1987-1988, avec sa rentrée retardée d'une semaine est pour la PEEP « un indiscutable retour en arrière ». Il a « brisé la dynamique » qu'avait amorcée M. Chevènement en faisant alterner presque régulièrement périodes de travail et de congé.

L'apreté de ces critiques était d'autant plus frappante qu'elles étaient exprimées, en face du principal intéressé, par un homme dont l'aspect austère ne présage aucun écart de langage. M. Hui a même mis en sourdine les traditionnelles diatribes contre la FCPE, la fédération des parents de l'école publique. Au collège comme au lycée, elle prône un enseignement « modulaire », adapté au rythme d'acquisition de chacun. Dans les lycées, elle propose de remplacer les actuelles filières par un enseignement à la carte. Une période banalisée en début de seconde permettrait à l'élève de se situer et de faire ses choix de façon non irréversible. Le travail généralisé ferait l'objet d'un travail interdisciplinaire, favorisant l'acquisition des méthodes et l'accès à l'enseignement supérieur.

Enseignement « modulaire »

Mais le ministre n'était pas venu seulement pour se faire rabrouer. Il a remporté un franc succès en présentant son « plan prospectif pour l'éducation » (le Monde du 28 mai), mesures réclamées par la PEEP depuis onze ans. Et c'est debout que le millier de parents réunis au congrès l'a acclamé, tandis que la direction nationale prenait soin de marquer plus discrètement son enthousiasme. Léger décalage symbolique de la physionomie de la PEEP : traditionnelle — voire conservatrice — à la base, mais parfois plus audacieuse au sommet, lorsqu'elle propose par exemple de faire coïncider année scolaire et année civile ; ou

lorsqu'elle suggère un baccalauréat par unités capitalisables. La base a applaudi le ministre quand il a annoncé un texte prévoyant la distribution de toutes les propositions d'adhésion des associations de parents le jour de la rentrée scolaire, coup de griffe à la FCPE qui a la préférence des instituteurs. Mais elle a applaudi aussi la revendication d'une revalorisation de la formation enseignante assortie d'une « reconnaissance sélective des mérites » des professeurs.

Ayant choisi pour thème de son congrès « Une école aux rythmes des jeunes », la PEEP voulait marquer le souci de tenir compte de la diversité des élèves de l'école publique. Au collège comme au lycée, elle prône un enseignement « modulaire », adapté au rythme d'acquisition de chacun. Dans les lycées, elle propose de remplacer les actuelles filières par un enseignement à la carte. Une période banalisée en début de seconde permettrait à l'élève de se situer et de faire ses choix de façon non irréversible. Le travail généralisé ferait l'objet d'un travail interdisciplinaire, favorisant l'acquisition des méthodes et l'accès à l'enseignement supérieur.

Le baccalauréat devrait être « dédramatisé » par l'introduction d'un système d'unités capitalisables, l'examen restant national pour les disciplines majeures, mais pourrait être organisé localement pour les enseignements optionnels. Ces modifications devraient, selon la PEEP, connaître un début d'application dès la rentrée 1988, si l'on veut éviter l'implosion de la classe de seconde.

PHILIPPE BERNARD.

(1) La PEEP a obtenu 10,91 % des voix dans les écoles primaires et 31,05 % dans l'enseignement secondaire aux élections de parents d'élèves de novembre 1986.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Antoine et Félida GAUVIN sont heureux d'annoncer la naissance de

Timothée.

Le 24 mai 1987.

1, rue Saint-Louis, 78000 Versailles.

Décès

— M. Pierre AGARD, ses nièces et sa filleule, sa famille et ses amis, font part de la disparition de

Pierre-André AGARD,

survenu le 27 mai 1987.

Les obsèques ont eu lieu, le 29 mai 1987, dans la plus stricte intimité, à Bordeaux.

31, rue Lamourous, 33000 Bordeaux.
17, rue Caillaud, 33200 Cauderan.
156, avenue de la Libération, 33700 Mérignac.

— M. et M^{me} Maurice ALCAN, son frère et sa belle-sœur, ses neveux et nièces, petits-neveux et petites-nièces, ont le chagrin d'annoncer la mort de

Louise ALCAN, officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre, ancienne déportée d'Auschwitz.

Les obsèques seront célébrées le mardi 2 juin, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse.
Rendez-vous : entrée, 5, rue Emile-Richard (angle rue Froidevaux).

— L'Amicale des déportés d'Auschwitz et des camps de Haute-Silésie annonce avec tristesse le décès de

Louise ALCAN, sa secrétaire générale honoraire, et prie ses adhérents d'assister aux obsèques, le mardi 2 juin, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse.
Rendez-vous : entrée, 5, rue Emile-Richard (angle rue Froidevaux).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Sarah ANGEL et ses enfants ont la grande tristesse de faire part du décès de leur époux et père chéri,

M. Isaac ANGEL.

survenu à Paris, le 31 mai 1987. Les obsèques auront lieu, le mardi 2 juin, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

62, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

— Dijon, Bagnols-sur-Mer, Marsannay-le-Bois.

M. et M^{me} Jean-Louis Binche, M. et M^{me} Pierre Athias, ses enfants,

Véronique, Vincent, Gabriel, ses petits-enfants, M^{me} Jean Athias, ne sœur,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean ATHIAS, croix de guerre 1939-1945.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité de la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le Syndicat national français des dermatologues a le regret de faire part du décès de son président, le

professeur Robert DEGOS.

— M^{me} Simone Cino del Duca, Les membres du jury littéraire du prix Mondial Cino del Duca, ont la douleur de faire part du décès du

professeur Jean DELAY, membre de l'Académie française, de l'Académie de médecine, et du jury du prix Mondial Cino del Duca.

— M^{me} Henri Dubouef, son épouse,

M. et M^{me} Dominique Dubouef, M. et M^{me} Daniel Dubouef, ses fils et belles-filles,

Dorothee, Charlotte, Pierre, Eve, Mathieu, Amaury et Jean, ses petits-enfants,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès brutal de

M. Henri DUBOUEF, proviseur au lycée Diderot.

La cérémonie religieuse a lieu le lundi 1^{er} juin en l'église de Dardai-Larequille (Allier), sa paroisse, à 16 heures, et sera suivie de l'inhumation dans le nouveau de famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Lycée Diderot, 60, boulevard de La Villette, 75019 Paris.

— Les personnels et élèves du lycée technique Diderot ont la tristesse d'annoncer le décès brutal de leur proviseur,

M. Henri DUBOUEF.

Son dynamisme, sa droiture, ses compétences, son humour, son humanité, nous manquent déjà. Nous garderons le souvenir de cet homme hors du commun.

— M. et M^{me} Charles-Henry George, M. et M^{me} André Holleaux, Valérie et Marc Heilbrunn, Michel et Anne George, Stéphanie George, Marie-Noël Holleaux, Gérard Holleaux, ont la tristesse de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

M^{me} Maurice GEORGE, née Coraïsne Volf.

survenu le 21 mai 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

— Beyrouth, Lyon, Paris.

M^{me} Evalyone Hamdan et ses enfants,

Karim, Yasmine, Reda, M^{me} André Brun, ses enfants et petits-enfants, La famille Hamdan,

ont la douleur de faire part du décès du

professeur Hassan HAMDAN (Mehdi Amd)

assassiné à Beyrouth le 18 mai 1987.

— Ses amis,

font part du décès de

Douglas Adam KENNEDY,

survenu le 23 mai 1987 dans sa soixante-troisième année, des suites d'une longue maladie.

Ses obsèques seront célébrées au temple de Paris-Luxembourg, 58, rue Madame, 75006 Paris, le 3 juin, à 10 h 30.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommunales dans les Antilles britanniques de l'époque coloniale aux indépendances ».

— Faculté Orsay 1961-1962 MGP. Les anciens qui veulent se retrouver peuvent contacter 16 (1) 34-51-37-13.

— Université Paris-IV, le samedi 6 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Frédéric Barbier : « Livre, économie et sociétés industrielles en Allemagne et en France au XIX^e siècle (1840-1914) ».

— Université Paris-VIII-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil, le samedi 6 juin, à 9 heures, salle des Thèses, M. Jean-Paul Barbiche : « L'évolution des relations intercommun

Le Monde CADRES

ALLEZ-Y EN NEW MAN!

La poursuite de notre développement et l'amélioration de nos performances nécessitent la création de nouveaux postes dans nos structures. Nous recherchons des professionnels, ayant une réelle expérience dans leur domaine de compétence, capables de s'impliquer dans leur métier et de réussir avec nous.

Directeur de la franchise France

Réf. 718.87 M

Sous l'autorité du Directeur commercial France, ce cadre anime le réseau de franchisés (120 magasins) : organisation de la vente, formation du personnel, conseils en merchandising etc... Il assure également le développement du réseau par la recherche et la sélection de nouveaux points de vente. Participant à la définition de la politique commerciale, il est le garant de l'application de celle-ci dans le réseau de franchisés. Ce poste convient à un ESC de 35 ans environ, pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de l'animation et du développement d'une chaîne de franchise, de préférence dans l'industrie de la mode, à défaut dans les produits grand public.

Directeur des ventes France

Réf. 717.87 M

Sous l'autorité du Directeur commercial France, ce cadre participe à la définition de la politique commerciale et la met en œuvre sur le terrain : il anime et contrôle l'ensemble de la force de vente Homme, Femme et Enfant (30 représentants exclusifs) ; il s'assure de la qualité des implantations chez les détaillants multi-marques ; il fait la synthèse des informations sur l'évolution du marché. Ce poste concerne un ESC, de 35 ans environ, ayant l'expérience de la vente et de l'animation d'équipe acquise dans l'industrie de la mode ou dans les produits grand-public, familiarisé avec les contraintes d'une politique de marque.

Directeur Commercial Adjoint Division Internationale

Réf. 716.87 M

Sous l'autorité du Directeur commercial international, ce cadre participe à la définition de la politique export (30 % du chiffre d'affaires) : fixation des objectifs par pays, évolution des structures de distribution, tarification ; il seconde le Directeur commercial international dans la mise en œuvre de cette politique sur le terrain, au travers de nos filiales, de nos licenciés et de notre réseau d'agents encadrés par des chefs de zone. Ce poste convient à un diplômé ESC de 35 ans environ ayant une expérience de la vente et de la mise en place de structures sur les marchés export. La connaissance de notre métier est un plus. La pratique de l'anglais est indispensable : celle de l'espagnol ou de l'allemand serait appréciée.

Directeur collections Homme

Réf. 715.87 M

Ce cadre, sous l'autorité du Directeur coordonnant les collections, sera responsable de la réalisation de la collection depuis la mise au point des prototypes dans le respect d'un plan de collections, tant au niveau style que qualité et respect du calendrier. Il recherche et analyse les tendances, définit les modèles et sélectionne les matières correspondant au plan de collections et avec l'aide d'un adjoint, met en œuvre les phases de réalisation de la collection. Ce poste convient à un excellent professionnel, aimant le travail en équipe et ayant réussi à ce poste dans l'univers des produits sportswear. Une bonne connaissance du modelisme est souhaitée. Ce poste est basé à Paris avec de fréquents déplacements à Cholet.

Directeur technique tissus

Réf. 714.87 M

Sous l'autorité du Directeur des achats dont il est le "bras droit", ce cadre est l'interface entre les fournisseurs tissus et la production. Il prend en charge la recherche de nouvelles matières, la mise au point et l'application des formules de traitement des produits finis, la définition des normes de qualité et le contrôle des matières à la réception. Il veille à la bonne "confectionnabilité" des tissus et fournit compte tenu des exigences du style. Pour assurer sa mission, il s'appuie sur un laboratoire technique et sur un service de contrôle de la qualité. Ce poste convient à un ingénieur de 35 ans environ, possédant de très bonnes connaissances en chimie-textile, acquises dans le service finissage d'un tisseur ou d'un "converter".

Tous ces postes, sauf un, sont basés à Cholet. Les niveaux de rémunération doivent inciter des personnalités de bonne envergure à prendre contact avec nous. Nous serons attentifs aux potentialités de nos futurs collaborateurs.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence choisie à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTÈC

Terrailon Groupe Bernard Tapie

La Division Produits "Petit électroménager" (VIVALP) de TERRAILON, située près d'ANNECY, constitue un Centre de Profits autonome, disposant des moyens et des collaborateurs propres à assurer son activité et son développement.

Le Dirigeant que nous recherchons pour réaliser nos ambitions en France et en Europe sera totalement responsable de ces moyens et de ces équipes. A lui de les structurer et de les mobiliser. A lui surtout de développer au sein de cette Division Produits la créativité, le dynamisme et la volonté de gagner qui assureront sa réussite.

Avec vos dix années d'expérience du Marketing de produits grand public, vous vous considérez

aujourd'hui comme un "Business Manager". Vous maîtrisez tous les rouages de la distribution de ce type de produits, vous savez mobiliser les énergies, vous êtes un homme de développement aussi bien qu'un gestionnaire, un stratège aussi bien qu'un réalisateur.

Merci d'adresser votre dossier à notre Conseil MILO, sous la référence M/2012, qui l'étudiera en toute confidentialité.

MILO Ressources Humaines
3, avenue des Ternes - 75017 PARIS.



Adjoint du directeur commercial centres commerciaux et rénovation urbaine

Nos principales activités sont la promotion et l'exploitation d'équipements immobiliers à usage commercial. Nous avons à notre palmarès une centaine d'opérations dont 60 centres commerciaux qui portent les noms prestigieux de CRETEIL SOLEIL, BELLE EPINE, NANTES-BEAUJEU... C'est plus de 600 000 m² que nous avons pensés, réalisés et commercialisés et que nous gérons actuellement. Dans le cadre de nos objectifs de développement, nous recherchons l'adjoint de notre Directeur Commercial qui sera chargé en particulier, de créer un réseau national de partenaires commerciaux et d'apporteurs d'affaires, de l'animer et de le développer. Il interviendra par ailleurs sur les différentes missions de la direction commerciale : stratégie, marketing, expertise d'opérations, relations avec la distribution...

Diplôme d'une école de commerce ou d'ingénieurs, vous avez environ 30-35 ans, et une expérience commerciale comportant : responsabilités, négociations de haut niveau, initiative et créativité. Votre connaissance de la distribution ou de l'immobilier serait très appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous la référence 929 à Gilles DELALANDRE - COMPAGNIE BANCAIRE - 5, avenue Kleber - 75116 PARIS

SEGECE

■ groupe de la compagnie bancaire

Responsable maintenance et investissements

"concevoir, organiser, gérer"

Un des grands de l'industrie agro-alimentaire plusieurs usines en France et de nombreux licenciés à l'étranger, étaye sa Direction Industrielle et recherche le Responsable de la politique et de l'organisation de la maintenance ainsi que de l'étude et de la réalisation des investissements.

Sa mission :

- définir et mettre en œuvre une politique de maintenance,
- coordonner les investissements et piloter la réalisation des plus importants.

Son profil :

Ingénieur grande école (IDN, AM, ENSIA...) 5 à 8 ans d'expérience lui auront permis d'obtenir des résultats probants en terme d'efficacité et de coût dans la conception et la mise en œuvre d'une politique de maintenance au sein d'une entreprise industrielle performante. (Préciser dans le CV, actions menées et résultats obtenus). La connaissance des problèmes de conditionnement et de la sous-traitance d'activités de maintenance serait un atout. Ville sud-est.

Ecrire sous réf. VF 460 CM

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



SPECIALITES CHIMIQUES

Ingénieur de ventes Europe

Une importante société chimique, rattachée à un des premiers groupes industriels français, recherche un Ingénieur Chimiste ou Ecole Française de Papeterie (formation économique complémentaire appréciée).

Il sera chargé de développer en Europe, les ventes d'une gamme de produits destinés à l'industrie papetière. Il s'agit d'un domaine en développement et où la société a déjà une position importante.

Ce poste conviendrait à un candidat débutant ou ayant une première expérience professionnelle, dynamique, organisé et excellent négociateur. Connaissance de l'anglais indispensable (allemand souhaité). Possibilités d'évolution pour candidat de valeur. Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. DY 454 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Une importante société française (2000 personnes, 1,5 milliard), dotée d'outils industriels performants et filiale d'un groupe international, premier mondial dans sa branche, renforce ses équipes dans le cadre de projets de développement ambitieux et offre trois postes au sein de sa plus grande usine, à des Ingénieurs Généralistes : AM, IDN, HEI, INSA...

Responsable d'une unité de production automatisée

Il s'agit d'animer, gérer, optimiser et faire progresser une unité de production très moderne, fonctionnant en continu et comprenant un effectif de 50 personnes.

Ce poste conviendrait à un candidat, ayant de préférence une première expérience professionnelle en fabrication (la candidature d'un débutant de fort potentiel peut être envisagée), témoignant de très solides qualités d'opérateur : organisateur, animateur et gestionnaire. réf. RB 456 AM

Responsable automatisation de process

Il s'agit de faire franchir une nouvelle étape à l'automatisation de l'outil industriel, en prenant en charge l'ensemble des projets, depuis l'étude d'organisation jusqu'à la mise en place des systèmes. Ce poste conviendrait à un débutant, ayant manifesté soit par des stages, soit par une formation spécialisée complémentaire, une motivation et des aptitudes marquées pour réussir cette mission. réf. SC 457 AM

Responsable développement informatique production et systèmes experts

Il s'agit d'une part de faire franchir une nouvelle étape à l'informatisation de la gestion de production, d'autre part de mettre en place (après avoir été formé) un ensemble de systèmes experts à vocation industrielle. Ce poste conviendrait à un candidat généraliste, ayant soit par des stages, soit par une option, soit par une formation spécialisée complémentaire, manifesté une motivation et des aptitudes marquées pour l'informatique industrielle. réf. TD 458 AM

Ces trois postes nécessitent la connaissance de l'anglais et ouvrent de réelles possibilités d'évolution de carrière. Postes ville nord France.

Ecrire en précisant la référence.

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde CADRES

Le Livre, c'est aussi un Produit !

Voici pourquoi votre expérience **GRANDE CONSOMMATION** dans le marketing ou dans une direction des ventes ouverte sur le marketing, nous passionne...

DIRECTEUR COMMERCIAL d'un réseau grande diffusion (200 millions de CA), vous travaillerez en relation étroite avec d'importantes sociétés d'édition dont le **LIVRE DE POCHE** (25 nouveautés par mois et 23 millions de volumes).

Grâce à votre expérience **Marché**, vous assisterez les éditeurs dans l'élaboration des politiques produits, promotions, communication, et dans la définition des objectifs.

La stratégie commerciale ainsi définie, vous établirez la politique des ventes qui sera mise en place par votre Chef des Ventes et 12 Représentants auprès de votre cible : les 900 premiers libraires de France.

Avec une formation d'Ecole Supérieure de Commerce et 3 à 5 ans d'expérience professionnelle, vous êtes prêt à tenir cette fonction clé, dans un groupe et sur un marché qui évoluent vite.

Merci d'adresser votre lettre de candidature sous référence 7075/M à Gestion des Cadres du Groupe HACHETTE - 12, rue François 1^{er} - 75008 PARIS.



Hachette : l'enthousiasme ça se communique.

Hay Management Consultants

Responsable gestion des cadres

- salaire ouvert -

Agé d'au moins 32 ans, vous avez un niveau universitaire et vous êtes déjà un bon professionnel de la gestion des cadres ; vous êtes capable en outre, d'animer la communication interne (information/Formation/Groupes d'expression...).

Vous nous intéressez beaucoup si, de plus :

- vous pratiquez la méthode HAY pour l'analyse, l'évaluation des postes, la gestion des carrières et des rémunérations,
- vous parlez anglais et allemand,
- vous êtes « mobile » géographiquement, souhaitant évoluer dans un Groupe multinational, dont la filiale française est basée dans une région agréable de l'Est de la France.

Envoyez-nous votre dossier, sous la réf. 870124/LM, avec C.V., photo, salaire actuel ; il sera examiné en toute confidentialité par notre Conseil.

Sonia Lipoyez

13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS

Directeur Commercial techniques de soudure

bilingue allemand

Filiale de vente en France d'un groupe industriel allemand, spécialisée dans les techniques de soudure, recherche son futur Directeur Commercial. Il prendra en charge l'ensemble des activités de vente de la filiale, y compris la gestion commerciale. Les produits s'adressent essentiellement à une clientèle industrielle et aux revendeurs professionnels.

Le candidat idéal : formation supérieure, commercial de haut niveau, professionnel de la branche, solide expérience de la vente industrielle, bon contact, fiable, bon gestionnaire.

Pour le dialogue avec la maison-mère la maîtrise de la langue allemande est indispensable.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite + photo, sous référence 2734, à

Conseillers de Direction
franco-allemands
Klaus W. Hertrich
44, rue La Boétie
75008 PARIS
Téléphone : 48.63.49.24
Interconseil

Vous êtes un **COMMERCIAL** spécialisé dans l'assurance-vie et/ou les produits financiers.
Vous avez **TRENTE** ans environ et vous aspirez à recadrer votre carrière vers le Marketing au sein d'une entreprise à taille humaine, efficace et dynamique.
Devenez

L'adjoint au directeur du marketing

DE LAFFITTE INVESTISSEMENT

FILIALE DE L'EUROPÉENNE DE BANQUE

Vous y prendrez en mains la communication interne et les argumentaires de vente.

Vous participerez à la formation des commerciaux, aux actions de Promotion des Ventes et à la définition de la stratégie « produits ».

Adressez C.V. + photo + prétentions, sous la référence LM, à LAFFITTE INVESTISSEMENT - à l'attention de Monsieur Gilles BOUSTANY - 21, rue Laffitte - 75008 PARIS.

Laffitte Investissement



JURISTES

Droit International

Vous avez une formation juridique approfondie (Maîtrise + DESS ou équivalent).

Vous justifiez d'une première expérience réussie en Droit des Affaires (notamment dans le domaine du droit des contrats internationaux et des sociétés).

Vous aimez le travail en équipe, vous êtes disponible pour des déplacements et vous avez une bonne connaissance de l'anglais.

Vous êtes attiré par un poste de responsabilité au sein d'un grand groupe industriel, implanté dans le monde entier.

Merci d'adresser CV et photo, rémunération actuelle et prétentions sous réf. 91795/LM à
HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS
qui transmettra.
Confidentialité assurée.

Mission de secrétariat international.

Le responsable d'une entreprise internationale recherche son

Assistant(e) de direction.

Vous serez le garant de la mise en œuvre des procédures et de la circulation des informations au sein de notre petite équipe.

Secrétaire de direction expérimentée, vous devrez assister aux préoccupations de votre patron. Vous aurez à assurer, en outre, des tâches administratives de suivi des éléments comptables et de gestion.

Si vous êtes organisée, autonome et fiable, et si vous avez le sens du dialogue et de la communication, ce poste aux missions diversifiées sera à votre portée. La connaissance d'un matériel de traitement de texte vous sera utile.

Le poste est basé à Bruxelles et requiert une parfaite connaissance de la langue anglaise. La pratique d'une autre langue européenne serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence AD 761 à notre Conseil DATAID SELECTION - 48, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS.

DATAID SELECTION



LASER IMAGE
Groupe ODA-HAVAS
recherche dans le cadre de son expansion

DES INGENIEURS COMMERCIAUX HF

pour ouvrir son activité à d'autres secteurs.

LA MISSION :

- ils auront à assurer :
- la prospection commerciale,
- l'émission des propositions,
- le suivi commercial des clients.

LE PROFIL : expérience commerciale réussie de 4 à 5 années dans une société de services ou agence de publicité.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à Evelyne MALACH - ODA - 136, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY.

ORGANISER ET COORDONNER

Le MATIF : un marché qui ne cesse de grandir.

Notre société, la C.C.L.F.P. (Chambre de Compensation des Instruments Financiers de Paris) assure l'organisation, le contrôle et l'administration du MATIF.

Notre département « Recherche et Développement » crée aujourd'hui un nouveau poste.

Vous organiserez et coordonnerez les différents travaux relatifs au lancement des nouveaux contrats du MATIF. Sans exécuter vous-même, vous veillerez à la réalisation des tâches (par exemple, rédaction des brochures techniques, séminaires de formation des adhérents, règles de comptabilisation des opérations financières...). Vous n'aurez pas besoin d'être un « technicien » des marchés à terme mais vous comprendrez le langage de vos interlocuteurs.

Après une formation supérieure (Sciences Po, ESC, universitaire...), et plusieurs années d'expérience professionnelle, si possible dans l'organisation administrative, VOUS SOHAITEZ PARTICIPER AU FANTASTIQUE DEVELOPPEMENT DES MARCHES FINANCIERS. Esprit d'organisation, aptitudes à la rédaction, rigueur, sens des contacts sont les qualités de base pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant votre salaire actuel, à notre Conseil, s/réf. M 168 à l'attention de Catherine ROIZOT.

Onicor 34, Bd. Haussmann 75009 Paris



LE GROUPE D'ASSURANCES
MUTUELLES DE FRANCE
recherche pour
CHARTRES

Jeunes Ingénieurs ou MIAGE

Participez au développement informatique du GAMF dans un contexte dynamique et motivant

■ FORMATION ASSURÉE ■

Environnement IBM - 50 milliards d'octets en ligne - plus de 1.000 terminaux.

Merci d'adresser CV + photo + prétentions sous réf. JI à la Direction des Ressources Humaines 7, avenue Marcel Proust - 28032 CHARTRES

CHANEL

PARIS

RESPONSABLE D'EDITION

Au sein de notre Département Marketing, nous vous confierons la gestion des besoins en édition des secteurs PARFUMS BEAUTE.

Vous définirez les actions avec les Chefs de Produit et participerez à la conception de l'édition. Vous gèrerez le planning de préparation avec le studio, les rédacteurs, les traducteurs et les photographes. Vous suivrez le budget des frais techniques et la gestion des stocks.

A la fois littéraire et homme (ou femme) de rigueur, vous avez une solide expérience de Chef de Fabrication Edition Publicitaire ou d'une fonction similaire.

Nous examinerons volontiers le dossier de candidature que vous adresserez à C. PIERESCHI - Directeur du Développement des Ressources Humaines - CHANEL, 135 Av. C de Gaulle, 92521 NEUILLY/SEINE CEDEX.

JURISTE SOCIAL : IL S'AGIT D'ASSURER...

Quoi de plus normal dès lors que notre groupe compte parmi les plus importants de son secteur d'activité ?

Rattaché au responsable des affaires juridiques et sociales, vous l'assisterez dans 2 grands domaines :

- JURIDIQUE : • préparation des négociations et des accords (accords d'entreprise, droit syndical, accords des salariés),
- gestion des dossiers
- suivi des conventions collectives

SOCIAL : • suivi de la législation et de sa bonne application

• suivi des contentieux

Jeune juriste de formation (27 ans environ), votre expérience (2/4 ans) en entreprise ou cabinet vous encourage à postuler valablement. Cette expérience a aiguisé vos qualités d'analyse, de réflexion.

Vous estimez enfin qu'un travail d'équipe profite à l'ensemble de votre mission.

Merci d'adresser votre CV accompagné d'une photo et d'une lettre mentionnant votre salaire actuel sous référence 137Q à notre Conseil HB, 66 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

Le Monde
CADRES

Société PARIS 13^e - rue de Tolbiac

**Domaines : Etudes réseaux
Téléinformatique**

recherche

INGÉNIEUR TÉLÉCOMMUNICATIONS

Expérience 5 ans et plus en
● Réseaux multiservice ● Commutation
● Gestion et supervision de réseaux

INGÉNIEUR EN TÉLÉINFORMATIQUE

Expérience 5 ans et plus en
● Réseaux de transmission de données X 25
● Architecture 180

INGÉNIEUR LOGICIEL (orienté téléinformatique)

Première expérience exigée en
● Logiciels de base
● Connaissances approfondies
● 88000, 8086/88
● MS DOS (système, BIOS...)
● Langage C

Envoyer C.V. sous n° 6 627
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy - Paris 7^e

**Ingénieurs commerciaux
monétique**

300.000 F +

Commerciaux grands comptes - L'une des toutes premières SSII dans le domaine monétique recherche dans le cadre de sa forte expansion des ingénieurs commerciaux grands comptes. En charge d'un portefeuille de clients, ils auront pour mission d'analyser les besoins propres à chaque secteur d'activité (grande distribution, banques...) dans le domaine des moyens de paiement. Ils assureront un rôle de conseil et proposeront des prestations adaptées (traitements spécifiques, implantations de fonctionnalités nouvelles, construction et maintenance de réseaux, définition des terminaux, personnalisation et utilisation des cartes...). Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po., ESC ou équivalent), ayant une première expérience réussie de la vente, acquise dans une SSII, dans un établissement financier ou chez un constructeur informatique. La rémunération de l'ordre de 300.000 francs sera assortie d'un intéressement. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9273M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Responsable régional
relations commerciales**

250.000 F

Contrats de services aux collectivités locales - Nous sommes un important groupe (chiffre d'affaires: 15 milliards de francs) développant ses activités dans différentes filières de services aux collectivités urbaines tant en France qu'à l'étranger. Nous souhaitons renforcer la structure commerciale "de terrain" dans notre secteur principal en recrutant un responsable régional. S'appuyant sur les directions régionales d'exploitation, il sera chargé, sur le terrain, d'entretenir et de développer les relations avec les représentants des collectivités locales pour négocier la conclusion ou l'exécution de contrats. Ce poste, dont la portée s'inscrit sur le long terme, intéresse un candidat âgé d'au moins 30 ans, possédant une formation supérieure, commerciale de préférence, et surtout une très grande aisance relationnelle et une excellente aptitude à la communication. Son expérience - 5 ans minimum - lui aura permis de bien connaître les principes de fonctionnement et les mécanismes de décisions au sein des collectivités locales. La rémunération de ce poste fonction de compétences offertes, pourra être de l'ordre de 250.000 francs par an; une voiture de fonction est fournie. Plusieurs postes sont à pourvoir mais nous nous sommes fixés des priorités: Bourgogne, Franche-Comté puis Aquitaine. Ecrire à G. MASSON en précisant la référence S/8194M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

FISONS Groupe Pharmaceutique Multinational recherche son **Lyon**

**Directeur administratif et
du personnel**

Membre du Conseil de Direction, sous l'autorité du P.D.G., vous prenez en charge la gestion des ressources humaines et l'administration du laboratoire: 450 personnes, 360 MF de CA. A environ 35 ans, vous avez 10 ans d'expérience dans un groupe international. Votre pratique de l'Anglais est professionnelle.

Imaginatif, diplomate, bon négociateur, votre autorité est naturelle, vous êtes au fait des techniques modernes de gestion du «Personnel» et de son développement. Le poste est à pourvoir à Lyon. Les entretiens ont lieu à Paris et à Lyon. Nous vous remercions de nous écrire (Réf. 1030 M).

DB SA, les 4 M, Chemin du Petit Bois, BP 18, 69131 Ecully Cedex
91 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris

DOMINIQUE BARRÉ SA
CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES

Nous mettons au service du Développement de notre Groupe, une stratégie de mobilité et d'évolution de nos Ressources Humaines. Pour appliquer cette stratégie, nous recherchons notre

Responsable de la gestion prévisionnelle

Après une expérience de Recrutement, vous voulez donner à vos activités une dimension plus large.

La puissance de notre Groupe, sa notoriété internationale, vous offrent un champ diversifié d'interventions: pour y réussir, vos qualités de négociation seront indispensables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 2013/M à notre Conseil, qui vous assure d'une totale confidentialité.

MILO Ressources Humaines
3, Avenue des Termes - 75017 PARIS

MILO
Ressources Humaines
3, Avenue des Termes 75017 Paris

UNIVERS DE
LA GESTION

MIDAS est la filiale française (C.A.: 450 MF) de la société américaine MIDAS International Inc. (du Groupe I.C. Industrial) et leader mondial dans le domaine des centres spécialisés dans la réparation rapide de l'automobile (plus de 2 000 centres dans le monde).

Notre forte croissance (+ 35 % de C.A. par an) et l'évolution interne nous amènent à rechercher notre

Futur directeur financier

qui sera basé à notre siège de Rueil-Malmaison dans la proche banlieue Ouest de Paris.

Il secondera le Directeur Financier actuel dans tous les domaines de la gestion financière (reporting mensuel, comptabilité générale, gestion de la trésorerie, audit, financement des nouveaux centres) et aura à acquiescer une expérience approfondie des rapports avec les franchisés de la Société ainsi que de très nombreux contacts extérieurs.

Nous demandons un profil jeune (32 à 38 ans), de formation ESC, un anglais courant et au moins 3 ans d'expérience dans un cabinet d'audit international ou dans un poste similaire. Nous recherchons une personnalité capable de motiver son équipe (15 personnes) et de prendre part activement à l'expansion et à la réussite du réseau. Des notions de droit des sociétés seraient un atout supplémentaire.

La personne sélectionnée aura la possibilité d'accéder rapidement au poste de DIRECTEUR FINANCIER et d'évoluer à l'intérieur du Groupe à terme.

Merci d'adresser votre C.V. + photo et détails de votre rémunération actuelle à M^{me} Muriel ABGRALL, Service du Personnel - MIDAS, B.P. 226 - 92503 RUEIL-MALMAISON Cedex.

MIDAS

Société spécialisée dans la distribution de produits de haute technologie informatique, filiale d'un groupe américain, crée dans le cadre de son développement, un poste de :

CONTRÔLEUR FINANCIER

Votre profil :

- âgé de 35 ans minimum et de formation souhaitée école de commerce et de gestion (HEC-ECS ou équivalent) ;
- une expérience de 5 ans minimum dans un poste similaire de préférence en entreprise anglo-saxonne ;
- l'esprit et la rigueur d'un gestionnaire mais aussi des qualités de relations humaines et de communication ;
- l'attrait pour l'environnement informatique ;
- anglais courant.

Le poste :

- élaboration et suivi du budget exploitation / investissement / financement et trésorerie,
- études et rentabilité des coûts et des prix,
- établissement des comptes consolidés et du reporting,
- animation du service comptable (clients et fournisseurs),
- suivi juridique, fiscal et social.

Rémunération motivante à la hauteur de vos performances dans un environnement agréable et dynamique.

Poste basé à Paris. Véhicule de fonction.

Merci d'adresser votre manuscrite C.V. et prétentions sous réf. CA/975 à notre conseil Monette HAYOUN - SCORRE - 47, rue du Maréchal Foch, 78000 VERSAILLES

**Auditeurs : la course en tête
au niveau européen.**

NIKE

Nous sommes nés aux Etats-Unis et nos éclatants succès dans le domaine de la chaussure (leader mondial) et du vêtement de sport, nous permettent d'être aujourd'hui, implantés dans le monde entier. Nous accentuons encore notre progression, notamment en Europe.

Audit Interne Europe ? Une fonction nouvelle mais très attendue car indispensable pour bien maîtriser notre expansion. En accord avec le Directeur Audit Groupe aux USA, le responsable que nous recherchons, basé à Paris, définit les objectifs et le plan d'audit interne pour les filiales européennes.

L'impact de la fonction est large : à travers des missions d'ordre financier et opérationnel, vous procéderez à l'examen critique des organisations, des procédures et des systèmes de gestion et recommanderez des améliorations à la Direction Générale.

De formation supérieure (Finance, Gestion), vous possédez une expérience de l'audit de 3 à 5 ans, acquise en Cabinet de type anglo-saxon ou au sein d'un Groupe. Vous vous exprimez indifféremment en anglais comme en français, avez de sérieuses bases en allemand et... ne craignez pas de vous déplacer souvent (en Europe et occasionnellement aux USA).

Autonome, créatif... votre sportif : vous n'en apprécierez que davantage votre contexte de travail et serez prompt à évoluer, d'ici 2 ans, vers d'autres responsabilités très motivantes.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV, photo, salaire actuel sous référence M 65506 GK à l'attention de Georges KRASNOVSKY.

TEG,
113 rue de
l'Université
75007
PARIS

The Executive Group

**Conduire et faire évoluer
notre contrôle de gestion**

AVIS

Leader en Europe, nous sommes l'une des 3 plus importantes sociétés de location de voitures au niveau mondial. En France, notre réseau compte plus de 1000 personnes et... 28 000 véhicules.

Nous souhaitons intégrer un Contrôleur de Gestion à potentiel, proche collaborateur de notre Directeur Administratif et Financier. Il anime une équipe de 3 analystes financiers, assure l'élaboration et le suivi des budgets et forecasts et s'implique dans le reporting par des analyses de gestion «pointues».

Au-delà du quotidien, son rôle est de développer l'organisation en affinant les procédures de contrôle et en améliorant le système de gestion prévisionnelle. Enfin, last but not least, il assiste et conseille nos Sociétés sœurs française suisse et luxembourgeoise.

28 ans environ, une bonne formation (Ecole Supérieure de Commerce, DECS...) et la pratique de l'anglais font un profil idéal. Sans oublier votre première expérience (3 ou 4 ans) acquise en Cabinet d'Audit et/ou en entreprise de service avec des responsabilités voisines.

Vos capacités d'analyse, votre souci d'anticipation et votre volonté de jouer un rôle moteur dans notre croissance feront de vous un partenaire privilégié de nos responsables opérationnels et vous permettront de poursuivre votre évolution au sein de notre Groupe. Poste basé à Paris la Défense.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV, photo, salaire actuel sous référence M 65600 GK à l'attention de Georges KRASNOVSKY.

TEG,
113 rue de
l'Université
75007
PARIS.

The Executive Group

UNIVERS DE
LA GESTION

Une importante Banque Anglo-Saxonne recherche son :

Directeur du Marketing

Paris

Excellent salaire + voiture

Rattaché au Directeur Général, il aura pour mission : de concevoir et évaluer les produits que la banque sera amenée à vendre; de mener et contrôler la mise en place des produits conçus; d'assurer et améliorer la communication de la banque tant au niveau interne qu'au niveau externe (relations publiques, contacts avec la Banque de France, le Trésor, la COB, le Syndicat des Agents de Change...).

D'excellente formation et parlant couramment anglais, vous avez un bon sens commercial et le goût des contacts.

Votre expérience dans un établissement bancaire vous permet d'en bien connaître le fonctionnement et les produits. Vous avez eu l'occasion d'écouter les milieux financiers officiels dans lesquels vous avez établi des contacts privilégiés.

Contactez Yves Boissonnat au (1) 40.70.00.36 ou envoyez CV + tél. + rém. actuelle à Michael Page Banking, 19 Av. George V, 75008 Paris sous réf. 864 MO.



Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement bancaire
Paris-Londres-Bruxelles-New-York-Sydney

Un important groupe industriel international (CA : supérieur à 4 milliards de FF - plus de 50 filiales), leader sur son marché, crée, dans le cadre de son expansion, plusieurs postes de :

Contrôleur de Gestion

Province

Salaire motivant

Rattaché au Responsable du Contrôle de Gestion du groupe, il sera chargé de l'élaboration des budgets, du suivi et de l'analyse des coûts, et participera activement à la mise en place de nouveaux outils de gestion.

Le champ d'activité des candidats portera en fonction de leur expérience acquise, sur le contrôle de gestion industriel ou commercial, pour le compte du groupe ou de ses filiales.

De formation supérieure (Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur), les candidats auront eu une expérience réussie (de 2 à 5 ans minimum) en cabinet d'audit ou en entreprise, acquise de préférence en milieu industriel. La structure de ce groupe international assure, pour les candidats à potentiel, de réelles perspectives d'évolution.

Contactez Jérôme Lacroix au (1) 40.70.00.36 ou envoyez CV + Tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 Avenue George V - 75008 Paris sous réf. 1170 JLM.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier
Paris-Londres-Bruxelles-New-York-SydneySociété spécialisée dans la distribution de consommables industriels
(CA : 60 Millions de F) recherche son :**Responsable Comptable**

(Futur D.A.F.)

Paris Nord

180 - 220.000 F

Directement rattaché au Directeur Général, il devra principalement :

- mettre en place les procédures de contrôle et de surveillance
- optimiser la gestion de trésorerie
- superviser et diriger les travaux de l'équipe comptable
- établir ou contrôler les déclarations sociales et fiscales.

De formation comptable + ESC, le candidat à potentiel évoluera à terme vers un poste de D.A.F.

Contactez Michel Guinet au (1) 40.70.00.36 ou envoyez un CV + Tél + rémunération actuelle à Michael Page Comptabilité, 19 Avenue George V, 75008 Paris, sous réf. 872 MG.



Michael Page Comptabilité

Spécialiste en recrutement comptable
Paris-Londres-Bruxelles-New-York-Sydney**Jeunes cadres financiers et comptables**

Votre avenir est au sein d'un groupe performant

La recherche de la qualité, le goût de l'innovation et le sens du travail en équipe sont quelques-uns des atouts qui ont permis au Groupe de la Compagnie Bancaire de devenir l'un des premiers établissements financiers privés européens. Il comprend aujourd'hui plus de 60 sociétés spécialisées dans le crédit (CETELEM, UCB, UFB...), l'assurance et les produits financiers (CARDIF, CORTAL...) ou la promotion immobilière (SINVM, SEGECE...).

Résolument tournés vers l'avenir, nous recherchons de jeunes collaborateurs de formation supérieure (écoles de commerce, droit, sciences économiques, sciences politiques...) possédant le DECS (débutant ou avec une première expérience) pour participer aux responsabilités de la Direction Financière et Comptable de la holding du groupe. Nous leur confierons soit des missions variées leur permettant de développer leurs connaissances comptables, juridiques, fiscales et informatiques, soit un poste dans un service opérationnel leur permettant d'acquies des compétences de manager. Dans ce contexte, ceux qui le souhaitent pourront poursuivre leur formation et accomplir le stage professionnel d'expertise comptable.

Notre gestion des ressources humaines donnant la priorité à la promotion interne, les pourrions dans l'avenir évoluer vers d'autres responsabilités au sein d'une filiale du groupe.

Pour établir un premier contact, veuillez envoyer votre lettre de candidature accompagnée d'un CV sous la référence 928 M à Gilles DELALANDRE
COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation Recrutement
5 Avenue Kléber - 75116 PARIS.

groupe de la compagnie bancaire

Banque (Paris 8*) en cours de création
recherche**Economiste débutant (H/F)**

pour documentation/études.

Cadre comptable (H/F)

spécialisé dans le domaine bancaire.

Analystes financiers (H/F)

expérimentés.

Prière d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé
s/réf. : 3344 en précisant le poste choisi
à Lévi Journeaux/Ascom, 57, bd Bonne Nouvelle
75008 Paris Cedex 08, qui transmettra.

NOUS SOMMES UN IMPORTANT ORGANISME

DU SECTEUR IMMOBILIER

(350 millions de chiffre d'affaires, 450 personnes)
spécialisé dans la construction et la location
de logements et nous recherchons :

UN ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

Vous aurez pour mission le montage et le suivi financier de tous les investissements (250 millions de francs/an), la recherche de nouvelles sources de financement dans le cadre d'une diversification des activités.

Vous superviserez la gestion de la trésorerie : vous animerez une équipe de 6 personnes.

Vous possédez une formation supérieure économique et financière (type DICS, école supérieure de commerce) et une première expérience bancaire ou immobilière.

Pour ce poste, basé à BEAUVAIS, merci d'adresser C.V., prétentions au MONDE PUBLICITE, sous le n° 8 630 M, 5, rue Montessuy, 75007 Paris.

Impl. établissement financier (Paris-17*)

recherche

UN(E) ASSISTANT(E) DE GESTION DE SICAV

à caractère obligatoire, qui aura à terme la responsabilité de sa gestion.

Le candidat sera diplômé de l'enseignement supérieur (2^e ou 3^e cycle éco, finance, maths), grandes écoles option finance, actuariat.

Il aura une première expérience ou des notions de base obligataires et sera fortement motivé par l'intervention sur les marchés financiers.

Envoyer C.V., photo et prêt. s/réf. 8 631 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Le Monde CADRES

ODA

Filiale du Groupe HAVAS

1 800 collaborateurs - + 2 milliards de C.A.

Régisseur de la Publicité dans les Annuaires du Téléphone

(Pages Jaunes, Pages Blanches, Annuaire Electronique...)

recherche :

pour son Département d'Administration des Commandes, son

DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

LA MISSION :

- diriger et animer un service de production (environ 180 personnes),
- assurer dans le cadre des prévisions et du budget la bonne exécution des commandes (400 000/an) dans le respect des délais et selon des procédures complexes,
- résoudre des problèmes techniques et d'organisation (méthode et ordonnancement).

LE PROFIL : De formation Ingénieur Grande Ecole (type AM), le candidat justifiera d'une expérience d'environ dix ans en tant que responsable de production administrative dans le domaine du service.

Habitué à gérer des volumes importants, et connaissant l'avenir d'informaticien de haut niveau, le candidat est capable d'exprimer des besoins complexes en y apportant des solutions.

Il devra posséder une excellente aptitude naturelle pour animer un service clé. Poste évolutif pour candidat de valeur.

Si vous êtes intéressés adressez votre lettre manuscrite, C.V. et prétentions à Evelyne MALACH - ODA

136, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.

TRANSPAC, société responsable de l'exploitation et de la commercialisation du réseau national de données informatiques; recherche, dans le cadre de sa diversification dans le domaine des réseaux privés et de l'ingénierie de réseau

Un Consultant

Ingénieur Grandes Ecoles (X, ENST, SUPÉLEC...)

Après d'une clientèle internationale essentiellement constituée de grandes entreprises publiques et privées, vous serez chargé de promouvoir l'offre de réseaux privés TRANSPAC et de conforter nos récents succès par une présence active sur ce marché en expansion rapide et fortement concurrentiel. Vous valoriserez aussi votre savoir-faire technique et marketing auprès des exploitants de systèmes X25 et X400, en France et à l'étranger, à travers des prestations d'ingénierie.

Vous bénéficiez d'une large autonomie au sein de notre équipe et serez responsable, pour chaque affaire, de sa commercialisation et du suivi de sa réalisation. Vous réaliserez vous-même certaines prestations de consultants. Vous serez rattaché au Directeur de l'ingénierie et des Affaires Internationales.

Vous possédez une expérience minimale de 3 ans, en télécommunications et avez le goût des négociations difficiles avec des interlocuteurs de haut niveau. Vous parlez anglais, et possédez également, et êtes prêt à effectuer des déplacements de courte durée à l'étranger.

Adressez C.V., photo et prétentions au
Département du Personnel et des Relations Humaines - TRANSPAC
Tour Maine-Montparnasse - 33, avenue du Maine - 75755 PARIS Cedex 16.



Le plus grand réseau mondial de transmissions de données.

Filiale d'un groupe international, cherche à pourvoir un poste de

CADRE, dans son département SECURITE INDUSTRIELLE

Ce poste, basé au siège social à PARIS, suppose des contacts fréquents avec les établissements situés sur l'ensemble du territoire. Il nécessite une expérience professionnelle (prévention - investigation) acquise soit en entreprise, soit en tant qu'officier, Commissaire de police, Inspecteur des Douanes.

Anglais courant.

Parmi les qualités requises : esprit d'initiative, réalisme, diplomatie, sens des contacts.

La rémunération pourra atteindre 300 000F/an si l'expérience antérieure le justifie.

Un développement de carrière est possible.

Discretion assurée.

Envoyer lettre de candidature manuscrite et CV en précisant sur l'enveloppe la réf. 3945 à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

RESPONSABLES RECOUVREMENT

CHOISISSEZ VOS ARMES.

Rejoignez un grand constructeur informatique européen et développez vos compétences dans une mission très complète :

Sous la responsabilité de la Direction Financière, vous serez intégré à notre équipe commerciale régionale pour participer au recouvrement de leurs créances. A votre actif : une formation supérieure commerciale et/ou financière, de bonnes connaissances en matière d'analyse financière et Droit des affaires et 5 ans d'expérience réussie dans un poste similaire au sein d'une entreprise de biens d'équipement ayant une clientèle de PME/PMI diversifiée.

Si vous êtes un homme de dialogue qui sait allier rigueur, disponibilité, fermeté et organisation, alors vous êtes bien armé pour réussir à ce poste évolutif à moyen terme vers des fonctions de contrôleur de gestion régional. Vous êtes également mobile pour votre clientèle. Postes à pourvoir à Fecès et à Nantes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. NH016 à Elizabeth LOYE, Division des Relations Humaines, ICL FRANCE, 24 avenue de l'Europe, 78140 VELIZY Cedex.

ICL

A LA POINTE DE L'INFORMATIQUE

UNIVERS DE LA GESTION

Directeur administratif

Banque - 400/450.000 F

Une banque à taille humaine, active sur le marché des PME et des particuliers et filiale d'un groupe bancaire international recherche son futur directeur administratif. Placé sous l'autorité du directeur général, il supervisera tous les services opérationnels du siège: comptabilité, compensation, portefeuille, étranger, inspection-contrôle et sera responsable fonctionnellement des services administratifs des agences. Sachant concilier dynamisme et esprit de synthèse, il saura motiver et organiser l'évolution des tâches dans ces différents domaines en ayant une bonne connaissance de l'évolution des besoins de la clientèle. Il sera aussi directement impliqué dans les projets de réorganisation administrative et de conversion informatique entreprises par la banque. Ce poste, basé à Paris, ne peut convenir qu'à un cadre âgé de 37 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po., ESC ou équivalent), ayant une expérience bancaire confirmée, par exemple, dans une direction centrale de banque de taille moyenne, notamment dans le domaine compensation-portefeuille. La pratique de l'animation d'équipes est nécessaire. La connaissance de l'anglais constituerait un atout supplémentaire, en particulier si une mobilité internationale est recherchée. Ecrire à H. CÉLERIER en précisant la référence A/R9275M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable informatique

Banque - 340.000 F

Une banque d'affaires à taille humaine, filiale d'un groupe bancaire international important, recherche son responsable informatique. Rattaché au directeur de l'organisation et de l'informatique, le candidat retenu sera dans un premier temps le conseiller informatique de ce responsable (environnement I.B.M.). Puis il assurera dans un délai de 2 ans maximum, la responsabilité globale de l'informatique et de l'organisation et animera à ce titre une équipe d'une trentaine de personnes. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de 35 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (type ENSI, ESCAE ou équivalent), possédant une excellente connaissance du milieu bancaire et justifiant d'une expérience de chef de projet ou de responsable des études au sein d'un établissement similaire. Evolution possible au sein du groupe. Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/R9260M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable des services financiers

LEANORD

180 personnes, 200 millions de francs de chiffre d'affaires (en progression de plus de 30% par an depuis 5 ans) occupe une place de premier plan sur le marché de la micro-informatique. Pour accompagner cette expansion, elle crée aujourd'hui le poste de responsable des services financiers. Rendant compte au secrétaire général, il animera une équipe de 7 personnes: comptabilité, contrôle de gestion et gestion budgétaire. Il suivra particulièrement l'établissement des bilans prévisionnels, la gestion de trésorerie et participera à l'amélioration de l'outil informatique. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation école de commerce (HEC, ESSEC, ESC, EDHEC) option finance comptabilité plus DECS, pouvant justifier d'une première expérience acquise en milieu industriel. L'évolution rapide de la société ouvre des perspectives intéressantes. La rémunération motivante dès le départ sera fonction des compétences offertes. Le poste est basé en métropole illoise. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence A/4874M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

19, résidence Flandre - 59178 CROUX - Tél. 28.72.52.25
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur adjoint

Gestion hospitalière privée - Paris - Nous sommes une importante association, plus que centenaire, gérant en Ile-de-France une dizaine d'établissements médicaux, sociaux et culturels. Nous disposons d'un important patrimoine immobilier, employons plus de 1000 salariés et notre budget annuel de fonctionnement avoisine les 200 millions de francs. Le directeur général de l'association recherche un adjoint pour le second dans l'ensemble de ses responsabilités mais plus particulièrement au niveau de l'élaboration des différents budgets et du contrôle de gestion, du plan d'information général, des questions financières et juridiques... Ce poste conviendrait à un cadre âgé d'au moins 30 ans, disposant d'une formation supérieure en gestion et comptabilité (niveau DECS). Une bonne connaissance du secteur hospitalier et/ou social serait appréciée. La rémunération sera essentiellement fonction du niveau de qualification acquise. Le poste est situé au siège à Paris. Ecrire à G. MASSON en précisant la référence S/8192M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable du contrôle budgétaire

Banque - 200/250.000 F

Une banque internationale de premier plan, spécialisée sur le marché des grandes entreprises multinationales recherche un responsable du contrôle budgétaire pour son siège à Paris. Placé sous l'autorité du responsable de la comptabilité analytique et du budget, il aura pour mission de proposer les directives et méthodes en matière budgétaire. Il participera à l'établissement du budget par segment d'activité et par produit. Sa connaissance de la micro-informatique lui permettra d'élaborer de nouvelles méthodes. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 25 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, SUP de CO ou équivalent) et doté d'un sens de la communication et d'une forte personnalité. Il aura une expérience d'au moins deux ans acquise dans une banque, dans une grande entreprise ou dans un cabinet d'audit. Une expérience dans le contrôle budgétaire sera un plus. De bonnes bases en anglais sont nécessaires pour ce poste très fortement évolutif pour un candidat de valeur. Ecrire à Hugues CÉLERIER en précisant la référence A/R9230M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune responsable affaires générales

Assurances

Un des tout premiers groupes d'assurances recherche pour la délégation région parisienne de sa société incendie-accidents un jeune responsable des affaires générales. Placé sous l'autorité directe du responsable de la région, il couvrira l'ensemble des tâches inhérentes à cette fonction: contrôle de gestion, administration du personnel, interface entre les utilisateurs et le siège pour les applications informatiques, services généraux etc... Il aura également des responsabilités directement opérationnelles relatives à la gestion des contrats (encaissements, recouvrement des primes). Il aura autorité sur 6 cadres eux-mêmes assistés de plusieurs dizaines de collaborateurs. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 28 ans minimum diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC, maîtrise de gestion...) justifiant d'une première expérience de la fonction ou d'une ou plusieurs composantes de celle-ci acquise de préférence dans une société du secteur tertiaire. Doté d'un réel potentiel, il devra avoir une expérience d'animation d'équipe, et posséder des facultés certaines de communication. Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/R9274M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Casino

L'un des premiers groupes privés français

(35 milliards de CA cumulés en 1986, une expérience de 3 à 5 ans en cabinet ou en entreprise, production agro-alimentaire) recherche pour sa Direction Comptabilité et Gestion au siège social

Auditeur comptable

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC option Finance-Comptabilité, MSTCF, DECS ou équivalent), âgé de 28/35 ans environ, vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans en cabinet ou en entreprise. Vous maîtriserez les comptes de nombreuses sociétés de notre groupe, auxquelles vous apporterez conseil et assistance technique. Votre personnalité et vos capacités de management nous permettront de vous offrir d'autres responsabilités dans l'un des sites comptables de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. MOC à CASINO, Service de Gestion des Ressources Humaines, 24 rue de la Montat, 42008 Saint Etienne Cedex.

NOUS DISTRIBUONS LA QUALITÉ, C'EST UN CHOIX. Casino

Dorma

Gérer et contrôler notre unité comptable, participer au développement commercial...

... de notre entreprise, filiale du puissant groupe textile international COATS-VIVELLA : voilà les grandes lignes de la mission qui attend le JEUNE CADRE COMPTABLE que recherche notre P.D.G.

Dépendant directement de ce dernier, en étroite liaison avec la Direction Commerciale, il assurera puis contrôlera toute notre activité comptable. Assurant une partie essentielle de l'interface financière avec la maison-mère en Angleterre, il aura à mettre en place puis concrétiser le reporting mensuel aux exigences de méthodologie, de délais ; à améliorer les procédures de gestion administrative des ventes. Il exercera une réelle action de contrôle, d'interprétation des résultats, puis de conseil et prévision financiers. Ce poste clef conviendrait à un(e) diplômé(e) d'Ecole de Commerce option finance ou similaire, + DECS souhaité. Une expérience probante en entreprise commerciale, de préférence anglo-saxonne, la maîtrise de l'anglais, de l'outil informatique, garantiront la réussite dans cette fonction à fort potentiel évolutif.

Marion DELPARD vous remercie de lui adresser votre dossier complet, sous réf. 8302-7, à

SEQUOIA Consultants
8, rue Cimarosa 75116 Paris.



BOSCH

OUTILLAGE ELECTROPORTATIF
recherche
pour sa comptabilité

CHEF COMPTABLE

possédant une bonne formation générale et comptable. Capacités d'organisation et d'encadrement de collaborateurs. Le candidat idéal aura entre 30 et 35 ans et plusieurs années d'expérience dans une fonction comparable.

Ecrivez avec C.V. manuscrit, photo et prêt. à : Service du Personnel - Société FBC S.A. B.P. 67, 93402 Saint-Ouen Cedex.

Moët-Hennessy

recherche au sein de la
DIRECTION FINANCIERE DU GROUPE
à PARIS, un jeune

attaché à la direction financière

Collaborateur direct du RESPONSABLE des FINANCEMENTS et de l'INFORMATION FINANCIERE DU GROUPE. Il sera associé - au sein de l'équipe financière - aux opérations relevant de ces deux domaines d'activité et à l'échelon français qu'international. Il lui sera par ailleurs confié, dans le cadre de projets élaborés au niveau de la Société Holding, des études ponctuelles de nature très variées.

Ce poste très formateur représentera pour un esprit rigoureux et curieux, une excellente opportunité de début de carrière. Il s'adresse à un jeune DIPLOME HEC, ESSEC, ESCP, SCIENCES POLITIQUES, DEBUTANT ou possédant une première expérience de nature financière de 1 à 2 ans acquise dans le cadre d'un Groupe important ou d'un Etablissement Financier. Une bonne pratique de l'ANGLAIS est indispensable.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3352 M, à préciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

SECTEUR BANCAIRE - FINISTERE
DIRECTEUR D'AGENCE MF

Dans le cadre de son développement et de sa diversification, un important établissement régional recherche pour l'une de ses agences un Directeur.

Représentant de la société sur son secteur et en autorité sur une dizaine de personnes, il aura pour tâches principales : le développement tant quantitatif que qualitatif de la clientèle (actions de marketing : définition de campagnes, mailings, sélection produits), la gestion des opérations courantes en contrôlant la qualité, la sécurité, la rentabilité des engagements, la diversification et la détention des produits de placement bancaires et financiers par la clientèle.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif des candidats âgés de 30 ans minimum, diplômés de l'enseignement supérieur avec une formation bancaire, possédant impérativement une expérience de 3 à 4 années acquise dans le secteur bancaire à ce même niveau de responsabilité.

La réussite à ce poste nécessite une certaine autorité naturelle, un sens relationnel développé, une bonne capacité à convaincre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 17/2046 E à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE

15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

egor

PARIS NORDREUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GRECE BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

UNIVERS DE
LA GESTIONVenez créer la cellule méthodes-organisation
au sein de la filiale "assurances"
d'un groupe bancaire

Nous distribuons des produits financiers sur un marché en expansion et notre essor rapide nous conduit à renforcer nos structures, à Paris.

Venez élaborer et mettre en place nos procédures, et veiller à leur application, en relation avec nos services comptable, financier et informatique. Vous êtes l'interlocuteur privilégié de nos clients à haut niveau, dans les entreprises et les banques.

Diplômé ESC, maîtrise de gestion, vous avez acquis, en milieu bancaire ou dans les assurances, une première expérience qui vous a familiarisé avec l'élaboration d'un cahier des charges, la mise en place d'une chaîne de gestion... ; elle a confirmé votre rigueur et votre aisance dans les relations. Vous souhaitez prendre de nouvelles responsabilités, nous vous offrons aujourd'hui une bonne autonomie et, à terme, la possibilité de créer votre équipe.

Ecrivez à notre consultante
Mme E. PRIMAULT, (réf. 5043 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

Société industrielle implantée en France
sur 10 sites de production et d'étude
recherche (M/F)

CONTROLEUR DE GESTION

De formation HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, avec une première expérience soit en cabinet d'audit, soit en milieu industriel pour assurer les tâches suivantes :

- analyser les résultats de gestion et les budgets de nos unités industrielles,
- fixer les objectifs en liaison avec les divisions de production,
- être le garant de l'application des procédures relatives à la saisie et à la collecte des données de contrôle budgétaire,
- superviser les règles d'inventaire.

Pour réussir dans cette fonction le candidat devra posséder un esprit de synthèse, des capacités d'initiative, un sens de l'adaptation et des connaissances techniques au niveau de l'informatique dont il sera l'interlocuteur.

Lieu de travail : SAINT-CLOUD (92).

Envoyer candidature manuscrite avec CV détaillé, photo d'identité et prétentions sous N° 9797 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne 75008 Paris - qui transmettra



Nous sommes l'une des entreprises
leader du travail temporaire déjà
engagée dans le recrutement et la
délégation de personnel cadre en
interim et nous recherchons

LE DIRECTEUR DE NOTRE
DEPARTEMENT INTERIM CADRES

Nous créons ce Département spécialisé pour nous développer sur ce marché en proposant à nos Clients une prestation de grande qualité dans la ligne de notre réputation.

Vous êtes de formation supérieure, vous avez une expérience confirmée du recrutement et, si possible, de la gestion du personnel. Vous souhaitez donner une dimension supplémentaire à votre carrière qui prenne en compte votre potentiel commercial et votre goût à gérer un centre de profit.

Nous vous proposons de lancer et développer ce Département. Vous aurez notamment à prendre en charge le recrutement d'une partie de vos intérimaires et à assurer directement la prospection et le suivi de votre clientèle, chez laquelle vous disposerez d'une très large introduction.

Vous bénéficierez d'une solide formation aux spécialités du travail temporaire et d'un soutien logistique (publicité, informatique...) important.

Poste à pourvoir à Paris.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 2681 M à CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 PARIS.



Premier Groupe Français de Réassurance
implanté sur les cinq continents
recherche

CHEF DE GROUPE
COMPTABILITE GENERALE
DECS + 5 ans d'expérience

Réf. 317
Ce cadre doit avoir de bonnes connaissances juridiques et fiscales qui lui permettent de prendre en charge, avec deux collaborateurs et pour les filiales françaises du Groupe :

- la responsabilité des déclarations comptables et fiscales
- la tenue des différentes assemblées générales.

JEUNE DUT
GESTION DE PERSONNEL
ou diplôme équivalent

Réf. 318
Au sein d'une petite équipe, cet agent de maîtrise participera à toutes les tâches habituelles d'un service administratif du personnel dont la gestion est informatisée.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions obligatoirement sous référence à M. ROY - SCOR - Cedex 39 92074 PARIS LA DEFENSE.



CREDIT AGRICOLE

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Est-Nancy recherche un

EXPLOITANT BANCAIRE
ENTREPRISES

Assisté de 3 collaborateurs, vous animerez et dirigerez une agence spécialisée, rattachée à la Direction du Marché des Entreprises de la Caisse Régionale. Artisan de notre politique de partenariat, vous y développerez un portefeuille d'entreprises PME-PMI.

De formation supérieure (Maîtrise Sciences Eco, ESSEC, Sup de Co, DECS, ITB), vous avez acquis une expérience de 3 ans minimum dans un poste analogue. Homme de contacts, votre dynamisme, votre rigueur et votre efficacité, alliées à une grande disponibilité vous permettront d'agir avec succès et d'évoluer au sein de notre Caisse.

Rémunération à débattre en fonction de vos aptitudes.

Adresser lettre manuscrite avec CV sous référence 5053 à la C.R.C.A.M. de l'Est-Nancy, Département des Relations Sociales, 104, 54017 NANCY CEDEX.

L'UN DES TOUT PREMIERS CABINETS D'AUDIT FRANÇAIS
CORRESPONDANT DE L'UN DES "BIG EIGHT"

recherche pour faire face au développement de ses

bureaux de PARIS, LYON, LILLE, MARSEILLE,
STRASBOURG, COGNAC, NICE, METZ

auditeurs chefs de mission

Diplômés de l'Enseignement Supérieur, vous avez :

- le niveau révision comptable,
- de bonnes connaissances de l'Anglais,
- 3 ou 4 ans d'expérience de la révision, en ayant déjà assuré des responsabilités d'encadrement.

Nous vous offrons :

- un environnement de travail stimulant auprès d'une clientèle variée, nationale et internationale,
- une formation complémentaire aux techniques d'audit intégrant largement l'utilisation de l'informatique,
- des possibilités diversifiées d'évolution de carrière,
- une rémunération attractive.

Merci d'adresser C.V. et prétentions, à :
Christine Duquenois
56, rue de Ponthieu 75008 Paris

Groupe Industriel International recherche

CHARGE D'ETUDES
FINANCEMENT EXPORTATION

Débutant ou première expérience.

- Analyse des offres
- Etude et mise en place de la couverture des risques et du financement des contrats à l'exportation.

Formation : DESS Sciences Economiques, Gestion / Finance ou Grande Ecole de Gestion. Anglais indispensable.

Lieu de travail : Centre Paris.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 25781 à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

FORMATION
PROFESSIONNELLEFORMATION PROMOTIONNELLE
D'INGENIEURS DIPLOMES

pour TECHNICIENS SUPERIEURS & TELECOM

Admission : DUT/BUT,
+ 3 ans d'expérience professionnelle en 31/7/89,
en électronique, informatique, télécommunications.

Inscriptions avant le 31/12/87
Ecole Nationale Supérieure
des Télécommunications de Bretagne
BP 832 - 29285 BREST Cedex - Tél. 98 00 13 30

DEMANDES
D'EMPLOIS

JURISTE D'ENTREPRISE CONFIRMÉ

POUR RESOUDRE VOS PROBLEMES JURIDIQUES :
- Recouvrement de créances - Contentieux ;
- Suivi des assemblées, des conseils ;
- Gestion des assurances.

POUR VOUS CONSEILLER ET VOUS ASSISTER :
- Négociation et rédaction de contrats ;
- Relations avec les administrations ;
- Information des services opérationnels.

Homme 30 ans, 5 ans d'expérience,
DEA en droit, lauréat de l'Université Paris-XII.
Attendez vos propositions au 43-41-15-14.

En raison
d'une forte
pagination,
les annonces
1 colonne
sont repor-
tées au
mardi 2 daté
3 juin.

SUITE DE LA RUBRIQUE UNIVERS DE LA GESTION MARDI 2 DATÉ 3 JUIN

Un oreiller de paresse

par GILBERT ÉTIENNE (*)

Le Sud ne peut guère importer davantage

LES politiques agricoles des États-Unis, de la Communauté européenne et du Japon coûtent chaque année respectivement 30, 23 et 10 milliards de dollars. Au Japon, les consommateurs paient le riz huit fois le prix mondial ! Face aux États-Unis, de tout temps exportateurs nets de grain, la Communauté européenne est passée entre 1976 et 1985 d'un déficit net de 25 millions de tonnes à un excédent net de 19 millions, principalement de blé. Dans ces conditions, les stocks globaux de céréales dans le monde ont plus que doublé depuis 1975, et ils vont encore s'accroître dans les pays développés.

Les progrès des agricultures occidentales ne sont pas, en effet, arrivés au bout de leur course. Les recherches biotechnologiques en cours vont encore pousser le rendement des céréales à l'hectare, ce qui permettrait aux paysans de compenser d'éventuelles baisses de prix par la hausse de leur production. Or la demande en céréales, y compris pour l'alimentation du bétail, s'approche de ses limites dans nos pays, surtout si l'on ajoute aux silos remplis de grain les montagnes de viande et de beurre !

Cependant, les importations nettes de céréales dans l'ensemble du tiers-monde sont passées en vingt ans de 15 à 64 millions de tonnes. Est-ce à dire que cette tendance va se poursuivre, ce qui permettrait d'absorber les excédents céréaliers des pays occidentaux ? Disons d'emblée que ces importations sont pour la plupart destinées à l'alimentation des personnes, et non du bétail.

Les pays d'Asie, de loin le principal groupe importateur du tiers-

monde, ont, grâce à la révolution verte, fortement augmenté leur production de grain, à quelques exceptions près, Bangladesh et Vietnam notamment. Les importations sont à la baisse depuis 1983. La Chine équilibre en volume les achats de blé et les exportations de riz et de maïs. L'Inde n'importe plus de blé, le Pakistan couvre presque ses besoins en blé, tout en restant exportateur de riz. L'Indonésie, pendant longtemps le premier importateur mondial de riz, est devenue autosuffisante. De surcroît, ces pays et d'autres jouissent de confortables réserves.

La hausse de la production va-t-elle se poursuivre ou faut-il escompter un plafonnement des récoltes qui contraindrait les gouvernements à grossir ou à reprendre leurs achats de grain sur le marché mondial ? Au stade actuel, on peut parler partout d'une demi-victoire : pour la première fois dans l'histoire de l'Asie. Les risques de famine sont à peu près éliminés ; pourtant, à côté des silos pleins, il reste bien des ventres vides, des gens mal nourris, d'où le besoin d'efforts accrus.

La seule issue

Les prochaines décennies s'annoncent délicates. Faute de nouvelles terres à défricher dans la plupart des pays, la seule issue apparaît dans la hausse des rendements et dans des doubles ou triples récoltes annuelles sur le même sol. Or l'avenir de vastes régions est limité par un milieu physique ingrat : manque de pluie et de possibilités d'irrigation, érosion et appauvrissement des sols. Quant aux plaines alluviales à fort potentiel d'irrigation, d'où provient déjà le gros de l'accroissement céréalier, leur agriculture devient toujours plus délicate à gérer et à développer.

Pour obtenir des rendements élevés comparables à ceux de l'Europe occidentale et du Japon, la recherche et le renouvellement des semences, les livraisons d'engrais chimiques, la lutte antiparasitaire, l'infrastructure routière doivent fonctionner pratiquement sans faille. Les liens entre l'agriculture, les industries qui la soutiennent, les services posent des exigences non moins grandes.

Ces impératifs complexes et interdépendants sont encore loin d'être résolus de manière satisfaisante. Ici, le renouvellement des

semences très différentes au nord et au sud du Sahara, l'Afrique voit gonfler son déficit céréalier. Pour l'Afrique noire seule, les importations nettes de céréales passent de 300 000 tonnes en 1950 à 2,2 millions en 1970 et à 12 millions en 1985.

Cette hausse des importations, quel que soit l'impact des calamités naturelles, est pour le moins préoccupante. Une révolution verte à l'asiatique est mal concevable au sud du Sahara, à bref délai, pour de multiples raisons liées aux techniques traditionnelles, aux contraintes des sols

et, dont les exportations ont doublé en dix ans pour atteindre 6,2 millions de tonnes de blé et 10,1 millions de tonnes de maïs en 1985-1986. Dans ces conditions, on voit mal comment Américains du Nord et Européens pourraient fortement accroître leurs livraisons dans cette partie du monde.

Des Occidentaux bien intentionnés

« Arrêtons le scandale de la faim, livrons nos excédents sous forme d'aide alimentaire », déclarent des Occidentaux bien intentionnés. Prenons d'abord les chiffres : l'aide alimentaire a représenté 6,8 millions de tonnes de céréales en 1975-1976, 9,8 millions en 1983-1984, 12,5 millions en 1984-1985 et 10,3 millions en 1985-1986.

Si tout le monde est d'accord sur les secours d'urgence, l'aide alimentaire versée de manière régulière aux pays les plus pauvres peut constituer un oreiller de paresse pour les autorités locales tentées de réduire leurs efforts de développement agricole. Ces livraisons risquent aussi, selon les années, d'exercer un effet négatif sur les prix versés au producteur. Enfin, si l'on double par exemple l'aide en grain, il n'est pas certain du tout que l'on pourrait en assurer le meilleur usage. Et, du point de vue occidental, les quelque 10 millions de tonnes d'aide supplémentaire ne videraient pas les silos.

D'autres formules se présentent : l'aide en céréales peut servir à rétribuer les paysans pauvres et sous-employés engagés sur des chantiers ruraux (*food for work*) tels que construction de chemins, de digues contre les inondations, de petits réservoirs, etc. Une telle méthode, déjà pratiquée par les Anglais en Inde lors des famines du dix-neuvième siècle, se retrouve depuis vingt ou trente ans dans de nombreux pays africains et asiatiques. Trop souvent elle donne des résultats mitigés, allant d'ouvrages emportés par les prochaines pluies, à des abus du coulage, des collusions entre politiciens locaux et autres notables au point qu'une partie de l'aide finit dans les poches des riches. En bref, sans renoncer à de telles formules, on ne saurait en accroître les applications sur une grande échelle, ce qui restreint en même temps cette forme d'aide alimentaire.

Il reste une dernière hypothèse : au lieu d'importer du grain pour nourrir les populations, les

pays du tiers-monde vont-ils importer du grain fourrager pour nourrir bétail et volailles, comme le font une partie des pays occidentaux, le Japon, l'Union soviétique ? Ainsi la Corée du Sud se suffit en riz ; mais la demande en viande, conséquence de la hausse du niveau de vie, ne peut, compte tenu de l'exiguïté du territoire, être assurée sans importations croissantes de blé, de maïs, de millet : 2,3 millions de tonnes en 1975-1976, 6,7 millions dix ans plus tard.

D'autres pays avancés du tiers-monde s'engagent dans la même voie. Dans le cas de l'Amérique latine, il est fort possible que les nouveaux besoins soient couverts par la hausse des productions locales, contrairement à la Corée du Sud. En cas de pénurie, une partie du solde pourra être assurée par l'Argentine.

Faute de moyens financiers

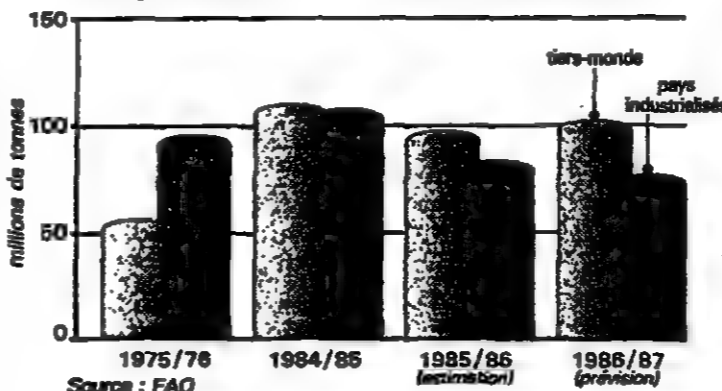
Quant aux pays arabes et pétroliers, plusieurs d'entre eux importent déjà de gros contingents de céréales, à la fois pour les personnes et pour le bétail. De fortes hausses semblent peu prévisibles, compte tenu du mécontentement de leurs économies. De surcroît, il faut signaler la forte expansion du blé — à des coûts extrêmement élevés — en Arabie saoudite.

Restent finalement les pays pauvres d'Afrique et d'Asie. On note, certes, dans le second cas, un accroissement de la consommation de viande, même si l'alimentation du bétail laisse fort à désirer. Néanmoins, dans une perspective à moyen terme, on voit mal la plupart des pays d'Afrique et d'Asie trouver les moyens financiers pour s'inspirer du modèle coréen.

Comment conclure ce tour d'horizon ? Selon une hypothèse, les importations du tiers-monde pourraient baisser sur une longue durée. Selon une autre, elles pourraient s'accroître dans des proportions trop faibles pour contribuer de manière sensible à réduire les excédents nord-américains et ouest-européens. En d'autres termes, c'est d'abord entre eux et à l'intérieur de leurs sociétés que les pays riches devront trouver des solutions à leurs excédents agricoles. Et ça, c'est une autre affaire !

(*) Asia/Afrique, grandes plaines, grandes vides, notes réunies par Sylvie Brunel, Economica, 1986.

Importations de céréales



| | 1975-1976 | 1984-1985 | 1985-1986 (est.) | 1986-1987 (proj.) |
|-----------------------|-----------|-----------|------------------|-------------------|
| Pays en développement | 87 | 133 | 130 | 123 |
| Pays développés | 107 | 183 | 275 | 329 |
| Total | 194 | 326 | 405 | 452 |

(A elle seule, l'Asie détient plus de 100 millions de tonnes de réserves pour une population qui équivaut en gros aux deux tiers de la population du tiers-monde.)

Sources : FAO.

semences ne s'opère pas en temps voulu, d'où la dégradation des variétés ; là, les applications de phosphate sont insuffisantes ; ailleurs, les traitements antiparasitaires ne sont pas au point. Or encore les motopompes d'irrigation tombent en panne faute de courant électrique. Quant aux vastes systèmes de canaux d'irrigation, ils exigent d'énormes travaux de réfection, que ce soit au Pakistan, en Inde, en Chine, en Thaïlande...

On ne peut donc exclure des phases de tassement de la production, ponctuées de nouveaux gains à plus long terme. Dans l'hypothèse où tel pays devrait accroître ses importations, il paraît toutefois douteux que celles-ci retrouvent les niveaux élevés des décennies écoulées. On ne saurait non plus exclure un mouvement inverse, une hausse des exportations de grain. Révélatrice à cet égard est l'apparition récente de la Chine sur le marché mondial du maïs.

Cependant, blanche ou noire, et malgré des conditions de produc-

(surtout au Sahel), à d'autres facteurs sociopolitiques et économiques (1).

Plusieurs États sont certes en train d'améliorer leur politique de développement rural, ce qui devrait permettre de mieux utiliser le potentiel existant. Restreint dans le Sahel, il est relativement large dans de nombreuses autres régions du continent. Ces efforts, s'ils réussissent, exigeront du temps avant de porter leurs fruits : aussi, mis à part les facteurs climatiques, les importations de céréales pourraient rester élevées dans une perspective à moyen terme, quitte à baisser par la suite.

Pour sa part, l'Amérique latine se trouve dans une situation nettement plus confortable que les deux autres continents. Face aux pays importateurs figure l'Argentine, dont les exportations ont doublé en dix ans pour atteindre 6,2 millions de tonnes de blé et

(*) Professeur à l'Institut universitaire d'études de développement (Genève).

ESSEC

MASTÈRE SPÉCIALISÉ EN TECHNIQUES FINANCIÈRES

Programme d'un an offrant, en plus d'une solide formation théorique et pratique de base, les connaissances indispensables à l'exercice des nouveaux métiers de la finance.

Les principaux enseignements concernent la trésorerie internationale, la gestion des risques de change et de taux d'intérêt, l'utilisation des futures et des options, la micro-informatique appliquée à la finance, etc.

Les enseignants sont des professeurs du Groupe ESSEC et des experts travaillant dans plusieurs banques et entreprises associées au programme.

L'admission pour la session 1987-1988, ouverte jusqu'au 12 juin, a lieu sur titres de titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou de gestion, ou d'un DEA, ou d'un diplôme équivalent.

Informations et dossiers d'inscription :

M^{re} Elyane Rosello - ESSEC
BP 105, 95021 Cergy-Pontoise Cedex
Tél. : 30-38-38-00

ESSEC - Établissement d'Enseignement Supérieur Privé.

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY • NORTHEASTERN UNIVERSITY
PACE UNIVERSITY

La grande école internationale

- Créée et développée en association avec des universités américaines réputées : Hartford U., Hartford (Conn.) Northeastern U., Boston (Mass.), Pace U. (New York).
- 4 ans de formation supérieure à la gestion dont 1 an aux États-Unis.
- 3 diplômes : Bachelor of Business Administration (fin 3^e année), Master of Business Administration (MBA), diplôme IFAM (fin 4^e année).

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales admission parallèle en 2^e année (DEUG, DUT...)

Renseignements : IFAM, 19, rue Cépé, 75015 Paris. Tél. : (1) 47 34 38 23

Établissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : _____ Prénom : _____

Bac : _____ 1^{re} langue : _____

Adresse : _____



TROISIÈME CYCLE DE MANAGEMENT AVANCÉ

Étudiants - Info...
Tous les mardis de 16 h 30 à 18 h 30
Appelez-nous... 43 80 17 60

Les étudiants du 3^e cycle répondent à vos questions.

Un programme intensif d'insertion professionnelle

9 mois de formation de haut niveau. 7 mois de missions opérationnelles en entreprise.

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

CONCOURS : 2^e session 22 juin 1987.

4 OPTIONS :
Finances et contrôle de gestion
Marketing et commerce international
Gestion des ressources humaines
Management de la qualité

□ souhaitez recevoir une brochure

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 83, avenue de Villiers, 75017 Paris

Rétablissement privé d'enseignement supérieur

VIENT DE PARAÎTRE

- 1000 SERVICES PROFESSIONNELS
- 250 MATÉRIELS CONNECTABLES
- LA LISTE DES SERVEURS.

164 PAGES, 48 F.
chez les marchands de journaux
A JOUR, ÉDITEUR

- Programme 3^e cycle créé et développé par l'Institut franco-américain de management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New-York)
- 11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New-York
- 2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY, Certificat IFAM 3^e cycle
- Admission : diplôme 2^e cycle (grande école, maîtrise...) et/ou expérience professionnelle + épreuves d'admission
- Renseignements : IFAM-MBA University, 19, rue Cépé, 75015 Paris. Tél. : 47-34-38-23

SURPLUS AGRICOLES

Le mirage de l'aide alimentaire

**Le Nord
ne doit pas exporter
ses dilemmes**

RICHESSE et surplus au Nord, faim et pauvreté au Sud, la caricature est facile et l'on pourrait penser que quel que soit le vase communicant devrait permettre de résoudre les problèmes des uns en satisfaisant les besoins des autres ! Certains, et en dernier lieu le ministre français de l'Agriculture, François Guillaume, s'y sont essayés avec plus ou moins de finesse. Force est pourtant de constater que les choses ne sont pas si simples, que les processus de développement, tout comme les productions agricoles, sont trop complexes, en un mot que les vases ne communiquent pas.

Globalement, au début des années 80, les besoins de produits alimentaires du tiers-monde (exprimés en équivalent-blé) dépassaient un peu les 50 millions de tonnes, répartis assez également entre l'Asie, la Chine, le Moyen-Orient et l'Afrique. Des projections réalisées récemment, que ce soit en France ou aux États-Unis (voir tableau) montrent qu'en l'an 2000 ce déficit ne devrait pas sensiblement augmenter.

En 1980, pratiquement toutes les zones du tiers-monde étaient importatrices nettes ; déjà, dans les dernières années, des pays comme l'Inde, la Chine ou l'Indonésie ont atteint, voire dépassé le stade de l'autosuffisance. Ce mouvement devrait s'amplifier et, sans même prendre au pied de la lettre les calculs des économistes, on peut estimer que le potentiel exportateur de zones comme l'Asie et même l'Amérique latine ne cessera de s'affirmer. Au contraire, la dépendance de l'Afrique et du Moyen-Orient ira grandissant et ces deux régions

auraient en l'an 2000 des besoins non satisfaits de 60 à 110 millions de tonnes d'équivalent-blé.

C'est un déséquilibre régional : l'aggravation de la dépendance alimentaire de deux zones qui, de surcroît, ont beaucoup de mal à maîtriser leur croissance démographique. Mais, au-delà du cas africain ou méditerranéen, on doit aussi s'interroger sur la réalité de ces potentiels exportateurs : l'Inde aujourd'hui exporte des céréales, mais pour autant le problème de la faim est-il résolu en Inde ?

Dans un récent ouvrage (1), l'économiste belge J.-M. Buriaux explique que ce développement du potentiel exportateur du tiers-monde ne peut se faire qu'accompagné de croissance de la malnutrition urbaine et chiffre à près d'un milliard le nombre d'affamés dans le monde à la fin du siècle. Les pays en voie de développement exporteront certes, concurrenceront même les pays occidentaux, mais ils le feront au prix de leur pauvreté, de la faim ou plus insidieusement de la malnutrition dans leurs villes.

Progrès technique et protection

Dans les pays occidentaux, la croissance des productions agricoles a été peut-être encore plus spectaculaire. Deux facteurs essentiels ont joué. Le progrès technique d'abord : après la deuxième révolution agricole, celle entre autres de la mécanisation et des hybrides, la troisième est celle des biogénétiques, du clonage... Pour le blé, en France, de nombreuses moyennes départementales dépassent les 75 quintaux à l'hectare ; le niveau de 10 000 litres de lait annuellement pour une vache est facilement atteint aux Pays-Bas. Les frontières géographiques s'estompent : le maïs remonte dans le Nord, le soja se développe en Italie. Usines végétales et animales

se sophistiquent pour produire plus, mieux, ailleurs.

Cependant ce progrès n'a été rendu possible que grâce à la protection de politiques agricoles mises en place au lendemain de la grande crise pour soulager les misères paysannes. Différentes dans leurs moyens, toutes ces législations avaient en commun un objectif de protection des pro-

ductions d'autosuffisance menées par de nombreux consommateurs parmi les plus solvables.

La guerre agricole n'a cessé dès lors de faire rage : ses protagonistes en sont les États-Unis et la CEE, mais aussi le Canada, l'Australie, l'Argentine, la Nouvelle-Zélande, le Brésil, la Malaisie, la Thaïlande... (États qui se sont réunis dans le groupe de Cairns).

Une faible aggravation du déficit

| | 1980 | 2000 |
|--|--------|----------|
| En millions de tonnes d'équivalent-blé | | |
| PVD | - 51,8 | - 69 (*) |
| (PVD sans Chine) | - 36,8 | (- 76) |
| dont Asie | - 18,9 | + 51 |
| (Asie sans Chine) | - 3,8 | (+ 44) |
| Chine | - 15 | + 7 |
| Asie du Sud | - 3,3 | + 13 |
| Afrique du Nord | - 18,8 | - 64 |
| Moyen-Orient | - 5,9 | - 47 |
| Afrique subsaharienne | - 8,2 | - 9 |
| Amérique latine | - 8,2 | - 9 |

(*) Le scénario FAO, Horizon 2000, donnait une fourchette de déficit de 52 à 100 millions de tonnes.

ducteurs, de garantie de leurs revenus. Paradoxalement la crise des marchés agricoles des années 70 les a renforcés, leur adjoignant même un volet exportateur.

Garanties de revenus, garanties de prix ont joué à plein leur rôle de stimulant des productions, d'incitation aux innovations technologiques. Peu à peu les excédents, les surcapacités, les stocks se sont accumulés jusqu'à atteindre des niveaux frisant l'absurdité comme pour les produits laitiers en Europe, mais aussi aux États-Unis. À partir du début des années 80, ces stocks ont commencé à peser sur les marchés internationaux, alors même que la demande stagnait, diminuait même du fait du succès des politi-

En quelques années les prix internationaux se sont effondrés, même en tenant compte de la baisse du dollar — monnaie dans laquelle ils sont pour la plupart exprimés. À coup de subventions pour les uns, de dévaluations pour les autres, les grands exportateurs agricoles s'épuisent, au plus grand bénéfice des pays socialistes et, pourrait-on penser, des pays en voie de développement.

Besées sur des garanties destinées à permettre la survie du plus grand nombre d'exploitations, les politiques agricoles coûtent de plus en plus cher, accumulent les stocks, ne peuvent empêcher la

(*) Enseignant au Conservatoire national des arts et métiers.

désertification progressive des campagnes. Les tentatives d'adaptation, d'innovation, comme le Farm Bill du gouvernement Reagan, se heurtent au conservatisme des organisations agricoles et de leurs lobbies politiques, qui préfèrent croire aux mirages de l'exportation — ou de l'aide alimentaire — pour éviter de régler en profondeur leurs problèmes.

Le débat qui se pose aujourd'hui est celui de la place de l'agriculture dans une société occidentale avancée de la fin du vingtième siècle. Quels coûts pour quels objectifs : satisfaire les besoins alimentaires du pays, aménager le territoire, entretenir le paysage, créer des emplois, ou plutôt ne pas grossir les rangs des chômeurs, exporter ?... Ce débat est capital dans la querelle sur les marchés internationaux, querelle que l'on ne peut espérer résoudre si les deux principaux antagonistes, la CEE et les États-Unis ne résolvent pas d'abord leurs contradictions internes.

Des racines très profondes

La désorganisation des marchés internationaux a donc des racines beaucoup plus profondes qu'une simple surproduction passagère. Et il apparaît bien douteux que la demande solvable — et même les besoins — puisse à l'avenir absorber les excédents générés par les politiques actuelles.

Peut-on pour autant, comme le désirent certains, établir un pont vers les pays déficitaires du tiers-monde ? On connaît bien aujourd'hui les effets nocifs que peuvent avoir toutes les formes de l'aide alimentaire. Même bien administrée, celle-ci reste un facteur de dépendance économique, mais aussi morale.

On ne peut s'empêcher de frémir en voyant la situation dans laquelle certains pays se sont

placés : que se passera-t-il si un jour l'Égypte doit vraiment payer les 10 millions de tonnes de céréales et de farine qu'elle importe chaque année ?

La relation de l'homme à l'aliment n'est pas aussi logique qu'on le voudrait : dans toutes les civilisations, la fierté première d'un peuple a été de produire les aliments qui lui étaient nécessaires, qui étaient adaptés à ses habitudes, à ses mœurs, à ses symbolismes. L'homme libre n'est-il pas celui qui avant tout peut se nourrir lui-même ?

En termes de solution, il n'y a pas de lien entre la faim du Sud et les excédents du Nord. Au contraire même, les seconds ne font qu'aggraver la première. En effet, la situation de dumping qui prévaut aujourd'hui sur les marchés des produits agricoles joue comme une incitation à la « non-production » pour les importateurs du tiers-monde.

Régler le problème des excédents du Nord, en les réduisant ou au moins en les disciplinant, ne peut être à long terme qu'un facteur positif pour les problèmes alimentaires du Sud. En cela la proposition française est constructive ; mais elle reste incomplète. L'expérience montre qu'un cartel de producteurs n'est durable que lorsqu'il est capable de contrôler ses structures de production. Les surplus agricoles européens ou américains ne sont que la conséquence de l'inadaptation des politiques — ou de l'absence de politiques — mises en œuvre.

Le meilleur service que le Nord puisse rendre au Sud en matière alimentaire est donc de commencer par résoudre ses dilemmes agricoles, et non pas de les lui exporter par le biais de ses excédents ou même de ses dons.

(1) J. M. Buriaux, *Le Radeau de la Méduse, analyse des dilemmes alimentaires*, Economica 1987.

Le 2 juillet, vous gagnez 20 km sur Paris-New York.

C'est énorme...

AVEC LA LIAISON ORLY-NEWARK, PARIS SE RAPPROCHE DE NEW YORK.

C'est bien beau de promettre des vols Paris-New York, mais malheureusement, avec la plupart des Compagnies, vous passez souvent plus de temps dans les taxis ou dans les couloirs, que dans l'avion. À partir du 2 juillet, non seulement nous vous offrons des vols quotidiens sur 747

avec tout ce dont peut rêver un voyageur exigeant, mais en plus, Paris se rapproche de New York. En effet, Orly est plus près de Paris et Newark est plus près de Manhattan. Plus petit que Kennedy, Newark est moins engorgé, donc moins de files d'attente aux bagages et à la douane. À Newark,

Continental Airlines dessert 50 villes des États-Unis en direct sur 743 desservies par la Compagnie, c'est normal quand on existe depuis 50 ans, avec aujourd'hui plus de 1500 vols par jour. Pour plus d'informations, prenez contact avec votre agent de voyages ou appelez-nous au (1) 42.25.31.81.



CONTINENTAL AIRLINES

Nous ferons tout pour vous conquérir.

La chronique de Paul Fabra

A force de dénoncer les surplus agricoles et leurs conséquences néfastes désormais manifestes, on a fini par se convaincre que les marchés agricoles constituent un phénomène à part parce que, dans aucun autre, les interventions publiques ne seraient aussi importantes ni aussi systématiques. Pendant longtemps, à cet égard, le caractère spécifique de l'agriculture a été présenté, notamment dans notre pays, comme irréversible. Tous les pays protégeant plutôt plus que moins leurs agriculteurs, il paraissait hors de question de renoncer à soutenir les nôtres. C'est précisément parce que la protection est universelle qu'on a fini, au moins sur le plan des principes, à la remettre en cause.

On s'est avisé que les politiques de soutien des prix débouchaient inévitablement sur l'apparition de surplus de plus en plus considérables. L'existence de ces derniers faussait les courants d'échanges quand elle ne les créait pas de toutes pièces. Ainsi sont nées des formes de concurrence parasitaires. La CEE et les États-Unis se disputent à coups de subventions des marchés tiers qui sont souvent des pays pauvres dont les producteurs sont ruinés par l'irruption des excédents en provenance des pays développés (voir le dossier sur les surplus agricoles).

Dans son « Rapport sur le développement » (version 1986), la Banque mondiale affirme avec quelque vraisemblance que « le marché mondial des produits laitiers est né de la protection ». Le dernier conseil ministériel de l'OCDE, tenu à Paris au début de ce mois, a été un nouveau pas vers la prise de conscience

Les interventions les plus « scandaleuses »

d'un énorme gâchis. C'est la pression des excédents qui détermine le niveau des prix mondiaux et, comme ces derniers finissent quand même par faire sentir leur influence, la protection généralisée se retourne contre tous ces bénéficiaires supposés. On en est là.

Le progrès, purement conceptuel jusqu'à ce jour, ainsi réalisé n'en serait pas un si on continuait à y trouver un prétexte pour culpabiliser l'agriculture, comme si cette dernière était, dans nos économies modernes apparemment animées par un grand élan de déréglementation, l'exception la plus coriace au libre développement des échanges. Il est possible que ce soit la plus visible, mais il n'en est ainsi que parce que les projecteurs sont dirigés sur elle.

En vérité, il est un marché qui est encore plus manipulé par l'intervention que ne le sont les marchés agricoles. Il convient d'autant plus d'en prendre conscience que premièrement ce marché hautement assujéti à l'arbitraire est le plus déterminant de tous, exerçant son influence dans tous les compartiments de la vie économique et que deuxièmement on pourrait facilement s'y méprendre car on nous le présente habituellement comme le point d'application privilégié du mouvement de « libéralisation » en cours sur les scènes nationale et internationale.

Le scandale que devrait dénoncer non seulement les libéraux mais aussi tous ceux qui sont soucieux

d'un fonctionnement aussi bon que possible de l'économie de marché (à savoir aujourd'hui à peu près tout le monde), c'est bien celui-là : le marché le plus décisif, celui qui assure la mise de la monnaie à la disposition des différents « agents économiques » (particuliers, entreprises, État et ses dépendances) en déterminant le niveau du taux d'intérêt, ce vaste marché est non seulement ce qui se comprend, étroitement surveillé, par l'institut d'émission, mais il est constamment placé sous la domination de ce dernier.

Autrement dit, le marché dit monétaire, où finissent par aboutir toutes les opérations de crédit — crédits accordés aux petites, moyennes et grandes sociétés, aux ménages, au Trésor public, — a beau avoir toutes les apparences d'un marché où se rencontrent, au plus haut niveau, l'ensemble des prêteurs et l'ensemble des emprunteurs, la réalité est tout autre. Dans la très grande majorité des pays et dans le nôtre, le marché monétaire qui est, répétons-le, le marché des reconnaissances de dettes, se trouve à peu près dans la situation où se trouvent les marchés agricoles.

Quand les organismes stockeurs de la Communauté européenne accumulent par leurs opérations de soutien des cours les stocks de beurre, de céréales, de poudre de lait, de sucre, on peut dire qu'ils acquiescent de « fausses richesses » dans toute la mesure où ces organismes seront incapables de revendre ces marchandises à un prix au moins égal au coût d'achat (plus frais de magasinage, primes d'assu-

rances, etc.). Que font les banques centrales quand elles achètent des titres de la dette publique ou privée dont elles ne pourraient se défaire sans subir une perte ? Elles acquiescent des valeurs partiellement illusoires.

Or c'est bien, malgré les apparences, ce qui se produit quasiment en permanence sur le marché monétaire. On a assisté depuis maintenant près de deux ans et demi à une réforme technique du marché monétaire français. Celle-ci a consisté à créer de nouveaux instruments d'emprunts pour les banques, les grandes entreprises d'État, tout en facilitant la circulation de ces titres. Mais le rôle de la Banque de France n'a pas été changé en profondeur. Au contraire, il a été confirmé sous couvert d'acclimater chez nous ce que les spécialistes appellent l'open market (littéralement le marché ouvert).

PAR ces opérations d'open market, la Banque de France intervient sur le marché des reconnaissances de dettes. En particulier, elle achète aux banques des titres divers, ce qui est techniquement la façon de leur fournir les « liquidités » dont elles ont besoin. Rien ne paraît plus normal que cette fonction.

Bornons-nous ici, sans nous appesantir davantage sur le fonctionnement et le rôle du marché monétaire, à constater comment, concrètement, les choses se passent. A l'occasion de l'une de ses

adjudications, la Banque de France, parce qu'elle est censée tenir la dragée haute aux banques, décide de leur allouer par achat de titres divers seulement 20 milliards de francs au taux de 8 %, qu'elle fixe elle-même au jugé, alors que les banques voudraient en obtenir, mettons, 40 milliards.

On constatera neuf fois sur dix que, dans les jours suivants, le taux monter sur le marché au-dessus de 8 % sous l'effet de la concurrence des établissements de crédit pour se procurer les liquidités que la Banque de France leur a refusées. L'action de cette dernière n'aura été qu'en apparence restrictive. L'évaluation du taux de marché au-dessus de 8 % montre bien que les banques étaient prêtes à payer plus cher mais probablement pas pour un montant de 40 milliards.

La Banque de France a pu croire qu'elle se livrait à une opération de réglage complexe des conditions du marché. En réalité, elle s'est comportée comme un organisme d'intervention sur un marché agricole. Elle a stocké des titres dont la valeur s'est dépréciée depuis la date d'acquisition (la valeur des titres baisse quand le taux s'élève) ; sa politique de stockage a eu pour effet d'encourager la « production » (émission) des titres d'emprunt, ce qui est une façon indirecte de faciliter la perpétuation des déficits (et partant l'augmentation de la masse monétaire). Le résultat est en fin de compte une inflation plus forte en France qu'en Allemagne, où le Bundesbank laisse le marché s'ajuster davantage par lui-même, et des taux d'intérêt plus élevés.

Le spectre de la récession

(Suite de la page 23.)

Les modifications de parités ne peuvent assurer à elles seules le redressement de ces comptes. Elles doivent être complétées par un décalage de demande intérieure entre les États-Unis et le reste du monde, de nature à compenser au moins partiellement l'avance considérable prise par les Américains depuis 1982.

En 1983-1984, les Américains ont consommé et investi beaucoup plus que les Européens et les Japonais. Leurs importations ont alors connu une véritable explosion (+ 23 % en volume pour la seule année 1984) s'élevant à des niveaux d'où elles ne sont plus redescendues.

L'écart de demande intérieure avec les autres pays de l'OCDE qui s'est créé au cours de ces deux années est resté pratiquement le même par la suite. En partant de 1982, année qui a vu s'ouvrir le déficit américain, il est au total d'environ 12 points avec l'Europe, et de 7 points avec le Japon. Une réduction de moitié de cet écart représenterait déjà un ajustement important.

Il y a a priori deux moyens d'y parvenir : une accélération de la demande intérieure en Europe et au Japon (qui soutiendrait les exportations américaines), ou son ralentissement aux États-Unis. La première solution est évidemment la meilleure pour la croissance mondiale.

Le malheur est qu'on ne voit pas du tout d'où pourrait venir l'impulsion chez les partenaires des États-Unis. Le Japon consacre l'essentiel de ses efforts à s'adapter à la hausse du yen ; la relance de son marché intérieur reste hypothétique et ne se traduirait que faiblement en importations (il s'agirait surtout de travaux publics). L'Europe offre le spec-

tacle paradoxal de pays plaçant pour la relance tout en affichant des objectifs de réduction des déficits publics et, pour la plupart, de modération salariale.

Tous, y compris l'Allemagne, craignent de remettre en cause les résultats si chèrement acquis au cours des dernières années en matière de désinflation et de consolidation budgétaire. Les pays européens, par ailleurs, peu-

enregistrés au premier trimestre : une réduction des ventes au détail de 2,5 % en rythme annuel. Cette hypothèse, qui tendait jusqu'ici à être écartée, a gagné du terrain au cours des dernières semaines, avec l'apparition, dans l'économie américaine, de plusieurs facteurs dépressifs.

Le premier est la réduction du déficit budgétaire enfin engagée. Sans atteindre les objectifs du

Ecart de croissance (en %)

| | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | Cumul 1983-1986 |
|----------------|------|------|------|------|-----------------|
| Etats-Unis ... | 5,1 | 8,3 | 3,4 | 3,5 | 21,8 |
| Japon | 1,8 | 3,8 | 3,8 | 4,0 | 14,1 |
| CEE | 1,1 | 1,8 | 2,2 | 3,7 | 9,1 |

vent craindre à juste titre d'être les grands perdants d'un jeu dont ils ne sont, après tout, que des acteurs secondaires (1).

Dans l'immédiat, les Européens semblent d'ailleurs incapables de jouer un rôle quelconque, asphyxiés qu'ils sont par la baisse du dollar qui déprime l'activité et les investissements de leurs industries ; la recrudescence des commandes intérieures à l'industrie allemande (- 6 % en volume depuis l'été 1986, après une forte progression) fournit une illustration inquiétante de cette langueur. Pour des raisons diverses, il n'y a rien à attendre des autres zones (OPEP, nouveaux pays industrialisés comme la Corée du Sud, pays en développement).

Faute d'une relance au Japon et en Europe, l'ajustement mondial pourrait bien se faire par le bas, c'est-à-dire par une baisse de la demande intérieure américaine qui prolongerait l'évolution déjà

gouvernement, elle pourrait être néanmoins de 30 à 40 milliards de dollars pour l'année budgétaire 1986-1987. Second facteur dépressif : les taux d'intérêt, qui sont désormais à la hausse. Le taux de base a été porté à 6,25 % le 15 mai. Ce n'est pas bon pour l'investissement, qui régresse déjà depuis un an.

Enfin et surtout, l'accélération de la hausse des prix (près de 6 % en rythme annuel sur les quatre premiers mois de l'année, et 5 % pour les prix à la production de produits finis) va commencer à amputer le pouvoir d'achat des ménages. Ces trois évolutions peuvent conduire à une récession dans laquelle les États-Unis risquent d'entraîner le reste du monde. Leurs partenaires traditionnels (Japon, Amérique latine, Asie) seraient les plus touchés.

Ce n'est qu'un des scénarios possibles, le plus défavorable pour la croissance mondiale, mais aussi le plus efficace pour résorber le déficit extérieur américain (2). Les alternatives ? La prolongation des déséquilibres actuels, qui ne ferait que différer l'échéance. Ou un sursaut de l'Europe et du Japon, bien improbable compte tenu des politiques menées et de la détérioration de la confiance. La rencontre des Sept offre peut-être la dernière occasion de décisions concertées pour limiter le coût de l'ajustement. Mais il est déjà bien tard.

Dans ce contexte international plus qu'inquiétant, la France fournit l'image d'un pays ne disposant d'aucune marge de manœuvre.

L'excédent de balance des paiements qu'elle avait péniblement acquis en 1986 (26 milliards de francs sur l'ensemble de l'année) a disparu dès les premiers mois de 1987 du fait d'une nouvelle détérioration des échanges industriels.

D'une façon générale, le carré magique qui résume les performances de l'économie française s'est dégradé depuis l'été 1986 : augmentation d'un point de l'écart d'inflation avec les principaux partenaires ; montée du taux de chômage, qui s'est rapproché des plus hauts niveaux européens ; croissance inférieure à la moyenne de la CEE (d'environ un demi-point en 1986 comme en 1987) ; dégradation des échanges extérieurs.

La France semble pour l'instant perdre sur tous les tableaux : ses faiblesses structurelles, une configuration de la demande mondiale très défavorable à la spécialisation française, les effets de court terme de la libération des prix des services sont quelques-unes des raisons de ces mauvais résultats. Dans ces circonstances, il n'y a pas d'autre stratégie que de préserver et d'exploiter au mieux le principal atout dont dispose actuellement le pays, à savoir l'évolution très modérée de ses coûts salariaux.

Au terme de cinq années de décelération continue, la France est devenue de ce point de vue l'un des pays les plus « vertueux » du monde occidental : les salaires nominaux y progressent désormais moins vite qu'en Allemagne (3,4 % contre 4 % pour les douze mois se terminant en mars 1987). Les coûts salariaux par unité de production se sont pratiquement stabilisés en 1986 (environ 0,5 % contre 2 % en Allemagne).

Si cet avantage est bien exploité par les entreprises, les mois qui viennent peuvent nous apporter de meilleurs indices de prix et un début de redressement des échanges extérieurs. Mais il faudra sans doute patienter beaucoup plus longtemps pour voir repartir la croissance et augmenter le pouvoir d'achat.

JACQUES SAUVANT.

(1) L'excédent japonais des paiements courants (86 milliards de dollars en 1986) constitue la principale contrepartie du déficit américain.

(2) Une baisse d'un point de la demande intérieure américaine réduit le déficit d'une dizaine de milliards.

VOUS PRÉPAREZ LES CONCOURS DES FONCTIONS PUBLIQUES LA NOUVELLE COLLECTION

CONCOURS
FONCTIONS PUBLIQUES
COLLECTION DIRIGÉE PAR J.L. CHATELIER ET C. LECLESCQ

Claude LECLESCQ
André CHATELIER

2^e édition
DROIT ADMINISTRATIF
190 F (France) 212 F

27, rue Dauphine 75001 PARIS
02, rue Soufflot 75005 PARIS

litte



INSTITUT
DE GESTION
SOCIALE

**DEUXIÈME CYCLE
DE GESTION
DU PERSONNEL**

12 mois de formation haut niveau.
7 mois de stages spécialisés en entreprise.
L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou deux ans de Préparation.
CONCOURS : 1^{re} session 3 avril 1987.

Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____

envoie moi une brochure détaillée du 2^e cycle de Gestion du Personnel.
INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris
Établissement privé d'enseignement supérieur

Le Monde
sur minitel
**VOTRE PORTEFEUILLE
PERSONNEL**

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

3615 TAPÉZ **LEMONDE**

Le plan d'urgence pour la Sécurité sociale

Les syndicats reprochent au gouvernement de faire supporter aux salariés l'essentiel des charges

« Nous avons cherché à concilier la satisfaction des besoins de trésorerie et la plus grande équité possible », a assuré M. Philippe Séguin, le samedi 30 mai, quelques heures après l'annonce du plan d'urgence gouvernemental sur la Sécurité sociale. Le ministre des affaires sociales était aux côtés de M. Jacques Chirac lorsqu'il a reçu samedi les six « sages » chargés de réfléchir à la préparation des états généraux.

A l'issue d'un entretien d'une heure avec le premier ministre, les « sages » n'ont pas fait de commentaires. Le professeur Bernard A. cependant annoncé que la publicité sur les alcools et les tabacs serait « très prochainement interdite ». M. Séguin a précisé que le « gouvernement poursuivra sa réflexion » sur ce thème, les mesures annoncées n'étant « pas exclusives d'autres initiatives ». Pour M. Séguin, « nous avons pris nos responsabilités, l'objectif étant de faire en sorte que les états généraux puissent se dérouler dans la sérénité financière et qu'ils ne soient plus obérés par la crainte que la Sécurité sociale ne puisse passer l'année ou soit en cessation de paiements (ou) soit en retard de paiements (ou) soit en retard de versements ». Nous sommes donc dix jours pour arriver à un système qui respecte l'esprit des propositions des « sages » sans être totalement fidèle à sa lettre, dans la mesure où eux-mêmes pensaient que leurs propositions n'étaient pas parfaites.

Si M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat à la Sécurité sociale, estime, dans une interview publiée le dimanche 31 mai par les Dernières nouvelles d'Alsace, qu'il y a eu « diversification des financements pour éviter de surcharger telle ou telle catégorie », ce sentiment n'est pas partagé par plusieurs organisations syndicales. M. Thérèse Poupon, secrétaire de la CGT, affirme que « la solidarité, au vrai sens du terme, cela aurait supposé une contribution des revenus financiers et immobiliers de même niveau que celle prélevée sur les revenus salariaux, soit 12 % ». Il s'agit donc d'une « décision injuste sur le plan social et néfaste pour l'économie, l'emploi et la Sécurité sociale elle-même ».

« Positives »
La CFDT se déclare « en désaccord » avec le gouvernement, en regrettant qu'il ait « décidé, une fois de plus, de faire payer la plus large part aux revenus du travail. L'augmentation de la cotisation des salariés est injuste et va à l'encontre de la nécessaire harmonisation européenne ». En revanche, la CFDT se déclare satisfaite de la baisse du taux de la TVA sur les médicaments et de la reprise à la charge de l'Etat de la sectorisation psychiatrique. Comme la CGC et la CFTC, FO

juge également « positives » ces deux mesures. Mais M. André Bergeron n'a apprécié pas la méthode consistant à annoncer précipitamment de telles décisions sans qu'il soit possible d'en discuter. « Les salariés, poursuit-il, ont une fois encore supporté l'essentiel des charges ».

Pour M. Paul Marchelli, président de la CGC, il s'agit d'un « dispositif douloureux ». « Les salariés vont supporter la plus grosse part de ce nouveau prélèvement, et le personnel d'encadrement, bien sûr, sera aux premières loges. (...) Cela n'est admissible que dans la mesure où le gouvernement tiendrait ses promesses, et nous permettrait de constater pour 1988 une diminution importante de la fiscalité directe du personnel d'encadrement. » La CFTC parle d'un « énorme bricolage ». Elle « comprend mal que toutes ces mesures d'urgence soient envisagées jusqu'au 1^{er} juillet 1988. Est-ce que le gouvernement ne croirait déjà plus aux mesures générales qui devraient être élaborées d'ici à la fin de l'année pour garantir durablement l'avenir de la Sécurité sociale ? »

Dans les partis politiques, le RPR se félicite de mesures « justes » et « équitablement réparties ». « Je considère que seul le gouvernement était en mesure d'apprécier le dosage des mesures conjonctionnelles à appliquer », a déclaré, le

30 mai à Arras, M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS. Pour M. Barrot, « ce recours au procédé empirique » devrait « être le dernier » : « Il faut qu'à la faveur des états généraux les Français prennent la mesure de leur protection sociale, et que nous avançons vers une solution de fond, sans que cette progression soit entachée de querelles politiques ».

Du côté du PS, M. Lionel Jospin a affirmé que « ce plan est fait de bric et de broc, d'une série de mesures sans cohérence. Ce plan est injuste puisqu'il demande 15 milliards aux revenus du travail et 1,7 milliard aux revenus financiers immobiliers. Ce plan n'est pas à la hauteur des besoins de financement évalués à 50 milliards par les « sages » puisqu'il n'apportera que 21 milliards. C'est donc 30 milliards que la mauvaise gestion du gouvernement actuel laissera en matière de Sécurité sociale au gouvernement d'après 1988 ».

D'autres dirigeants socialistes, comme M. Fabius, Bérégovoy, Delabarre, Debarge, ont formulé des critiques similaires. Pour M. Gisèle Moreau (PCF), « les salariés vont payer deux fois plus que ceux qui bénéficient de revenus financiers ». Enfin, pour M. Miegret (Front national), c'est un dispositif « qui coupe la poire en six et qui ne prévoit aucune mesure d'économies ».

Préfiguration de « petits boulots »

Cent vingt emplois créés pour aider les personnes âgées

Un téléphone qui ne cesse de sonner à portée de main et trois gros boîtiers comprenant toutes les fiches sous les yeux suffisent à M^{me} Brigitte Croff, trente-cinq ans, vive et passionnée, pour rester à l'heure de journées en contact avec l'univers qu'elle s'est créé. Directrice de l'association la Source, installée dans une maison bourgeoise de Vincennes (1), « par hasard, sans étude de marché », elle régit depuis quatre ans sur une organisation inédite. Pas moins de vingt-cinq infirmières, « libérales et conventionnées », travaillent exclusivement pour elle, ainsi que cent vingt « auxiliaires de vie », pour la plupart des femmes qui ont connu des difficultés d'insertion sociale et professionnelle. Ensemble, elles viennent en aide aux personnes âgées, « de soixante-quinze à cent ans », dans près de cent trente familles chaque jour, mais, tient à préciser M^{me} Croff, « dans un rapport marchand » qu'elle juge indispensable.

Tout le mérite et le succès de l'association tiennent à cela. L'association rémunère une équipe de direction qui comprend, outre la fondatrice (7 000 F brut par mois), deux personnes à temps plein (6 000 F), une secrétaire « à trois quarts de temps », une femme de ménage à mi-temps et deux vacataires, une psychologue et une psychomotricienne. Les infirmières gagnent 6 000 F net, pour un mi-temps, pour des interventions chez les personnes âgées « remboursées par la Sécurité sociale ». Elles sont toutes un peu perspicaces, reconnaît M^{me} Croff. Moins,

elles font ça pour le plaisir et sont capables de passer une heure et demie chez les gens quand les autres sont parties après dix minutes. Les auxiliaires de vie, la moitié à temps plein, l'autre à mi-temps, sont payées directement par les utilisateurs, déclarés, et versent donc leurs cotisations sociales. Elles reçoivent, brut, 35 F de l'heure, 50 F le dimanche ou un forfait de 300 F pour une nuit de douze heures.

Pour être viable économiquement, le système suppose une participation de tous à l'association, qui consomme les services. Clients, personnel ou infirmières, chacun adhésie pour une somme annuelle de 400 F. A partir du deuxième mois, la famille cliente verse une cotisation de 220 F mensuels « pour le travail de suivi ». Quant au personnel, il effectue un règlement mensuel de 200 F à ses collègues infirmières qui, de tous manières, serait supporté par la Sécurité sociale, le prix de son activité, en direction d'un public souvent assisté, ne se transforme pas en une dépense supplémentaire pour la collectivité. L'Etat et les finances publiques n'ont pas à intervenir dans un dispositif qui rééquilibre économiquement, même si M^{me} Croff évoque l'angoisse de

10 000 F mensuel de loyer ou reconnaît, pour ce mois de mai, 4 000 F de déficit. Sa seule subvention remonte à 1984, quand elle reçut 60 000 F d'aide dans le cadre du programme pour les « emplois d'initiative locale » (EIL), et elle attend toujours les 55 000 F prévus pour avril dernier par la Fondation de France.

Demande solvable

Mieux, l'association a permis de créer des emplois en nombre important et pour des personnes qui, en temps normal, n'en trouvent pas facilement. Alors que le thème des « petits boulots » circule avec insistance depuis des mois dans une opinion préoccupée par l'évolution du chômage, l'action de M^{me} Croff vient apporter une démonstration sans ambiguïté de ce qu'il est possible de faire avec de l'imagination. Le rapport de M. François Dalle, commandé par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, et dont on attend la publication prochaine, pourrait trouver là un exemple d'application indiscutable. Une demande solvable existe des fonctions peuvent se développer à un niveau satisfaisant de rentabilité et du travail peut en découler. La généralisation de cette expérience sur l'ensemble du territoire, et d'abord dans les grandes agglomérations, aurait des conséquences favorables sur l'emploi.

Parce qu'elle se sait à la croisée des chemins, M^{me} Croff hésite et

parfois, s'étonne de certaines réactions, particulièrement de pouvoirs publics, intéressés. « Nous sommes un cas limite, souligne-t-elle, bien consciente des conséquences de son innovation. Parce que notre action amène les personnes âgées à être moins dépendantes, nous remettons de fait en cause l'extension des dépenses de santé. Cela peut jouer dans nos rapports avec la Sécurité sociale mais aussi avec une concurrence plus commerciale, également présente sur ce marché ».

« Nous sommes assis entre deux chaises », poursuit-elle. Alors qu'il suffirait de peu de chose pour que son service soit définitivement autonome financièrement, et assure à son équipe une meilleure rémunération, on lui propose de se transformer en une association intermédiaire (2) quand elle demande à la DASS le détachement d'une infirmière pour occuper du dossier de santé de ses clients. « Ce serait régénérer ! », s'exclame-t-elle, soucieuse de se maintenir dans un rôle économique normal. A l'inverse, elle imagine sans cesse l'évolution commerciale que certains pourraient donner à son activité s'ils abandonnaient la méthode originale qu'elle a mise au point. C'est d'ailleurs pourquoi la directrice de la Source a engagé des discussions avec l'un des fondateurs, il y a vingt ans, de SOS Médecins, le docteur Marcel Lascar. « On pourrait essayer de monter quelque chose », propose-t-elle, convaincue qu'il est possible de respecter le schéma mis en place par M^{me} Croff dans le secteur marchand.

ALAIN LEBLAUME.

FAITS ET CHIFFRES

● Décès du baron Léon Lambert. — Le baron Léon Lambert, qui avait démissionné le 19 mai dernier de ses fonctions de président du groupe Bruxelles-Lambert, le deuxième groupe financier belge (le Monde du 21 mai), est décédé jeudi 28 mai.

● Baisse de 0,6 % de l'indice composite américain. — L'indice composite américain, synthèse des principaux indicateurs économiques des Etats-Unis, a enregistré une baisse de 0,6 % au mois d'avril. Mais cette évolution, qui suit une hausse, après révision, de 0,8 % en mars, apparaît exagérée aux principaux analystes économiques d'outre-Atlantique.

La chute n'aurait en effet été que de 0,1 % sans l'indice de la durée moyenne de travail hebdomadaire, perturbé au mois d'avril.

● PRÉCISION. — Une virgule malencontreuse a rendu incorrect le sens d'une phrase de l'article intitulé : « Shell contre le pavillon Kerquelen » (le Monde daté 31 mai-1^{er} juin). Il fallait lire : « Il s'agit d'un recours gracieux, non contentieux devant une juridiction administrative ».

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Au sommet de Venise

M. Baker proposera de nouvelles mesures pour aider les pays endettés

Les Américains proposeront à leurs partenaires au sein du groupe des sept grands pays industriels occidentaux lors du sommet de Venise (8 au 10 juin prochains) de nouvelles mesures pour faire face au problème de la dette des pays en développement. M. Allen Wallis, le « sherpa » américain pour la préparation de ce sommet, a en effet, indiqué, vendredi 29 mai à New-York, que les Etats-Unis souhaitent « une amélioration ou une modification du plan Baker ». Jusqu'à présent, ce plan, présenté à l'automne 1985 par le secrétaire d'Etat américain au Trésor, M. James Baker, et destiné à sauver du naufrage des pays endettés en incluant les banques commerciales à poursuivre leurs prêts volontaires, n'a guère produit d'effets. Faute de crédits nouveaux, plusieurs pays ont suspendu le paiement des intérêts sur leur dette. Après le Brésil, la Côte-d'Ivoire a fait savoir, jeudi, qu'elle ne paierait plus sa dette de leur côté, les banques commerciales, notamment américaines, comme la Citicorp et maintenant la Chase Manhattan Bank, constituent d'importantes réserves exceptionnelles sur leurs prêts aux pays en développement.

Pour les responsables américains, le plan Baker — qui prévoyait des crédits supplémentaires sur trois ans de 29 milliards de dollars — reste « intact et valable », comme l'a affirmé le secrétaire adjoint au Trésor, M. David Mulford. Il est cependant nécessaire de remettre les pendules à l'heure, d'où l'initiative annoncée par M. Wallis. Sous le terme de « menu à options »,

les banques commerciales seraient invitées à investir directement dans le tiers-monde (prise de participation, achat de valeurs...), plutôt qu'à lui accorder des prêts classiques. Les Etats-Unis ont déjà poussé dans cette voie de grands pays débiteurs comme le Chili, le Mexique et les Philippines. Il s'agit de proposer aux banques des actifs tangibles, au lieu de titres de créances qui ont toutes les chances de n'être jamais intégralement remboursés.

Les Américains envisagent, en outre, une utilisation plus souple des crédits à l'exportation. L'Eximbank, l'agence fédérale qui garantit les prêts à l'exportation, vient d'annoncer qu'elle pourrait débiter, pour les pays endettés, des crédits à très long terme (vingt-cinq à trente ans) et à taux d'intérêt fixes. Son président, M. John Bohn, n'a pas caché que l'objectif est de « combler le vide » et de soutenir le plan Baker.

Les pays endettés d'Amérique latine, réunis au sein du groupe de Carthagène, pourraient, apprenant à New-York ce week-end, également faire des propositions en la matière à la veille du sommet de Venise. Des représentants de ce groupe s'inquiètent en effet de la décision de la Citicorp, suivie depuis par la Chase, et qui pourrait, à leurs yeux, signifier « la fin des prêts volontaires » de la part des banques commerciales privées aux pays endettés.

E. L.

Le rapport annuel de la Banque d'Italie

L'inflation risque de repartir

L'économie italienne « reste parmi les plus exposées à l'instabilité qu'est en train de pointer dans la conjoncture internationale ». Bien engagé, son « assisesment », le système productif », le gouverneur de la Banque d'Italie a, cependant, insisté sur la persistance de nombreux déséquilibres. L'endettement de l'Etat reste trop important. Les pouvoirs publics doivent faire preuve plus de rigueur « dans la maîtrise de leurs dépenses et rechercher plus d'efficacité » dans le fonctionnement des administrations. Le déficit public devrait encore atteindre 100 000 milliards de lire cette année (12,5 % du PIB).

Pour M. Ciampi, tout réajustement dans la politique budgétaire monétaire du pays se traduira par une reprise de l'inflation (les prix de détail augmentent à un rythme annuel de 4,2 %). A ce sujet, le gouverneur de la Banque d'Italie s'inquiète du maintien du différentiel d'inflation entre l'Italie et ses principaux partenaires commerciaux et d'une reprise de la hausse des prix de gros au cours des derniers mois.

S'adressant aux industriels de la péninsule, M. Ciampi leur a recommandé, en substance, de faire « moins de finance et plus de production », estimant que la recherche de « gains en capital à court terme » ne doit pas être la priorité. « La réalisation de profits même élevés », a déclaré le gouverneur, « est un fait accepté par l'opinion quand elle s'accompagne de la capacité à renforcer l'économie et à créer des emplois ».

M. Ciampi a enfin constaté que la « dépendance énergétique de l'Italie n'a diminué ni après le premier choc pétrolier ni après le second », ce qui rend d'autant plus nécessaires à ses yeux « des choix importants et urgents qui ne peuvent être différés » dans ce domaine. En conclusion, le gouverneur de la Banque d'Italie a préconisé un accroissement de la pression fiscale, accompagné d'une réorganisation du système d'imposition et d'une lutte contre la fraude. Il a, en outre, évoqué la possibilité d'imposer les gains en capital réalisés sur le marché des actions.

En trois mois

Les Etats-Unis ont dépensé 4 milliards de dollars pour soutenir le billet vert

Les Etats-Unis ont dépensé en février, en mars et en avril 4,08 milliards de dollars pour soutenir le billet vert sur les marchés des changes, le montant le plus important depuis six ans au moins, ont indiqué, le vendredi 29 mai, des responsables de la Federal Reserve. Au cours de cette même période, les autres banques centrales ont engagé un montant total neuf fois supérieur dans leurs interventions conjuguées.

Le soutien des banques centrales n'a pu empêcher une baisse de 8,4 % du dollar vis-à-vis du yen et de 2,1 % par rapport au deutschemark au cours de ces trois mois. Mais les responsables américains de la Federal Reserve soulignent que leurs interventions ont démontré le respect par le gouvernement américain de ses engagements en faveur d'une plus grande stabilité des taux de change, conformément aux accords du Louvre.

Emploi

Un accord va être signé dans la métallurgie

Les longues négociations sur le thème de l'emploi engagées dans la métallurgie devraient aboutir à la signature d'un accord. Avant de déboucher sur une réponse définitive entre le 12 et le 22 juin, quatre organisations syndicales sur cinq (CFDT, FO, CFTC et CGC) ont donné un avis favorable au projet après une quatrième et dernière séance de discussion, le 26 mai, avec l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), l'organisation patronale. La CGT a donné un avis négatif.

Le texte devrait remplacer le précédent accord de 1973 et intégrera les deux précédents accords conclus, celui sur les décrets de licenciement de décembre 1986 et celui sur les nouvelles technologies de janvier 1987.

Le projet d'accord réaffirme le rôle des délégués syndicaux, qui doi-

vent être informés et consultés sur les mesures d'emploi. Dans les entreprises, les comités d'entreprise (moins de cinquante salariés), les délégués du personnel disposeront de deux réunions pour être informés et consultés.

Un délai minimal de quatre jours, de six jours s'il y a plus de cent licenciements, devra être respecté entre les deux réunions du comité d'entreprise. Les indemnités de licenciement seront majorées de 20 % pour les salariés de plus de cinquante ans qui ne pourraient bénéficier d'une préretraite ou d'une indemnisation par l'assurance-chômage jusqu'à soixante ans.

Les commissions paritaires de l'emploi seront associées à l'examen des mesures d'accompagnement et verront leur rôle renforcé dans leur mise en œuvre.

Le Monde
sur minitel

JOUEZ

« Où en sont les Français ? »

Gagnez l'état de la France (Editions de la Découverte)

3615 TAPÉZ LEMONDE puis ETA

La société savante des informaticiens, l'AFCEI l'hebdomadaire professionnel, Le Monde Informatique,

CREENT LE 1^{er} FORUM DE L'INFORMATIQUE

Un après-midi de conférences-débats exceptionnel.

“L'INFORMATIQUE EST-ELLE RENTABLE AUJOURD'HUI ?”

Mardi 23 juin de 14 heures à 19 heures. Hôtel Mèridien Paris-Etoile, 81, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 PARIS. Droits d'inscription : 2.680 F.

Réservez votre participation en appelant le secrétariat du Forum de l'informatique : 47.66.24.19. Les inscriptions seront enregistrées dans leur ordre d'arrivée. Leur clôture ne fera pas l'objet d'un préavis.



FORUM
DE L'INFORMATIQUE
Afcet-Le Monde Informatique

AFFAIRES

Le sort d'une filiale dans les télécommunications

Le différend s'aggrave entre la CGE et l'Espagne

MADRID
De notre correspondant

Que faire des filiales espagnoles d'ITT ? En fusionnant en décembre dernier avec les divisions de télécommunications d'ITT et en créant ainsi le consortium Alcatel NV, le groupe français CGE (Compagnie générale d'électricité) n'a pas hérité d'entreprises très florissantes au sud des Pyrénées. A qui appartient-il de financer le renouveau des deux filiales espagnoles d'ITT, Standard Electrica et Marconi, qui traversent une phase difficile ?

Les interminables négociations à ce propos entre l'administration espagnole et ITT d'abord, Alcatel ensuite, risquent de déboucher dans les prochains jours, dans le cas de Marconi, sur une rupture définitive. Des négociations d'autant plus difficiles qu'elles ont pour toile de fond la lutte des « géants » du secteur pour prendre pied sur le marché espagnol des télécommunications, le quatrième d'Europe.

Un second plan plus draconien

Standard Electrica, avec douze mille huit cents salariés, fabrique des matériels de télécommunications (terminaux, centraux, etc.), tandis que Marconi, dont la main-d'œuvre est de mille trois cents personnes, s'est spécialisée dans les télécommunications militaires, après avoir renoncé, en novembre 1985, à quelques activités annexes dans le domaine civil. Ces deux entreprises sont en crise depuis le début des années 80. Un premier plan de

reconversion avait été adopté en 1984, qui allait rapidement se révéler insuffisant.

Un second plan, plus draconien, se révélait donc nécessaire au moment où ITT et CGE annonçaient leur fusion. Dès le départ, les dirigeants d'Alcatel NV distinguaient le problème de Standard Electrica, soluble, selon eux et celui de Marconi, dont ils entendaient se débarrasser. Après des négociations houleuses, un accord fut effectivement signé en avril dernier, assurant le futur de Standard Electrica au sein du groupe. Alcatel NV acceptait de souscrire à une augmentation de capital de 14 milliards de pesetas (660 millions de francs), tandis que l'administration espagnole apportait 3,8 milliards de pesetas.

Par ailleurs, la Telefonica, la compagnie qui gère les télécommunications en Espagne, s'engageait à augmenter substantiellement ses commandes à Standard Electrica, dont elle est déjà le principal client. Enfin, il était convenu que la réduction de main-d'œuvre nécessaire (quelque quatre mille emplois) s'effectuerait exclusivement par retraites anticipées et départs volontaires, une solution initialement rejetée par les dirigeants d'Alcatel NV, en raison de son coût élevé. Le plan prévoyait que Standard Electrica commencerait à décaler des bénéfices à partir de 1989.

La conclusion de cet accord provoqua la surprise. Quelques jours plus tôt, le président d'Alcatel, M. Pierre Suard, avait, en effet, rencontré à Madrid le ministre espa-

gnol de l'industrie, M. Luis Carlos Croci, et l'entrevue s'était apparemment soldée par un échec. Pourquoi Alcatel avait-il donc brusquement assoupli sa position ? La privatisation imminente de la CGE, exécutée à Madrid, avait joué son rôle, la persistance de conflits dans certaines entreprises du groupe ne pouvant qu'entamer la confiance des acheteurs potentiels.

Mais la privatisation de la CGE n'a pas suffi, en revanche, à assurer un accord sur l'avenir de Marconi, dont les pertes cumulées atteignent en 1^{er} janvier dernier, selon Alcatel, 15 milliards de pesetas. La situation est d'autant plus confuse que les versions des parties diffèrent totalement quant à l'état réel de la négociation.

Cessation de paiements ?

Selon l'administration espagnole, tant le suédois Ericsson que l'allemand Siemens et APT (le consortium formé par l'américain ATT et Philips) sont intéressés par l'achat de la firme Marconi. Celle-ci représente en effet une plate-forme idéale pour pénétrer le marché espagnol des télécommunications que se partagent aujourd'hui Alcatel, à 60 %, et Ericsson, à 40 %. La firme suédoise désire accroître sa part de marché en Espagne et éviter en même temps l'arrivée au sud des Pyrénées d'un nouveau concurrent, Siemens, de son côté, aimerait élargir à l'Espagne son aire d'activité, surtout après son échec en France dans la lutte pour la reprise de la CGT. ATT, enfin, voudrait lui aussi s'implanter

d'avantage, via l'Espagne, sur les marchés européens, que son accord avec Philips ne lui a pas véritablement ouverts jusqu'ici.

Selon les dirigeants d'Alcatel NV, au contraire, aucun acquiescement n'a véritablement fait preuve d'intérêt pour Marconi, dont la situation est désespérée. Seul le consortium APT, affirmant-ils, a formulé une offre, mais qui est loin de satisfaire le vendeur. La négociation bute en fait sur un obstacle de fond : tout acheteur de Marconi demanderait évidemment en contrepartie un accès garanti au marché espagnol des télécommunications, portant ainsi préjudice au principal fournisseur de ce dernier, qui est précisément Alcatel NV.

Aussi les Espagnols accusent-ils les dirigeants d'Alcatel de n'avoir jamais réellement voulu vendre Marconi, et d'avoir en fait cherché à liquider l'entreprise plutôt que de la céder à un concurrent. Les intérêts s'en défendent et rétorquent qu'ils ont soutenu Marconi à bout de bras durant des mois. Une situation qui ne peut plus durer, ajoutent-ils en se déclarant prêts à mettre l'entreprise en état de cessation de paiements dans les prochains jours.

Cette décision pourrait avoir de sérieuses conséquences politiques, compromettant désormais toute collaboration entre Madrid et Paris en matière de télécommunications. On est décidément bien loin de l'époque où la Telefonica annonçait son intention, abandonnée par la suite, de se joindre à CGE et à ITT au sein d'Alcatel NV.

THIERRY MALINIAK.

A dix jours de l'ouverture du Salon du Bourget

Le président de l'Aérospatiale invite les Européens à ne pas démissionner devant la pression américaine

VIENNE
De notre envoyé spécial

« L'Europe ne doit pas démissionner chaque fois que les États-Unis font les sourds », a une dizaine de jours de l'ouverture du Salon international de l'aéronautique au Bourget, le président de la société nationale Aérospatiale, M. Henri Martre, a déclaré, à la fin de la semaine dernière, à Vienne (Autriche), les pressions de toutes sortes que les Américains exercent sur la clientèle internationale pour signer des marchés aux Européens. Il a invité les Européens à relever le défi. « Les industriels européens, a-t-il expliqué, doivent choisir la bataille avec leurs concurrents américains et n'avoir aucun complexe face à eux ».

Sur le marché civil qui reste très dur et devant une compétition économique extrêmement tendue, a déclaré M. Martre, on rencontre de plus en plus de pressions politiques américaines qui sont loin d'être négligeables. Ces pressions politiques américaines ont même tendance à s'aggraver contre le Japon et l'Europe.

A des journalistes qu'il avait réunis à Vienne, le président de l'Aérospatiale a expliqué que la stratégie américaine était claire dans le domaine aéronautique et spatial : là où ils sont déjà en position de domination, les États-Unis entendent renforcer encore leur point fort, au besoin en engageant la puissance publique dans des négociations qui devraient demeurer strictement commerciales au sens le plus étendu de cette expression.

Des aspects démontés

M. Martre a cité plusieurs exemples de cette intervention de la puissance fédérale américaine dans des secteurs industriels qui devraient relever de l'initiative privée aux États-Unis. Six à sept projets civils sont ainsi concernés. C'est la cas, par exemple, pour le moteur « turbofan », qui tente d'associer la propulsion à réaction et la propulsion à hélice : les contrats viennent de la NASA, l'agence spatiale américaine. C'est aussi le cas du projet dit « Orient-Express » d'un avion capable de relier New-York à Tokyo en deux heures : les deux tiers du financement émanent du Pentagone et le tiers restant est à la charge de la NASA.

A l'exportation, la même stratégie est appliquée par Washington. « La puissance publique américaine, constate le président de l'Aérospatiale, intervient dans les affaires commerciales ».

Pour obtenir des contrats, l'administration américaine fait flèche de tout bois. Après du Japon, qui veut acquérir des hélicoptères, ou de la Corée du Sud, qui veut acheter des avions de transport civil, les États-Unis, pour contrer leurs rivaux, font valoir la nécessité de rétablir, à leur profit, les équilibres de la balance commerciale. En Egypte et même

en Europe, les Américains jouent, durant leurs démarches commerciales, des aides militaires qu'ils apportent à ces pays. En Inde et au Brésil, enfin, le gouvernement américain propose, grâce à l'EximBank, des facilités de financement, sur les taux ou les durées de crédit, qu'aucune banque européenne ne peut espérer concurrencer.

M. Martre n'exclut pas l'éventualité, devant le succès mondial de l'Aérospatiale, que Washington demande aux compagnies américaines de ne pas acheter l'avion européen ou qu'il soit mis des droits d'entrée dissuasifs sur le marché outre-atlantique.

« Il faut affronter cette guerre commerciale », a-t-il affirmé. Les Américains estiment que les aides européennes à l'aéronautique sont gouvernementales et, donc, contraires aux règles internationales du GATT. Mais l'aide fédérale à l'industrie américaine est aussi importante et elle a des aspects flous, démontre-t-il. Ainsi, observe le président de l'Aérospatiale, il arrive que le Pentagone soit le propriétaire des usines qu'il sous-loue quasi gratuitement à l'industrie américaine. De même, des programmes d'armement civil, comme le Boeing-747 ou le Boeing-707, ont d'abord été des programmes militaires financés par des aides fédérales.

Le président de l'Aérospatiale considère, du reste, que c'est précisément sur le « créneau » du 747 que Boeing obtient sa marge maximale de profit : jusqu'à 20 millions de dollars pour un avion qui se vend environ 130 millions de dollars. Grâce à cette marge, le constructeur américain peut faire des rabais sur le prix de tous ses autres modèles. « C'est cette liberté de manœuvre commerciale qu'il faut retirer à Boeing en lui imposant un avion concurrent », a conclu M. Martre en souhaitant que les Européens annoncent, au Bourget, le lancement des programmes Airbus A-330 (cour-moyen-courrier biterminal de 330 à 400 places) et A-340 (long-courrier quadrimoteur de 300 places) face aux États-Unis.

JACQUES ISNARD.

M. Madelin
au « Club de la presse »
d'Europe I

Toutes les entreprises
publiques en équilibre
à la fin de 1988

« Je souhaite que, au-delà de 1988, les entreprises publiques ne soient plus sur la contribution », a déclaré, le dimanche 31 mai, M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des PTT et du tourisme, invité au « Club de la presse » d'Europe I.

« Les entreprises publiques qui marchent, on les privatise », a souligné M. Madelin. Celles qui marchent moins bien, il faut les examiner. Mon objectif est de faire en sorte que, fin 1988, toutes ces entreprises, sauf les Charbonnages qui sont un cas très particulier, soient revenues à l'équilibre d'exploitation et remises en économie de marché.

Le ministre de l'Industrie a précisé que, à ses yeux, les aides publiques qui restent à verser doivent être d'un bloc, « pour solder de tout compte », à l'image de ce qui a été fait pour Cdf-Chimie. M. Madelin s'oppose en la matière au ministère des Finances, qui préfère verser des aides au fur et à mesure, pour mieux contrôler l'assainissement des entreprises. Par ailleurs, le ministre a évoqué le cas de Renault-Véhicules industriels (voitures lourdes), dont le refinancement a été le fait autant du secteur public que du secteur privé (banques). Une opération exemplaire pour M. Madelin, qui y voit un retour à des mécanismes de marché, alors même que la privatisation de Renault n'est pas prévue pour la législature actuelle.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CRÉDIT AGRICOLE

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE
Siège social : 91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris
RCS Paris B 784 608 416 00011

ET
CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL

AVIS DE CONVOCATION

Messieurs les porteurs de titres participatifs du Crédit agricole sont convoqués :

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

le 19 juin 1987 à 15 heures

A LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris,

en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport sur la situation et l'activité du Crédit agricole au cours de l'exercice 1986 ;
- rapport des commissaires aux comptes de la CNCA sur les comptes de l'exercice clos le 31-12-86 et sur les éléments servant à la détermination de la rémunération des titres participatifs.

Tout porteur, quel que soit le nombre de titres qu'il détient, a le droit de prendre part à cette assemblée générale.

Pour y assister ou se faire représenter, il faut, cinq jours au moins avant la date, c'est-à-dire le 13 juin au plus tard :

- soit demander une carte d'admission ;
- soit compléter une formule de pouvoir pour se faire représenter, en s'adressant à l'une des agences d'une caisse régionale de crédit agricole mutuel.

Dans le cas où le quorum ne serait pas atteint sur la première convocation, une nouvelle réunion est prévue dès à présent pour le 26 juin 1987 au même lieu et à la même heure.



ACCOR
ENTREPRISE D'HÔTELLERIE
ET DE RESTAURATION ET DE SERVICES

A l'issue des assemblées générales du 26 mai 1987, le conseil d'administration a voté le calendrier de l'augmentation de capital réservée à la Compagnie financière de Suez ainsi qu'à la Société générale, à Paribas, à la BNP, à l'UAP et au Crédit lyonnais. Les 2 316 000 actions, émises à 532 FF, et représentant 1 338,5 millions de francs de capitaux propres, seront libérées le 16 juin.

ATTRIBUTION GRATUITE DE BONS

Un nouveau conseil d'administration, prévu le 22 juin, décidera de l'attribution gratuite à tous les actionnaires de bons de souscription d'actions dont les caractéristiques seront communiquées à ce moment. Ces bons seront cotés.

Les droits des actionnaires potentiels (notamment par exercice des bons C 1985 ou conversion des obligations convertibles FF 1983 et S 1984) seront préservés par mise en réserve de bons.

DIVIDENDE

L'assemblée a approuvé la mise en paiement du dividende de 6,50 F par action (plus avoir fiscal) en progression de 12,1 % sur celui payé en 1986. Il a été également décidé que les actionnaires pourront opter pour le paiement du dividende en actions au prix de 474 F par action. Le coupon du dividende sera détaché le 23 juin et payé, le 4 août.

Crédit Mutuel

SICAV

ÉPARGNE QUATRE

Société d'investissement à Capital Variable

Avec le concours de Caisse Fédérale du Crédit Mutuel, la Caisse Centrale du Crédit Mutuel a créé la Sicav à revenus trimestriels : ÉPARGNE QUATRE. ÉPARGNE QUATRE est une sicav obligatoire destinée à des placements sur une longue période, et son objectif est de servir des revenus trimestriels tout en protégeant le capital investi.

Président

M. Bernard D'HEILLY
Directeur Général Adjoint de la
Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Midi-Atlantique.

Administrateurs

Caisse Centrale du Crédit Mutuel
représentée par M. Jean-Patrice DALEM,
Directeur Général Adjoint
Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Maine-et-Loire
représentée par M. Bernard HEUZE, Directeur Financier.
Caisse Fédérale du Crédit Mutuel d'Ile-de-France
représentée par M. Fernand TOUBIANA,
Directeur Financier.
Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Maine-Anjou
et Basse-Normandie
représentée par M. Raymond PAILLARD, Directeur.
Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Champagne-
Ardennes représentée par M. Jean-Marie GIRARDIN,
Directeur.
Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Dauphiné - Vivarais
représentée par M. Alain MEUNIER, Directeur Financier.
Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Méditerranéen
représentée par M. Robert MARTINOT, Directeur.
Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan
représentée par M. René DABOUT, Directeur Financier.

Dépositaire :

CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL

Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Bourgogne et
Centre-Est représentée par M. René CARTIER,
Responsable du Département des Affaires Bancaires
et Financières.
Caisse Fédérale du Crédit Mutuel du Sud-Ouest
représentée par M. Michel VOYER,
Directeur Général Adjoint.

Directeur

Nancy TEITELBAUM
Responsable du Service Obligations
de la Caisse Centrale du Crédit Mutuel.

La date d'ouverture au public d'ÉPARGNE
QUATRE a été fixée à :

Lundi 1^{er} juin 1987

La valeur de l'action a été fixée à 1000 FF, les
souscriptions sont reçues dans toutes les
Caisse et Banques de Crédit Mutuel ins-
crites sur la liste tenue par la Confédéra-
tion Nationale du Crédit Mutuel.

L'actionnaire d'ÉPARGNE QUATRE sera
exonéré de tout droit d'entrée durant une
semaine à compter de l'ouverture au
public de la sicav.

PENHOET

Bénéfice Augmenté en capital de F 3000 000

Pour accompagner la croissance de ses participations,
comme elle l'a fait avec C.R. 2 A, DE DIETRICH,
LOUIS VUITTON, LUCHAIRE et S.C.,
et pour répondre aux nombreuses opportunités
actuelles,

la COMPAGNIE DE PENHOET
procède à une

AUGMENTATION
DE CAPITAL

par émission de 179 122 actions nouvelles de
F 50 nominal.

Montant de l'émission : F 233 millions.
Prix d'émission : F 1300.
Droit préférentiel de souscription : 1 action nouvelle pour 3 actions anciennes.
Souscription à titre réducteur actions.
Journées : 7^{er} Janvier 1987.
Période de souscription : du 1^{er} juin au 22 juin 1987 inclus.

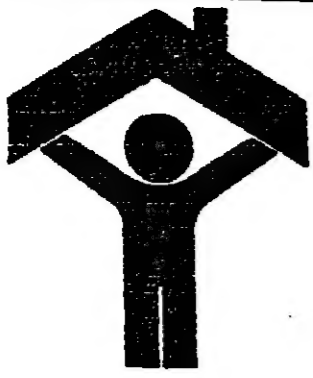
| Actions souscrites en France | 1986 | 1985 | 1984 |
|------------------------------|----------|----------|----------|
| Actions souscrites | 1125 | 1425 | 1525 |
| Chiffre affaires | 1125-205 | 1125-205 | 1125-205 |

Une note d'information (voir C.O. n° 87-01 en date du 15 mai 1987) est à la disposition du public
auprès de la Compagnie de Penhoet, 1 rue de la République, 75008 Paris et des établissements de crédit de la Compagnie.
Banque Indusim, Crédit Fédéral, Banque Indusim.

BALO du 25 mai 1987.

UNIVERSITÉ
PARIS-XIIIMAGISTÈRE
D'ÉCONOMIE
INDUSTRIELLE

Tél. : 48-46-13-50



crédit foncier de france

Société anonyme au capital de 1997 129 520 francs
Siège social : 19, rue des Capucines, PARIS 1^{er} - R.C.S. PARIS B 542 029 848

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE

des obligations 7,50 % 1986-2001
contre des obligations 7,50 % 1987-2001

Présentation de l'offre publique d'échange

Le 19 mai 1986, le Crédit Foncier de France a émis un emprunt à taux fixe 7,50 % prévoyant la possibilité de procéder à des rachats en bourse.

Dans le cadre de cette faculté et conformément à ce qui a été prévu dans la fiche d'information qui a reçu le visa n° 87-52 en date du 23 février 1987 et dans la notice parue au BALO du 2 mars 1987, le Crédit Foncier de France offre aux porteurs de ces titres de les échanger contre des obligations 7,50 % à créer assimilables aux obligations 7,50 % mars 1987 (code SICOVAM 16264).

MONTANT DE L'ÉCHANGE

Cette offre porte sur la totalité des obligations 7,50 % 1986-2001 en circulation, soit un montant global de 5 045 470 000 F représenté par 1 009 094 obligations de 5 000 F nominal. Il sera donné suite à l'échange quel que soit le nombre de titres présentés.

Dans le cas où toutes les obligations à 7,50 % 1986-2001 seraient présentées à l'échange, il serait créé 1 009 094 obligations nouvelles 7,50 % pour un montant de 5 045 470 000 F. Le résultat de l'offre fera l'objet d'un avis publié dans la presse financière.

PARITÉ D'ÉCHANGE

Sur présentation d'une obligation 7,50 % 1986-2001 (codes SICOVAM 16 185 et 16 985) du 3 juin au 30 septembre 1987 inclus (1), il sera remis une obligation nouvelle 7,50 % 1987-2001, jouissance 3 juin 1987, dont les caractéristiques sont définies dans la fiche d'information qui a reçu le visa n° 87-52 en date du 23 février 1987 et dans la notice parue au BALO du 2 mars 1987. L'échange sera, en tout état de cause, effectué avec jouissance du 3 juin 1987.

L'échange s'effectuera sans soula : en effet, les obligations 7,50 % 1986-2001 et 7,50 % 1987-2001 présentent des caractéristiques identiques en ce qui concerne la durée, l'amortissement normal et l'intérêt annuel.

Leur valeur d'échange est évaluée au même prix, soit 4 500 F, correspondant au prix d'émission de l'emprunt 7,50 % mars 1987 (code SICOVAM 16264).

La vie moyenne de l'emprunt 7,50 % 1986-2001 ne sera pas affectée par l'opération d'échange, l'amortissement des obligations échangées étant imputé également sur les 5 tranches d'amortissement normal prévues dans le contrat d'émission des obligations 7,50 % 1986-2001.

Le porteur d'une obligation nouvelle devrait bénéficier d'une meilleure appréciation du titre par le marché ; ainsi, au cours du mois d'avril 1987, la cotation de l'emprunt 7,50 % 1987-2001 a fait ressortir un taux actuariel brut acheteur moyen de 8,97 % et la cotation de l'emprunt 7,50 % 1986-2001, un taux correspondant de 9,34 %. L'application de ces taux au 3 juin 1987 ferait ressortir une « décote » théorique de l'obligation 7,50 % 1986-2001 par rapport à l'obligation 7,50 % 1987-2001 de 122,80 F, soit un avantage de 2,45 % de la valeur nominale en faveur de l'obligation 7,50 % 1987-2001.

Cette meilleure appréciation du titre 7,50 % 1987-2001 s'explique notamment par 3 raisons :

- la grande liquidité potentielle du titre, puisque l'emprunt 7,50 % 1987-2001 actuellement représenté par 1 734 416 obligations est susceptible d'être porté après échange à 2 743 510 obligations, voire à 3 443 510 obligations, soit un encours d'un montant nominal de 17 217 550 000 F si les bons d'échange (code SICOVAM 4841) issus des obligations « TME » mars 1987 sont tous exercés ;
- l'exonération de la retenue à la source, puisque les porteurs d'obligations émises depuis le 1^{er} janvier 1987 ne voient plus le montant brut de leurs coupons diminué de la retenue à la source de 10 % ;
- l'absence de clause de remboursement anticipé au gré de l'émetteur que comportait le contrat d'émission des obligations 7,50 % 1986-2001.

En tout état de cause, il sera assuré un suivi de la cotation des obligations 7,50 % 1986-2001 restant en circulation.

MODALITÉS D'ÉCHANGE

Un avis de la Chambre Syndicale des Agents de Change fixant les modalités de l'opération a été publié à la Cote Officielle de la Compagnie des Agents de Change, le 27 mai 1987.

Les porteurs des obligations 7,50 % 1986-2001 qui souhaiteraient les échanger contre des obligations nouvelles 7,50 % 1987-2001 devront transmettre leurs ordres d'échange aux établissements financiers, teneurs de leurs comptes, ou à leurs Agents de Change pour dépôt auprès de la Banque Indosuez au cours de la période allant du 3 juin au 30 septembre 1987 (1). La Banque Indosuez procédera à la mise en place des obligations nouvelles, en liaison avec la SICOVAM, au fur et à mesure des demandes d'échange présentées.

Les ordres d'échange seront irrévocables. L'échange des obligations ne donnera lieu à aucun frais pour les obligataires.

RÉGIME FISCAL

Les plus ou moins-values réalisées par les personnes morales seront prises en compte pour la détermination de leurs résultats imposables.

En revanche, pour les personnes physiques, l'échange présentera un caractère intercalaire (CGI, art. 92 B). En cas de vente ultérieure des obligations reçues en échange, le résultat de la cession sera donc calculé en fonction de la valeur d'acquisition originelle des obligations 7,50 % 1986-2001 remises à l'échange.

RÉMUNÉRATION DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS

Il sera alloué aux intermédiaires (banques, agents de change, établissements financiers) une commission de 12,50 F HT par obligation ancienne présentée à l'échange dans la limite de 5 000 F HT par dossier.

Cette commission sera majorée de la taxe sur la valeur ajoutée pour les établissements ayant opté pour ce régime.

MOTIF DE L'OPÉRATION

La présente offre d'échange vise à accroître l'encours de l'emprunt 7,50 % 1987-2001 afin d'améliorer la liquidité du marché.

(1) Cette dernière date pouvant être éventuellement prorogée à l'initiative du Crédit Foncier de France et de la Banque Indosuez en accord avec la Chambre Syndicale des Agents de Change.

Personnes qui assument la responsabilité de la fiche d'information

A notre connaissance, les données de la présente fiche d'information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Le Gouverneur, G. BONIN.

Visa de la Commission des Opérations de Bourse

La Commission des Opérations de Bourse a apposé sur la présente fiche d'information le visa n° 87-194 en date du 26 mai 1987.

Caractéristiques des obligations remises en échange

Ces obligations assimilables aux obligations 7,50 % mars 1987 ont été définies dans la fiche d'information qui a reçu le visa n° 87-52 en date du 23 février 1987 et dans la notice parue au BALO du 2 mars 1987.

MONTANT

5 045 470 000 F représenté par 1 009 094 obligations de 5 000 F nominal.

DATE DE JOUISSANCE

3 juin 1987

DURÉE TOTALE

14 ans

INTÉRÊT ANNUEL

7,50 %, soit 375 F par titre payable le 3 juin de chaque année et pour la première fois le 3 juin 1988.

AMORTISSEMENT NORMAL

En 5 tranches sensiblement égales les 3 juin 1987, 1988, 1989, 1990 et 2001, soit par remboursement au pair (pour au moins la moitié des titres à amortir), soit par rachats en bourse.

La détermination des titres amortis par remboursement sera effectuée selon les modalités de l'article 9 du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 de la façon suivante :
Un mois jour pour jour (ou, si ce jour n'est pas ouvré, le jour ouvré précédent) avant la date de chacun des remboursements, le teneur de compte établit la liste des titulaires des comptes où figurent les titres. Les titulaires y sont classés dans l'ordre préalablement établi par l'affilié et notifié à la SICOVAM, et le nombre de leurs titres y est indiqué. La liste est datée et certifiée le jour même par la personne habilitée à cet effet par l'affilié.

Le lendemain, l'émetteur communique à la SICOVAM le nombre de titres à amortir. La SICOVAM calcule alors, jusqu'à la cinquième décimale, le rapport, dit d'amortissement, qui est le rapport du nombre de titres à amortir au nombre de titres en circulation. Pour déterminer le nombre de titres amortis à attribuer à chaque affilié, elle applique le rapport d'amortissement au nombre de titres inscrits au compte de chaque affilié, en arrondissant le résultat à l'unité inférieure et en répartissant le solde éventuel selon la règle du plus fort reste. Elle notifie alors à chaque affilié le rapport d'amortissement et le nombre de titres amortis qui lui est attribué.

Au reçu de cette notification, l'affilié procède à une première répartition de titres à amortir. Il applique le rapport d'amortissement au nombre de titres figurant dans chaque compte. Le résultat arrondi à l'unité inférieure est le nombre de titres amortis affecté au compte considéré au cours de cette première répartition.

L'affilié procède ensuite à une deuxième répartition. Il détermine sur la liste des titulaires de comptes un point de départ en multipliant le nombre total des titres de la liste par le nombre de cent-millièmes formés par la suite des cinq décimales du rapport d'amortissement et en l'arrondissant au nombre entier immédiatement supérieur.

A partir du rang du titre correspondant à ce point de départ, l'affilié effectue les titres à répartir aux titulaires figurant sur la liste dans l'ordre d'inscription, abstraction faite de ceux qui ont bénéficié de la première répartition.

L'affilié affecte le solde éventuel aux titulaires ayant bénéficié de la première répartition en suivant la règle du plus fort reste.

Un avis publié au Journal Officiel préalablement au remboursement fera connaître le nombre de titres amortis par rachats, le nombre de titres à rembourser et le rapport d'amortissement.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ

Le Crédit Foncier de France s'interdit de procéder pendant toute la durée de l'emprunt à l'amortissement anticipé des obligations par remboursement. En revanche, il se réserve le droit d'amortir par anticipation des obligations en procédant à toute époque et par tout moyen à des rachats en bourse. Les obligations ainsi amorties par anticipation seront imputées sans limitation sur les dernières annuités à partir de l'annuité terminale.

FORME DES TITRES

Les obligations seront nominatives ou au porteur au choix des obligataires.

Ces obligations seront admises aux opérations de la SICOVAM.

Les droits des titulaires seront représentés, dans un délai d'un mois, par une inscription en compte à leur nom : chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres aux porteurs, chez l'émetteur et, s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

GARANTIE

Les obligations seront garanties par un privilège sur les créances provenant des prêts correspondants.

FACULTÉ D'ÉMISSIONS ULTÉRIEURES D'OBLIGATIONS ASSIMILABLES

Au cas où le Crédit Foncier de France viendrait à émettre ultérieurement dans le public ou auprès d'organismes collecteurs d'épargne, de nouvelles obligations entièrement assimilables aux présentes obligations, notamment quant au montant nominal, aux intérêts, à leurs échéances, aux conditions et dates d'amortissement et aux garanties, il pourrait unifier, pour la totalité des obligations, les opérations d'amortissement qui porteraient ainsi, sans aucune distinction, sur l'ensemble des titres unifiés.

RÉGIME FISCAL

Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation (mai 1987), les intérêts et les primes de remboursement des obligations émises à compter du 1^{er} janvier 1987 perçus par des personnes physiques sont, sur option :

- soit soumis au prélèvement forfaitaire de 25 % libératoire de l'impôt sur le revenu majoré de la Contribution Complémentaire de 1 % ;
- soit assujettis à l'impôt sur le revenu et à la Contribution Complémentaire de 1 %.

Les revenus d'obligations bénéficient, avec les dividendes d'actions, d'un abattement global sur le revenu imposable de 10 000 F pour les couples mariés et de 5 000 F pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées ; cette dernière somme est portée à 8 000 F pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans.

Toute personne désireuse d'obtenir SANS FRAIS des renseignements complémentaires sur la Société peut demander : (cocher la case correspondant au document souhaité).

☐ le rapport annuel de l'exercice 1986

☐ la dernière note d'information publiée (visa COB n° 87-160 du 14 mai 1987), en adressant cette partie détachable, après l'avoir complétée, au Crédit Foncier de France (SIRP) - BP 65-75050 Paris Cedex 01.

M. : Adresse :

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OPFI-PARIBAS augmente son capital

Participez au développement du portefeuille de PARIBAS

OPFI-PARIBAS détient et gère la plupart des participations du groupe PARIBAS dans les sociétés industrielles et commerciales françaises.

Son portefeuille — diversifié sur l'ensemble des secteurs économiques — était estimé, au 31 décembre 1986, à 8 893 MF.

L'émission en cours permettra de nouveaux développements.

Émission de 4 583 333 actions nouvelles

Prix d'émission : F 450 par action.
Jouissance : 1^{er} janvier 1987.Droit de souscription :
• réservé par préférence aux anciens actionnaires (1 action nouvelle pour 3 actions anciennes),
• ce droit peut s'acheter en bourse.Souscription :
du 25 mai au 15 juin 1987
auprès de la BANQUE PARIBAS,
B.A.L.O. du 18 mai 1987,
Visa C.O.B. n° 87-157 du 13 mai 1987.

COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL

(Groupe de la BNP)
Assemblée du 26 mai 1987

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 26 mai 1987 sous la présidence de M. Michel Raul del Sarte, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1986.

Elle a arrêté le bénéfice net comptable, en hausse de près de 8 % à 76 495 807 F, compte tenu de sa quote-part dans le résultat d'exploitation de la société en participation et des revenus des titres de ses filiales.

Elle a décidé la mise en distribution d'un dividende global de 54 F par action (coupon de 36 F net plus avoir fiscal de 18 F), qui sera mis en paiement à partir du 15 juin prochain. Bien que le montant unitaire du dividende reste identique, la distribution globale revenant aux actionnaires sera

supérieure de 25 % à celle de l'exercice précédent, compte tenu de l'émission d'actions nouvelles effectuée en cours d'exercice.

Intérêts des tiers exclus, le bénéfice financier net consolidé ressort à 122,4 millions de francs contre 95,4 pour l'exercice précédent, soit une hausse de 28,3 %.

Par ailleurs, l'exercice 1987 se présente de manière satisfaisante dans la mesure où la production cumulée du groupe au 1^{er} trimestre 1987 a progressé de près de 30 %. Pour leur part, les résultats consolidés financiers de ce premier trimestre affichaient une progression de près de 55 % sur ceux du premier trimestre 1986.Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-81-82, poste 4330Société Générale :
faits & chiffres 1986

En direction des particuliers : Progression de 37,2 % de l'encours des crédits accordés aux particuliers, et lancement de nouveaux produits financiers dans la gamme FCP, SCPI...

Après des PME et entreprises individuelles : Extension de nos parts de marchés, lancement de nouvelles formules de prêts (Sogefix, Sogefix, Rapid Commerce...) et progression de 70 % de nos crédits à moyen et long terme.

Sur les marchés des titres : Direction ou co-direction de 22 augmentations de capital et de 47 émissions obligataires. Création d'une filiale spécialisée dans les interventions sur le MATIF, la FIMAT.

Nos fonds propres : Renforcement poursuivi : + 20 % en 1986. Nouvelle émission de TSDI pour un montant de 500 millions de \$ (soit 3 228 MF).

| Nos résultats consolidés en 1986 | (en MF) | 1986/85 |
|--|---------|---------|
| Total du bilan | 748 861 | + 3,2% |
| Total des dépôts | 284 762 | + 11,8% |
| Fonds propres + TSDI + bénéfice net (part du Groupe) avant répartition | 21 376 | + 32,4% |
| Produit net bancaire | 27 965 | + 8,6% |
| Frais de gestion (y.c. amortissements) | 17 542 | + 2,8% |
| Résultat brut d'exploitation | 10 424 | + 20,0% |
| Dotation aux provisions d'exploitation | 7 189 | + 21,6% |
| Bénéfice net consolidé (part du Groupe) | 2 302 | + 76,0% |
| (hors 873 MF de plus-values sur cessions de titres de participation) | 1 429 | + 29,0% |

Il est rappelé qu'une note d'information visée par la COB est disponible auprès de tous les intermédiaires financiers.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
LA RENTABILITÉ, LE TALENT EN PLUS

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCEPrincipaux postes sujets à variation
(en milliards de francs)

| ACTIF | Au 21 mai |
|---|-----------|
| 1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER | 429 278 |
| dont : | |
| Or | 218 316 |
| Disponibilités à vue à l'étranger | 124 402 |
| ECU | 58 589 |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes | 18 981 |
| 2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR | 40 426 |
| dont : | |
| Comptes au Trésor public | 31 830 |
| 3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT | 153 518 |
| dont : | |
| Effets escomptés | 72 346 |
| 4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FECON | 76 083 |
| 5) DIVERS | 11 892 |
| Total | 701 197 |

PASSIF

| | |
|--|---------|
| 1) BILLET EN CIRCULATION | 211 821 |
| 2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS | 11 491 |
| 3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC | 36 888 |
| 4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS | 101 585 |
| dont : | |
| Comptes courants des établissements soumis à la constitution de réserves | 53 322 |
| 5) ECU À LIVRER AU FECON | 70 882 |
| 6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR | 283 067 |
| 7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE | 3 208 |
| 8) DIVERS | 12 287 |
| Total | 701 197 |

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARISINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indices globaux de base 100 : 31 décembre 1985

22 mai 23 mai

| | | |
|--------------------------------|-------|-------|
| Valeur temp. à recouvrable | 104,9 | 107,9 |
| Valeur industrielle | 108,4 | 112,3 |
| Valeur commerciale | 115,3 | 115,8 |
| Valeur énergétique | 121 | 116,2 |
| Chimie | 108,9 | 110,8 |
| Métallurgie, métallurgie | 111,9 | 113,7 |
| Textile, habillement | 101,6 | 104,7 |
| Mécanique et matériel | 114 | 118,4 |
| Ind. de construction, son aff. | 105,3 | 110,4 |
| Agro-alimentaire | 108,9 | 111,3 |
| Distribution | 100,3 | 103,7 |
| Transport, télécom. services | 101 | 102,9 |
| Assurances | 98,4 | 100 |
| Crédit temp. | 103,2 | 107,7 |
| Crédit à long terme | 98,7 | 98,2 |
| Immobilier et financier | 101,5 | 102,7 |
| Investissement et portefeuille | 101,3 | 104,8 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable 104,9 | 107,9 |Valeur industrielle 108,4 | 112,3 |Valeur commerciale 115,3 | 115,8 |Valeur énergétique 121 | 116,2 |

Base 100 : 31 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable</

29 MAI Cours relevés
à 17 h 36

Second marché (sélection)

SICAV (collection)29/5

Marché libre de l'or

[illegible]

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | MINITEL |
|---|--|--|--|---|--------------------------------|---|
| 2-3 Les changements à la tête de l'armée soviétique après l'attentat d'un avion de tourisme sur la place Rouge. | 8-9 Les présidentielles de la majorité entre UDF et RPR : les dissensions s'accroissent. | 8 Le procès de Klaus Barbie. | 11 Le Festival de musique de la Seine-Maritime. | 27 Le plan d'urgence de la Sécurité sociale. | Radio-télévision 14 | • Le SIDA a-t-il changé votre vie ? SIDA |
| 4 Les affrontements dans le Liban sud et la tension dans le Golfe. | 10 L'élection présidentielle : M. Alain Krivine s'efface devant M. Juquin. | 9 L'assemblée générale du protestantisme français. | 12 Danse : duo à La Rochelle. | — Cent vingt emplois créés pour aider les personnes âgées. | Annuaire classés 16 à 22 | • En direct de Roland Garros. RG87 |
| 5 Le président du Costa-Rica à Paris. | — L'élection présidentielle : M. Alain Krivine s'efface devant M. Juquin. | 10 Les Internationaux de Roland-Garros. | — Communication : la CNCL et la publicité politique à la télévision. | 28 Télécommunications : le différend s'aggrave entre la CGE et l'Espagne. | Camet 15 | • Etudiants : suivez le mouvement. ETU |
| | | — Automobilité : la victoire de Segna au Grand Prix de Monaco. | | 30-31 Marchés financiers. | Météorologie 14 | Actualité, Sports, International, Roum, Culture, Immobilier |
| | | | | | Mots croisés 14 | 36-15 Tapez LEMONDE |
| | | | | | Loto, Loterie 15 | |
| | | | | | Spectacles 13 | |

La situation en Nouvelle-Calédonie

M. Jacques Lafleur (président du RPCR) exprime son « désaccord » avec le délégué du gouvernement

NOUMÉA
de notre correspondant

Le torchon brûle entre le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, député RPR, et le délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, M. Jean Montpezat, haut commissaire de la République. Au cours d'un entretien téléphonique, diffusé le lundi 1^{er} juin par RFO, M. Lafleur a fait état de son « désaccord » avec M. Montpezat sur « un certain nombre de dossiers qui, à-t-il dit, n'avancent pas ». Ce n'est pas la première fois que des divergences apparaissent entre les deux hommes, mais c'est la première fois qu'ils s'expriment aussi ouvertement. M. Lafleur a expliqué qu'il voulait le « dialogue », à Paris pour solliciter l'arbitrage de M. Jacques Chirac.

A mots couverts, le président du RPCR a reproché au délégué du gouvernement un certain laxisme à l'égard des indépendantistes. Il lui

fait grief d'avoir toléré les deux barres établies par le FLNKS à l'occasion de son congrès, sur une piste des environs de Pucierro, et d'avoir permis que le chef du mouvement indépendantiste polynésien, M. Oscar Temaru, invité du congrès du FLNKS, fasse une visite à la prison du camp-est à Nouméa.

D'une façon générale, le député RPR a donné l'impression de douter quelque peu de la détermination du gouvernement à l'encontre du FLNKS.

M. Lafleur a estimé, en outre, que le mot d'ordre de boycottage du prochain référendum lancé par le mouvement indépendantiste constituait « la manifestation de l'impuissance (du FLNKS) à proposer quoi que ce soit à la jeunesse mélanésienne, à l'ensemble de la population ». Au passage, le député RPR a indiqué que le référendum pourrait avoir lieu « vers le 13 septembre ».

Enfin le président du RPCR a vivement réagi aux propos tenus récemment à son sujet par M. Pierre Juquin, ainsi qu'à l'article consacré par notre envoyé spécial Alain Rollat au « décret » de son corps politique (Le Monde du 28 mai). Il a jugé que le Monde avait tenu à son encontre « des propos encore plus odieux que ceux de M. Juquin » et s'employait « depuis des années à couvrir la Nouvelle-Calédonie de boue ».

Après avoir en la circonstance le Monde avait « un petit peu dépassé les bornes de la bienséance », M. Lafleur a qualifié Pierre Juquin et Alain Rollat d'« agents extérieurs » qui cherchaient, selon lui, non seulement à attaquer le premier ministre et M. Bernard Pons, mais aussi à dénigrer le calme et le respect dans le territoire, mais aussi, à faire naître dans l'esprit des Calédoniens un trouble qui peut recréer des conditions dangereuses pour la paix dans le territoire.

F. B.

[Les commentaires de M. Lafleur ne sont pas un résumé, dans la mesure où tout point de vue qui ne correspond pas à leur thèse est inévitablement jugé « subversif » par le dirigeant du RPCR.]

• M. Henu, candidat en second. — Invité le dimanche 31 mai du « Grand Jury RTL Le Monde », M. Charles Henu, député socialiste du Rhône et ancien ministre de la Défense, a déclaré qu'il soutient que M. François Mitterrand se représente en 1989. Si ce n'est pas le cas, il ne trouverait « pas son » qu'il n'y ait, au PS, qu'un seul candidat à la candidature, « parce qu'il n'y a pas d'héritier naturel du président de la République ». « Autrement dit », a continué M. Henu, « s'il n'y avait qu'un seul, il en faudrait un second. Et alors, pourquoi pas moi ? »

A propos de défense, M. Henu a évoqué l'hypothèse d'une « Allemagne neutrale » pour soutenir que « c'est la seule que la France avec l'URSS soit sur le Rhin ».

Le Forum du Pacifique Sud considère le référendum comme une « recette pour un désastre »

Les pays du Forum du Pacifique sud, qui regroupent l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les micro-Etats insulaires de la région, ont qualifié, à l'issue de leur réunion annuelle, le vendredi 29 et le samedi 30 mai à Apia (le Monde date du 31 mai), d'« exercice vide de sens » et de « recette pour un désastre » le référendum en Nouvelle-Calédonie.

L'organisation s'est dite prête à envoyer des délégations à Nouméa et à Paris afin de « discuter de la situation avec toutes les parties », soulignant que la politique suivie par le gouvernement français « n'a pas réussi à résoudre les conditions d'un véritable référendum d'autodétermination », car elle repose, selon le communiqué, « sur une répression judiciaire, partisane et raciste ». Le Forum a demandé à la France de donner aux Néo-Calédoniens « un choix libre, honnête et véritable » sur leur destin.

D'autre part, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont offert à leurs partenaires de leur faire part de res-

seignements en leur possession concernant les activités de l'Union soviétique et de la Libye, que Canberra et Wellington accusent de vouloir s'implanter dans le Pacifique sud.

Enfin, le Forum a proposé d'envoyer une délégation aux îles Fidji afin d'engager une médiation entre le gouverneur général Ratu Sir Penia Ganilau, le lieutenant-colonel Séverin Rabaka qui a pris le pouvoir le 14 mai, les chefs mélanésiens et le premier ministre renversé, M. Timoci Bavadra. La délégation serait dirigée, selon l'offre contenue dans le communiqué final de la réunion du Forum, par le premier ministre australien, M. Bob Hawke. A Suva, la capitale des Fidji, la radio contrôlée par les militaires a rapporté que le gouverneur général avait rejeté cette proposition. Mais, selon des informations recueillies à Apia, le Forum considère que son offre peut encore aboutir. — (AFP, UPI)

Sur le vif

Gorby a des idées

Ils sont d'un lourd, mais copains, au journal, c'est pas croyable ! Ils voient pas plus loin que le bout de leur nez. Ils prennent tout au pied de la lettre. Tenez, je vais vous donner un exemple. Vous vous rappelez cette cassette vidéo qui circulait sous le manteau en Union soviétique, sur les extravagances et les goûts de lue de la mère Raïssa. On a dit, et il l'ont vu, que c'était une opération montée par le KGB derrière le dos de Gorby. Rien que pour l'embêter, pour le déstabiliser, pour le discréditer.

Ca ne tient pas debout ! Explication tellement simple qu'elle est idiote ! Vous n'imaginez pas un seul instant que le KGB se serait permis un truc pareil. Qui c'est le patron, au Kremlin, hein ? Gorby. Et comme il a oublié d'être bête, il a fait le coup lui-même. Histoire de plancher sur de ses interlocuteurs occidentaux : Voyez comme ils me traitent mal, tous ces vieux crabes de l'appareil du parti ; feriez mieux de vous jeter sur mes propositions de paix et de désarmement avant qu'ils aient ma peau !

Là, avec le jeune Allemand, c'est pareil. Je tiens, ce matin, dans la presse, que ce vol audacieux d'un nid de coucou sur la place Rouge avait été entièrement téléguidé par ces salauds de militaires : allez, rentrez, mon petit Mathias, viens te poser devant le Kremlin, fais gaffe à pas te cogner contre l'église Saint-Basile. Ça lui fera les pieds à ce niais de Gorbatchev, à ce pseudo-champion de la démocratie. Il va l'avoir dans le baba et on en sera enfin débarrassés.

Allons donc ! C'est encore une idée à lui, ça, c'est évident. Il a concoqué son ambassadeur à Bonn : — Dieu, tu vois, je ne me trouve pas un cinglé, un fou, un idiot qui vienne faire la hique à nos trépassés de la rive ? — Il y a bien Rudolf Hess... — Arrête ! C'est vraiment le has-been ! — Et si on demandait à Bonn-Bonn Becker ? Ah ! non, c'est vrai, il est pas là, il est à Roland-Garros. — Ecoute, te casse pas la tête, fais comme d'habitude, passe une petite annonce dans le Bild Zeitung.

CLAUDE SARRAUTE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 1^{er} juin

Valse-hésitation

Une grande hésitation a été perceptible rue Vivienne lundi matin au cours de la séance préliminaire. Les cours ont en effet évolué de droite et de gauche et la tendance n'a pas réussi à trouver une orientation précise. A la clôture, l'indice de référence enregistrait une modeste perte de 0,07 %. Baisse de Luchaire (-6,2 %), Eco (-5,7 %), Finetel et Alstom (-2,8 %). Avance de Bati Investissement (+3,6 %), OPFI (+3 %), SEB (+2,3 %) et Cetelem (+2,2 %).

Valeurs françaises

| | Cours | Précéd. | Dernier |
|-------------------|-------|---------|---------|
| Accor | 481 | 481 | 480 |
| Agropar | 702 | 702 | 701 |
| Alcatel | 715 | 708 | 709 |
| Banque Paribas | 2800 | 2790 | 2790 |
| Bouygues | 1188 | 1188 | 1188 |
| B.P.A. | 8220 | 8220 | 8220 |
| Canal | 3389 | 3389 | 3389 |
| Chargem S.A. | 1480 | 1455 | 1455 |
| Club Méditerranée | 858 | 858 | 858 |
| Elf | 1234 | 1235 | 1234 |
| ELF-Aquitaine | 308 | 312 | 314 |
| Ende | 3720 | 3720 | 3740 |
| Européenne | 1578 | 1578 | 1574 |
| Lyonn. des Eaux | 1535 | 1525 | 1525 |
| Michelin | 3380 | 3380 | 3380 |
| Medi Cal | 1520 | 1520 | 1515 |
| Rob-Hennessy | 2530 | 2520 | 2515 |
| Renault | 1080 | 1080 | 1080 |
| Oréal | 4205 | 4205 | 4210 |
| Sanofi | 1077 | 1080 | 1087 |
| Peugeot S.A. | 1585 | 1585 | 1577 |
| Suez | 444 | 444 | 442 |
| Suez-Gaz | 776 | 776 | 776 |
| Suez-Industrie | 754 | 754 | 750 |
| Télécom | 2970 | 2970 | 2970 |
| Thomson-C.S.R. | 1510 | 1512 | 1505 |
| Toutefr. | 331 | 327 | 328 |
| T.S.T. | 2890 | 2870 | 2880 |
| Veolia | 580 | 585 | 580 |

Le numéro du « Monde » daté 31 mai-1^{er} juin 1987 a été tiré à 450 179 exemplaires

A B C D F G H

Le Monde
PUBLIARTS ET SPECTACLES
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4335

ESSID - Groupe ESSEC
Diplômés de Grandes Écoles
ou de l'Enseignement Supérieur
L'ESSID vous propose une formation complémentaire de troisième cycle à but professionnel de
CONCEPTEUR EN SYSTÈMES D'INFORMATION
Ce programme vous permet d'acquies la double compétence (technique et gestion) nécessaire pour concevoir, développer et gérer les Systèmes d'Information des entreprises. Les données sont structurées par le Module Spécialisé en Conception et Gestion des Systèmes d'Information et de Décision défini par l'ESSID.
Durée des études : 4 trimestres à temps plein
Début des études : 1^{er} septembre 1987
Date limite de dépôt des candidatures : 15 juin 1987
Renseignements :
Anne-Marie SIMPLAT - ESSID, groupe ESSEC
Supérieure des Systèmes d'Information
et de Décision
d.P. 105 - 95021 CERGY CEDEX
Tél. (1) 30-38-38-00
ESSID - Groupe ESSEC
Établissement d'Enseignement Supérieur Privé

STAGES INTENSIFS A L'ÉTRANGER
LA LANGUE QU'IL VOUS FAUT
• Anglais, Anglo-américain
• Allemand, Espagnol
• Général ou Spécialisé...
Voyage Formation
35 Bld des Capucines
75002 PARIS
Tél. (1) 42 61 33 35

Priorité au recrutement local ?

La Commission examinera d'abord le dossier des candidats. Combien sont-ils ? Dans quelles conditions se sont-ils réadaptes ? interrogent les syndicats. Le recteur de Corse vient de signer un premier décret des Bess qui n'est pas exhaustif. Entre le 20 août 1982 et le 1^{er} mai 1987, cent plaintes ont été déposées et soutenues par le recteur. Motifs : attentats à l'explosif visant d'abord des voitures, puis, de plus en plus, des domiciles ; des menaces à répétition par lettre et par téléphone. Les enseignants du primaire sont peu nombreux, parmi les victimes : un Corse, comme ailleurs, le recrutement des maîtres est local. Cent plaintes donc, pour mille quatre-vingt-cinq postes environ de maîtres départs. Le plus souvent, les victimes ont quitté la Corse. Ces enseignants ont-ils eu le poste de leur choix ? Par qui ont-ils été remplacés ? A ces questions, il est impossible pour le moment d'obtenir réponse. Seule l'administration centrale possède les listes permettant de faire le point de la situation.

DANIELLE ROUARD.

STAGE LECTURE RAPIDE
16-17-18 juin 1987
possibilités de stages en entreprises
GEICA-FORMATION/42-96-41-12
56-bis, rue du Louvre, 75002 Paris

LIQUIDATION TOTALE
AVANT TRAVAUX
DES STOCKS DE PRÊT-A-PORTER MASCULIN
DE GRANDES MARQUES SIGNÉES
STEPHANE MEN'S discount de luxe
130, av. St-James - Garmain - Métro et parking ODEON
du mardi au samedi de 12 heures à 19 h 30